

(N° 68.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946.

SÉANCE DU 4 JUILLET 1946.

**Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner les Projets de loi
contenant les Budgets du Ministère de l'Intérieur pour les exercices 1945 et 1946.**

(Voir les nos 5-VII (session 1945-1946) et 5-VII (session extraordinaire de 1946.)

Présents : MM. HARMEGNIES, président; BERNARD (L.), le vicomte COSSÉE DE MAULDE, CROMMEN, DE MAN, DERBAIX, LAGAE, MACHTENS, MAQUET, TACK, VERBRUGGE et YERNAUX, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION.

Avant tout, nous tenons à rendre hommage aux fonctionnaires qui ont mis au point le budget.

Celui-ci est présenté clairement et toute modification, petite ou grande, apportée dans le montant des crédits sollicités par rapport à ceux alloués à l'exercice précédent, trouve une explication dans la suite des notes justificatives, qui sont présentées avec ordre et méthode, à la fin du livret.

Nous nous plaignons aussi à remercier les Services du Département pour la bonne grâce mise à répondre aux questions posées par les honorables membres de la Commission.

Etant donné que le budget de 1946 vient de nous parvenir, nous avons cru répondre au vœu de la Commission en ne présentant qu'un rapport pour les exercices 1945-1946. Cette façon de faire permettra de gagner du temps et de faire des économies de papier et de main-d'œuvre.

Le budget de 1945.

Le budget de 1945 accuse une diminution de 43,396,339 francs pour les dépenses ordinaires et exceptionnelles du Ministère de l'Intérieur.

La diminution est due à un abattement massif des crédits du chapitre IV (Prévoyance Sociale, assistance judiciaire, etc.) article 23 (4), abattement provenant de l'annulation de l'arrêté du 30 novembre 1940 instituant les services « Volontaires du Travail ».

Les dépenses résultant de la guerre sont en augmentation de 1,045,845,250 fr. par rapport au budget de 1944. La quasi totalité de l'augmentation (928,000,000) est due au paiement des allocations militaires à l'armée de Grande-Bretagne et aux ayants-droit des militaires soldés des classes rappelées. Un crédit de 125,000,000 fut nécessaire pour faire face aux augmentations de traitement.

Au budget du Commissariat Général à la P.A.P., nous constatons une augmentation de 12,633,850 francs pour les dépenses ordinaires et une diminution de 210,595,000 francs pour les dépenses résultant de la guerre. L'augmentation est due à l'augmentation normale des traitements et la diminution au fait que les crédits ont été ramenés aux besoins reconnus.

Il résulte de ces différentes constatations que le budget de 1945 semble normal, si tant est qu'on puisse employer ce qualificatif dans les temps où nous vivons.

Nous avons examiné les résultats du budget de 1945 par rapport à ceux de celui de 1944. Pour avoir une opinion sur le véritable comportement du budget, il serait souhaitable qu'on puisse comparer les dépenses actuelles avec celles des budgets antérieurs à la guerre et notamment avec celles de 1938 qui fut le dernier exercice à peu près normal.

Ce n'est cependant pas chose aisée car le budget actuel n'a plus la même structure que les budgets du temps de paix et l'on peut dire qu'une comparaison *grosso modo* de ces budgets avec celui de 1945 n'aurait plus de réelle signification.

Les seules comparaisons qui peuvent se faire sont celles qui sont relatives aux dépenses plus ou moins comparables des deux budgets. Si l'on procède à cette opération, on constatera que le montant de ces dépenses en 1938 fut de 62,999,482 francs et de 170,512,460 francs en 1945, soit une augmentation de 170 % ou l'indice 270, ce qui est normal et confirme notre première opinion, donnée plus haut.

Le budget de 1946.

Examinons maintenant le budget de 1946.

Une série d'erreurs s'est glissée dans la colonne des chiffres du budget de 1945, page 74, ce qui fausse le jugement au sujet de la comparaison entre les dépenses pour les exercices 1945 et 1946.

Nous devons rétablir le tableau de la façon suivante :

RÉCAPITULATION.

A. — BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Première Section. — *Dépenses ordinaires.*

	1946 ^a	1945
I. — Dépenses de personnel fr.	86,186,450	73,237,750
II. — Dépenses de matériel	31,917,500	19,249,936
III. — Subsidés et subventions	6,115,500	6,115,500
IV. — Dépenses de prévoyance sociale, d'assistance judiciaire, de bienfaisance et d'hygiène	64,305,100	51,583,409
V. — Secours	160,460	170,460
VI. — Travaux et acquisitions; subsidés pour travaux	2,000,000	1,500,000
VII. — Dépenses diverses	335,000	625,000
TOTAL DES DÉPENSES ORDINAIRES . . . fr.	191,020,010	152,482,046

Il résulte donc une augmentation des dépenses de 38,537,964 francs.

Cette augmentation se justifie en ordre essentiel :

1^o du fait de l'application des dispositions légales relatives aux traitements, indemnités ou subventions dues au personnel (16,691,100 francs);

2^o par suite des dépenses nécessitées par les élections (9,340,000 francs) et par l'augmentation des tarifs postaux (1,338,264 francs);

3^o par l'application des nouveaux barèmes « Soins Médicaux » et « Produits pharmaceutiques » au poste 24.2, « Œuvre Nationale des Invalides de la guerre » (12,012,400 francs).

Il faut conclure que l'augmentation des dépenses est tout à fait normale et justifiée.

Au chapitre des « Dépenses exceptionnelles », une erreur s'est glissée encore.

En 1945, ce n'est pas un crédit de 5,635,000 francs qui fut alloué, mais un crédit de 10,285,000 francs.

Quoique l'on prévoie une somme de 2,100,000 francs pour le rééquipement et la restauration des bâtiments des gouvernements provinciaux, travaux qui s'imposent impérativement à Mons, notamment, il y aura une diminution de crédit de 2,645,000 francs par rapport à 1945.

Les dépenses résultant de la guerre sont réduites de 758,263,350 francs.

Si l'on examine dans le détail les crédits inscrits au chapitre IX, on doit se convaincre qu'il serait bien difficile de proposer une autre réduction des dépenses. Cependant, il apparaît qu'il y ait des services en liquidation qui comprennent encore trop de personnel et qui poursuivent leur tâche avec une lenteur qu'explique la raison de l'intérêt du fonctionnaire, mais que la raison ne comprend pas. On devrait fixer des délais pour les liquidations. Il n'est pas tolérable qu'en 1946, on doive encore prévoir un crédit de 1 million de francs pour les traitements du personnel chargé de liquider le Service des Volontaires du Travail. L'Etat, en pareille matière, non seulement a pour devoir de défendre l'intérêt général de la Nation, mais il se doit de montrer l'exemple de l'économie et de la bonne gestion. En agissant de la sorte, il inspirera confiance à la population, confiance nécessaire à la consolidation de notre régime démocratique et à la formation de l'esprit civique.

* * *

Le Budget du Commissariat Général à la P.A.P. est en diminution massive de 157,633,155 francs en ce qui concerne les dépenses ordinaires.

Par contre pour « Les Dépenses résultant de la guerre », le crédit passe de 75 millions à 81 millions. A première vue, c'est un résultat assez paradoxal mais les augmentations ne sont qu'apparentes du fait que les crédits pour les exercices précédents figuraient à d'autres chapitres. Il n'en reste pas moins que les dépenses du personnel sont encore trop élevées et ne pourront se justifier que pour autant que le Département veuille bien entrer dans les vues, que nous développons plus loin en ce qui concerne l'organisation d'un service « Secours Incendie et Calamités Publiques ».

Le personnel.

A. — POUR LE DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR.

	En 1938			En 1945		
	Défini-	Tempor.	Total	Défini-	Tempor.	Total
	titif	et salarié		titif	et salarié	
I. — Administration centrale . . .	143	22	165	129	105	234
II. — Gouvernements provinciaux et Commissariats d'arrondisse- ment	736	100	836	689	234	923
III. — Personnel en disponibilité. — Administration centrale . . .			2			6
Groupements provinciaux et Com- missariats d'arrondissement . .			14			14
IV. — Receveurs régionaux . . .			110			197

JUSTIFICATION.

Pour le point I. — Le personnel salarié relève pour sa totalité de l'Econamat du Département. Pour cette raison, il figure au *point I*, quoiqu'une partie du personnel appartienne aux services temporaires.

Les développements de l'article 3/2 (cf. p. 36) mentionnent sous la subdivision B un crédit global réservé aux « Organismes temporaires » ressortissant au Département. Il s'agit des services suivants :

a) *Le Service des carburants* : Crédit calculé sur la base d'un effectif de 20 agents temporaires;

b) *Service des allocations de milice* : Idem de 36 agents temporaires;

c) *Service d'identification et de sépulture* : Idem de 26 agents temporaires.

Il faut tenir compte en outre que les cadres organiques du Département de l'Intérieur n'étaient plus en rapport avec la mission qui lui incombait, mission que les événements de guerre avaient sérieusement accrue dans tous les domaines. Les Services du Premier Ministre, se rendant compte de la réalité, ont, après avis favorable de l'Inspection des Finances, marqué leur accord à des extensions successives, en attendant la revision générale des cadres des administrations, corrélative à la revision des barèmes. Cette réforme est près d'aboutir.

Pour le point II. — Les considérations que nous venons d'énoncer sont également valables pour les gouvernements provinciaux et les commissariats d'arrondissement.

Pour le point IV. — L'augmentation du nombre de receveurs régionaux n'a aucune incidence sur le budget. L'Etat ne fait que l'avance des dépenses, dépenses qu'il récupère ultérieurement à charge des communes desservies, en fonction des recettes opérées pour chacune d'elles et du nombre de leurs habitants.

B. — POUR LE COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PROTECTION AÉRIENNE PASSIVE.

En 1938. — Le Commissariat Général se composait en tout et pour tout de 13 agents définitifs (y compris le Commissaire Général).

En 1945. — Au 1^{er} janvier, le Commissariat Général comprenait au total 134 agents dont 10 agents définitifs.

Au 1^{er} juillet, le total du personnel fut ramené à 85 agents dont 9 définitifs et

Au 1^{er} janvier 1946, à 57 agents dont 8 définitifs.

Enfin, au 1^{er} juillet 1946, le personnel du Commissariat Général sera réduit à 20 agents temporaires et à 8 agents définitifs, soit au total 28.

Le personnel communal.

Votre Commission s'est préoccupée de la situation du personnel communal. Les pouvoirs locaux ne sont pas fixés sur les conditions dans lesquelles peuvent se faire les nominations. Une question a été posée à ce sujet, dont on trouvera la réponse à la page 31 du présent rapport (8^e question).

La même incertitude existe en ce qui concerne les traitements. Une Commission a été chargée d'examiner cette question. La Commission de l'Intérieur s'est intéressée à son tour au problème et a désiré obtenir des renseignements sur la composition de la dite Commission et sur ses travaux et ses conclusions.

Il est encore trop tôt pour connaître ces dernières, cependant nous croyons être l'interprète de l'unanimité de la Commission de l'Intérieur en souhaitant qu'une décision intervienne au plus tôt. Il est indispensable qu'on la connaisse avant la confection des budgets de 1947. L'incertitude dans laquelle se trouvent trop souvent les communes, en ce qui concerne un grand nombre de problèmes, fait que l'élaboration du budget est sans cesse différée. Il en résulte que sa présentation devant le Conseil communal ne peut se faire dans les délais légaux, d'où retards préjudiciables à la bonne marche de l'Administration communale et de nature à compliquer davantage les problèmes de la trésorerie.

Avant que nous ayons pris connaissance des conclusions auxquelles la Commission des traitements avait abouti, le Département nous avait cependant communiqué les renseignements suivants, qu'on lira avec grand intérêt :

« En attendant la revision et la mise en vigueur du nouveau régime des rémunérations du personnel des services publics, le Gouvernement a autorisé les provinces, les communes, les associations de communes et autres administrations subordonnées, à accorder à leur personnel, les mêmes avantages complémentaires que ceux prévus pour les agents de l'Etat : indemnité compensatoire, majoration de l'indemnité de résidence, indemnité d'attente, allocation à titre d'avance. Et, puisque les mesures générales que le Gouvernement est à la veille de prendre en matière de revision des barèmes des agents de l'Etat auront nécessairement leur répercussion sur les rémunérations du personnel des autres services publics, il a été institué auprès du Ministère de l'Intérieur, une Commission administrative chargée spécialement d'examiner le problème de la revision des barèmes du personnel des provinces, des communes et des administrations subordonnées.

Cette Commission est composée, en dehors des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, de deux fonctionnaires du Service d'Administration Générale du Cabinet du Premier Ministre, de deux fonctionnaires de la Direction Générale de l'Assistance Publique (Ministère de la Santé Publique et de la Famille), de trois fonctionnaires des Gouvernements provinciaux, de cinq administrateurs communaux, de deux administrateurs provinciaux.

A côté de cette Commission administrative, il a été décidé de constituer une Commission consultative du personnel des provinces, des communes et des administrations subordonnées, où siégeront notamment les représentants des fédérations et organismes syndicaux intéressés et qui aura pour mission d'émettre son avis sur les différentes questions ayant trait à la rémunération du personnel et à présenter toutes suggestions relatives à cet objet.

Les provinces et les communes sont autorisées à faire bénéficier leur personnel des avantages des bons de rééquipement et des timbres supplémentaires de pain, dans des conditions identiques à celles que l'Etat a prévues en faveur de son personnel. »

Cependant, on verra plus loin, dans la partie réservée aux questions, qu'il faut encore distinguer entre « fonctionnaires temporaires » et « fonctionnaires définitifs ». Pour ces derniers, les mesures ne sont pas encore définies. Votre Commission a été unanime à souhaiter qu'une solution intervienne à bref délai.

Les finances communales.

LE FONDS D'AIDE AUX PROVINCES ET AUX COMMUNES.

L'article 45 du budget intitulé « Aide aux Provinces et aux Communes dont la situation financière est tout spécialement affectée par la limitation des centimes additionnels » prévoit un crédit de 100 millions de francs.

Voici les renseignements que nous avons obtenus du Département au sujet de l'utilisation de ce crédit :

« Celui-ci a été demandé et obtenu par le Département pour la première fois en 1942, pour parer au préjudice qui pouvait résulter pour les provinces et les communes à situation financière difficile, de l'application de l'arrêté du 22 septembre 1941, limitant notamment à 15 et à 85 le nombre de centimes additionnels provinciaux et communaux aux taxes mobilière et professionnelle.

» Ce crédit devant être réparti en fonction du rendement des additionnels aux bases précitées n'a encore pu être liquidé que pour 1942 et 1943. L'attribution, pour 1943, s'est faite sur les bases suivantes :

A. — PROVINCES.

» En 1943, la province de Hainaut était la seule dont la situation financière était réellement difficile, en raison notamment de la limitation des additionnels. Son budget ordinaire était légèrement déficitaire nonobstant la prévision de 50 centimes additionnels à la contribution foncière (15 à 40 suffisaient dans les autres provinces pour équilibrer le budget ordinaire) et l'inscription en recette d'une participation de 5,000,000 de francs dans le crédit faisant l'objet de la présente note.

» Afin de faciliter son redressement, il lui fut attribué 7,500,000 francs, soit les 5,000,000 de francs inscrits au budget augmentés d'une somme de 2,500,000 francs correspondant sensiblement au produit des cinq additionnels au foncier.

» Il est à noter que 35 centimes additionnels aux taxes mobilière et professionnelle (différence entre 50 et le chiffre limite de 15) auraient donné, suivant les évaluations budgétaires, quelque 15,500,000 francs.

B. — COMMUNES.

« D'une manière générale, n'ont pu bénéficier du crédit que les communes ayant établi au moins 260 centimes additionnels à la contribution foncière.

» Une première répartition, s'élevant au total à 14.498,848 francs, attribuait à ces communes la différence absolue entre le produit des additionnels aux

taxes mobilière et professionnelle de 1941 (derniers taux non limités) et celui de 1945 (taux limité à 85) lorsque cette différence était au préjudice de la commune.

» Le solde du crédit a fait l'objet d'une deuxième répartition.

» En furent d'abord exclues toutes les communes dont le déficit budgétaire ordinaire n'atteignait pas 50 francs par habitant et qui, de ce fait, pouvaient être considérées comme capables de se redresser elles-mêmes moyennant l'intervention de l'Etat dans certaines charges anormales de guerre.

» La répartition fut faite en principe proportionnellement au produit de 20 centimes additionnels perçus par l'Etat dans chaque commune, pour l'alimentation du fonds de 100 millions, et en fait au principal des taxes passibles de ces additionnels, ce qui revient au même puisque le taux des additionnels est uniforme pour toutes les communes.

» La formule était adaptée de telle sorte que le produit des additionnels établis par les communes en 1943, aux taxes mobilière et professionnelle, augmenté de la participation totale dans le crédit de 100 millions ne dépasse pas 250 % du produit des centimes additionnels aux mêmes bases de 1941.

» 506 communes ont bénéficié en 1943 du dit crédit de 100 millions. »

On trouvera le détail de la répartition plus loin.

* * *

Il y a une chose qui frappe à première vue, c'est que le dernier crédit utilisé date de l'exercice 1943. Il serait curieux de connaître l'année de la liquidation. Le secours arrive, une fois de plus, bien tardivement.

Le crédit est certainement insuffisant. Et, cette insuffisance sera surtout patente pour 1945 et 1946, les dépenses ayant pris des proportions considérables au cours de ces deux derniers exercices. Le nombre des communes bénéficiaires aura augmenté, si bien que la somme inscrite au budget ne devra plus représenter une aide tangible pour les communes intéressées.

Cette constatation nous amène à dire deux mots des finances communales.

La question est très délicate à poser, étant donné l'existence d'une Commission qui a pour but d'apporter une prompte solution à ce problème crucial.

Selon les déclarations de notre honorable président, M. H. Harmegnies, il y aurait des espoirs de voir une décision intervenir à bref délai en ce qui concerne les dépenses pour les secours civils, la refonte et la répartition du « Fonds des Communes » et enfin la reprise des dettes résultant de la guerre.

Nous nous réjouissons de ces perspectives et c'est, parce que nous faisons confiance aux déclarations ministérielles, notamment à celle de l'honorable Ministre du Budget, que nous laisserons volontairement de côté, du moins momentanément, l'examen des griefs communaux en matière financière.

L'autonomie communale.

Cependant, nous pensons qu'il sera permis au rapporteur de présenter quelques observations sur cette importante matière.

Les communes ont toujours été fières de leur autonomie, non pas pour faire ce que bon leur semblait, mais parce qu'elle constitue l'une des bases de notre

organisation politique, sans laquelle aucun progrès n'est possible sur le terrain local.

Or, l'autonomie n'est plus qu'un vain mot si les finances locales ne sont pas saines. Chaque fois que la situation économique est devenue mauvaise, naturellement la situation financière des communes s'est aggravée et le pouvoir central a trouvé prétexte à restreindre la liberté des administrations communales. C'est surtout pendant la guerre et depuis la libération que ces restrictions se sont multipliées, en même temps que l'Etat chargeait les communes d'assurer la marche de services coûteux, dont les incidences sur le budget avaient et ont encore des répercussions désastreuses.

Nous souhaitons que la « Commission Spéciale » dépose au plus tôt ses conclusions car c'est de la valeur de ses solutions à assurer de bonnes finances locales que dépend l'autonomie communale.

Pour qu'il n'y ait aucune fausse interprétation de notre pensée, nous tenons à préciser que par autonomie nous ne réclamons pas la liberté absolue pour les communes d'agir à leur guise. Nous estimons que l'action communale doit être contrôlée par le pouvoir central. Celui-ci a pour devoir de maintenir la fiscalité communale dans des limites raisonnables et d'interdire les dépenses exagérées. Mais le contrôle de l'Etat doit être lui-même modéré. Il doit permettre le libre développement des activités locales, et avoir en vue l'intérêt bien compris des populations. Il tendra à la simplification de façon à diminuer les tracasseries administratives. Appliqué de la sorte, le contrôle du pouvoir central ne sera jamais considéré comme une atteinte à l'autonomie locale.

Si le pouvoir central doit exercer un droit de tutelle sur les communes pour protéger les intérêts généraux de la population, l'Etat a aussi pour devoir de défendre les communes contre les mesures que prennent certains départements ministériels, mesures qui ont pour conséquence de rendre plus pénible encore la situation financière des administrations locales.

Il n'entre pas dans nos intentions de reprendre ici la plupart de ces mesures. Nous nous contenterons de rappeler les perturbations graves apportées dans les budgets communaux par l'institution des secours civils et par les charges qu'impose l'arrêté-loi de février dernier. La fixation des journées d'entretien dans les orphelinats hôpitaux ou hospices se font sans tenir compte ni des possibilités financières des communes, ni des index moyens normaux du coût de la vie. Il serait impossible à presque tous les ouvriers et à de nombreux petits bourgeois d'élever leur famille ou de pourvoir à leurs propres besoins s'ils devaient appliquer dans leur ménage les tarifs qu'on impose aux communes. La même observation est valable pour les tarifs médicaux et pharmaceutiques. Toute condition de nombre étant gardée, l'augmentation des dépenses Assistance Publique n'est comparable avec aucune des autres dépenses publiques.

Votre Commission sait que le Ministère de l'Intérieur n'est en rien responsable des dites mesures, pas plus que pour les initiatives que prend parfois le Ministère des Travaux Publics. En principe ces interventions ont une justification, mais en pratique, elles vont parfois à l'encontre des intérêts généraux et compliquent toujours la tâche des communes. Qu'il nous suffise de rappeler un seul exemple. La Commission de la Reconstruction avait décidé la réfection de la route de Lobbes à Binche. Excellente décision, qui entraîna pour les communes intéressées des frais d'architecte. Pour la petite commune de Lobbes les honoraires devaient se payer sur une somme de 4 millions de francs. Or,

les travaux n'ont pas été exécutés. Les communes doivent déboursier en pure perte. On conviendra que ce n'est pas logique. Sans doute, elles gardent l'espoir que les travaux seront exécutés un jour ou l'autre, mais elles auront été forcées à de fortes dépenses à un moment où elles ont besoin de toutes leurs ressources pour faire face aux dépenses courantes ordinaires.

Est-ce que c'est trop exiger que de demander qu'on établisse une coordination entre le Ministère de l'Intérieur et les Ministères intéressés ? On devrait examiner si la situation financière des communes permet l'exécution des services qu'on leur réclame. Dans la négative, il conviendrait qu'on leur donne les fonds nécessaires ou qu'on envisage une autre méthode de financement. En dernière analyse, ce sont toujours les contribuables qui paient, mais sur le terrain communal ce sont toujours les mêmes qui sont taxés. On devrait s'en souvenir en haut lieu.

Examinant des problèmes d'ordre général, mais d'un puissant intérêt, tels le « Fonds des routes », la réforme administrative, la réorganisation des communes, votre Commission a estimé qu'ils ne devaient pas être résolus à l'occasion de la présentation du budget ; mais, elle a été unanime pour souhaiter une prompte solution au premier et pour que l'étude des deux autres soient abordée sans tarder.

La fiscalité communale.

Les solutions, qui ont été annoncées comme devant être celles que proposera la « Commission Spéciale », sortiront sans doute les communes de quelques difficultés immédiates importantes. Mais elles ne constituent pas la solution au marasme des finances communales.

Il faut éviter de tomber dans le travers des législateurs de 1931. La loi, qui est sortie de leurs délibérations, était pleine de promesses, mais elle fut un fiasco parce qu'elle fut le résultat d'un compromis et la consécration d'une politique de demi-mesures.

Il est souhaitable qu'on réalise cette fois une véritable fiscalité communale qui permette aux administrations locales de remplir la tâche importante qui leur est dévolue.

Il importerait notamment que l'essentiel de la taxation communale ne soit plus uniquement constitué par les additionnels aux revenus des biens immobiliers. Cette taxe est antidémocratique car elle atteint la masse des petits propriétaires et la masse des locataires. La justice distributive dans les impôts n'est qu'un vain mot quand une seule catégorie de contribuables est appelée à fournir la quasi totalité de l'effort fiscal. Nous croyons qu'il faut arriver à la suppression des poussières de taxes et les remplacer par des additionnels à d'autres impôts de l'Etat, et établir une imposition sur la plus value immobilière, celle notamment résultant de la politique d'urbanisation.

Nous pensons aussi qu'il serait préférable de rendre la fiscalité locale indépendante de celle de l'Etat. Nous allons essayer de préciser cette idée. La taxe foncière gouvernementale sur les bâties avant 1931 était fixée à 11 % du revenu cadastral. Elle fut ramenée au taux de 7 % lors de l'application de la nouvelle loi fiscale locale. En ramenant de 11 % à 7 % le taux de cette taxe tout l'édifice financier communal fut gravement atteint et dès son application, la nouvelle loi fiscale perdait sa portée, pour autant qu'elle visait bien au redressement de la situation financière des communes. Celles-ci, actuelle-

ment sont sous l'entière dépendance des décisions de l'Etat. En 1937, le Gouvernement de M. Van Zeeland avait pris une série de mesures importantes pour aider les communes, notamment en réduisant à 75 % la part d'intervention locale dans l'alimentation du Fonds de chômage. Toutes les mesures furent neutralisées du fait que le Gouvernement ramena de 7 à 5 % le taux de la taxe foncière. Cette décision prise au cours d'exercice diminuait de 20 % les revenus vitaux des communes et bouleversait l'équilibre des budgets. Il serait souhaitable d'établir une base fixe de taxation, indépendante de la base choisie par le pouvoir central pour son propre impôt foncier. Ce serait une garantie de stabilité pour les finances communales et ce serait pour le contribuable la possibilité de suivre les fluctuations des nombres d'additionnels avec de sûrs éléments de comparaison et avec des chances de comprendre quelque chose à leur taxation. Il est évident que, les bases se modifiant, le nombre d'additionnels n'a plus de réelle signification. Avec un même nombre d'additionnels, les communes de 1937 encaissaient moins de la moitié de ce qu'elles encaissaient en 1931.

Les taxes industrielles.

Avant 1914, les taxes industrielles étaient votées et admises pour cinq ans. Cette pratique permettait la suppression d'un tas d'écritures fastidieuses, rendait possible les enrôlements normaux et assurait la stabilité des finances dans une certaine mesure.

Après la première guerre mondiale, la jurisprudence du Ministère de l'Intérieur imprima à ces taxes un caractère nettement exceptionnel en subordonnant leur approbation à l'établissement préalable d'un nombre élevé de centimes additionnels et au vote de la taxe rémunératoire de voirie au maximum.

Les taxes industrielles étaient considérées comme des impositions d'appoint, dont la justification devait être faite chaque année par les besoins du budget de l'exercice.

C'est la raison pour laquelle, sans doute, il ne fut plus permis de voter la taxe pour plusieurs années.

L'approbation annuelle s'est compliquée d'une autre mesure qui nuit à la bonne marche de l'administration locale. Les taxes industrielles, en effet, ne peuvent être enrôlées qu'en fin d'exercice, ce qui fait perdre une année. Les communes dès lors perçoivent leurs taxes industrielles quand l'exercice est déjà clos, elles doivent avoir recours aux emprunts à court terme et se faire ainsi les banquiers de leurs contribuables. Cet inconvénient pourrait être évité en permettant l'enrôlement sur l'indice, au 31 décembre, de l'année précédant l'exercice.

Mais le mieux serait qu'on abandonne, comme nous l'espérons, la jurisprudence d'avant 1940, qu'on considère que ces taxes sont entrées depuis longtemps dans les mœurs, qu'elles se justifient et qu'elles doivent être traitées comme des impositions normales, pouvant être votées pour plusieurs années, pour autant qu'elles ne dépassent pas le maximum fixé par le Ministère de l'Intérieur.

Il serait désirable également que le règlement-type de 1936 soit révisé de manière à permettre une taxation moins restreinte des centrales électriques, lesquelles bénéficient de privilèges que rien ne justifie, notamment la non-imposition des moteurs directement affectés à la production de l'électricité. Les grosses sociétés d'électricité devraient pouvoir être taxées de façon à ce que toutes les communes sur lesquelles s'étend leur concession puissent bénéficier proportionnellement de l'imposition.

Les régies.

Les régies peuvent contribuer à l'amélioration des finances communales. Ce n'est pas toujours l'avis du Ministère de l'Intérieur. Avant la guerre, généralement le pouvoir central a contrarié plus qu'il n'a encouragé les communes qui ont eu recours à ce mode d'exploitation des services publics. Des mesures restrictives furent prises pour décourager les villes à entrer dans cette voie.

Généralement, on n'admettait pas que les régies réalisent un bénéfice supérieur à 10 %.

Cette façon d'agir de l'Etat, qui avait comme but final d'assurer le monopole de la fourniture du gaz et de l'électricité aux compagnies capitalistes, a compliqué la tâche des communes.

Nous pensons que cette façon de faire devrait être abandonnée, que les communes devraient être mises sur un pied d'égalité avec les entreprises privées. Pour cela, il importe, que le pouvoir central abandonne cette idée fausse que *les bénéfices résultant de l'exploitation de services industriels constituent une taxation indirecte.*

Le IV^{me} Congrès international des Villes et Pouvoirs locaux a examiné cet aspect de la question en 1929. Voici comment les rapporteurs : MM. F.-M. Wibaut, Sénateur et échevin de la ville d'Amsterdam et H. Sellier, Maire de Suresne, justifiaient le point de vue des Municipalités :

« Cette conception nous semble erronée. Les bénéfices réalisés par la commune dans les industries qu'elle exploite ont exactement le même caractère que ceux qui sont réalisés par des industriels privés. Les deux groupes de bénéfices communaux et privés, ont le caractère économique de bénéfices d'entreprise. Ils sont obtenus grâce au pouvoir économique dont la commune ou l'industrie privée disposent dans l'exploitation d'une industrie déterminée. Le cas peut se présenter où le consommateur a matière à plainte légitime si le bénéfice réalisé sur certains articles qu'il désire ou qu'il se voit obligé de consommer dépasse les limites raisonnables. Cette hypothèse se réalisera plus spécialement quand l'usager sera en présence d'un monopole plus ou moins absolu, résultant soit d'ententes entre les industriels privés aboutissant à exclure la concurrence des prix, soit de nature même du service assuré comme le cas se présente souvent pour les prestations faisant l'objet de services publics communaux : eau, gaz, électricité, etc.... Les récriminations du consommateur sont légitimement susceptibles de se manifester à divers points de vue : il peut reprocher aux concessionnaires de faire un mauvais usage du monopole de fait dont ils jouissent, protester contre le fait qu'ils n'envisagent que leur profit et ne se soucient aucunement de l'intérêt de l'usager. Mais le consommateur ne saurait reprocher à l'industriel privé de lui faire supporter une taxe indirecte, celui-ci répondrait légitimement qu'il ne dispose pas de la faculté légale de créer ou de percevoir des taxes.

» La situation, au point de vue économique, est parfaitement analogue si la commune est substituée à l'industrie privée dans l'exploitation des services publics. La commune qui tire des bénéfices de certains services publics communaux, se procure ces bénéfices en exerçant son activité sur le terrain industriel. Les prérogatives de la commune en ce qui concerne la création de taxes frappant diverses catégories de contribuables n'ont aucun rapport avec la fonction

industrielle qu'elle exerce quand elle exploite certaines entreprises. La situation du consommateur qui aurait des griefs à formuler contre les tarifs qui lui sont imposés pour les fournitures assurées par les entreprises communales est infiniment plus favorable que celle du consommateur qui se trouve dans un cas semblable en face d'une concession privée ou d'un monopole de fait. Les usagers des services publics exploités directement par la commune disposent en effet de moyens politiques qui leur permettent d'influencer ou même de fixer les prix des produits ou services des entreprises communales. Si le cas se présentait, que les prix exigés pour les fournitures communales s'élèvent bien au-dessus de la valeur normale du service rendu, c'est en premier et dernier lieu l'organe politique des consommateurs, le conseil municipal, qui pourra modifier ces prix. Si les prix fixés pour les fournitures communales se rapprochent du prix normal, le consommateur n'aura aucun reproche à formuler contre la gestion communale industrielle, même s'il perdait de vue que le bénéfice industriel réalisé par la commune, serait l'objet d'appropriation privée, dans le cas où le service public ferait l'objet d'une exploitation particulière.

» Le revenu de certains services industriels communaux a donc un caractère analogue à celui qui provient du patrimoine ou de propriétés acquises. Ces deux catégories de ressources communales n'ont absolument rien de commun avec des taxes ou des contributions que la commune est dans la nécessité de demander aux contribuables. Les bénéfices industriels comme les revenus du domaine privé sont versés dans la caisse communale. Ces deux catégories de revenus peuvent ainsi servir à réduire le montant des taxes et des contributions à prélever par la commune pour couvrir les dépenses qui lui incombent. »

Nous estimons que c'est là la vraie doctrine et que l'Etat devrait s'y tenir dans l'intérêt général. De plus, afin de protéger le consommateur contre de possibles exagérations de la part des pouvoirs locaux, l'Etat pourrait édicter une réglementation par laquelle devraient être soumises à l'approbation du Ministère de l'Intérieur toutes les tarifications communales, dès que les tarifs moyens des sociétés privées sont atteints. Par ce moyen, toute crainte de voir léser les intérêts des consommateurs et des contribuables disparaîtrait et les administrateurs communaux consciencieux pourraient poursuivre sans entraves une œuvre qui généralement est grandement profitable à la population.

Le pouvoir central a autorisé les régies à augmenter leurs tarifs de 40 % par rapport aux tarifs de 1939. Ce n'est guère raisonnable quand l'indice dans toutes les activités de la vie économique a au moins doublé.

Sans doute, dira-t-on, dans les cas de semi-régies, que la concessionnaire a elle-même augmenté ses tarifs de 40 %. Mais il n'y a pas que ces dépenses à envisager, celle de la main-d'œuvre, l'achat des matières premières, les frais généraux qui influencent considérablement les prix de revient ont subi une péréquation qui se situe au-delà de l'indice 2. Dès lors, nous croyons raisonnable de demander que le département revoie sa politique dans ce domaine et prenne les décisions qu'impose l'intérêt des communes.

Secours incendie et calamités publiques.

Le Commissariat Général à la Protection Aérienne Passive n'a plus heureusement de raison d'être à l'heure actuelle. Il semble donc souhaitable qu'il disparaisse au plus tôt. Cependant, aussi longtemps que des accords internationaux ne garantiront pas la permanence de la paix, il n'est pas indiqué de

faire disparaître entièrement le service. Si une nouvelle guerre devait encore menacer la Belgique, il serait souhaitable de ne pas être pris au dépourvu et de ne pas devoir encore tout improviser. Nous croyons donc qu'il s'indique qu'un noyau du Commissariat reste en fonctions pour dresser à l'état permanent le plan de la défense passive du pays, en tenant compte de l'évolution des armes de guerre et des moyens de protéger efficacement la population civile contre leurs coups. Cependant, il doit être entendu que le personnel doit être réduit au strict minimum. Il faut chercher à atteindre le but plus par l'efficacité, l'initiative, l'esprit curieux et chercheur, les qualités d'organisation du personnel que par le nombre. Il faut surtout éviter la routine et l'esprit administratif conservateur. Si les fonctionnaires de ce département devaient tomber dans ces travers, l'intérêt de la population exigerait impérieusement la suppression du service car en cette matière mieux vaut encore le néant qu'une fausse sécurité.

Avant un licenciement complet des hommes de la P.A.P., il serait intéressant aussi d'examiner si le Département de l'Intérieur ne pourrait employer une partie du personnel pour l'organisation d'un service coordonné et décentralisé de lutte contre l'incendie.

Il semble que sur les 2,600 communes du royaume, il n'y en ait qu'une vingtaine qui soient organisées pour lutter efficacement contre les grands sinistres.

Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Ostende et Ixelles possèdent seules un corps de pompiers professionnels.

Bruges, Schaerbeek, Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean possèdent un corps mixte avec une garde permanente professionnelle.

Saint-Gilles, Jette et Forest possèdent un service permanent de pompiers-policiers. Charleroi et l'intercommunale du Pays Noir ont une organisation analogue.

Le Département de l'Intérieur a déjà fait un effort en vue de couvrir la Belgique toute entière contre l'incendie. Le pays est divisé en 200 centres de groupe environ. Chaque centre de groupe assure le secours dans les communes de son ressort. Quand un centre est débordé, il fait appel à son voisin, ce qui permet de mobiliser rapidement différents corps, à très peu de frais. Mais ce système est loin d'être au point et son efficacité est toute relative. C'est pourquoi, à la suite d'un voyage d'études en Angleterre, le Département élabore un rapport sur lequel, espérons-le, nous aurons bientôt à nous prononcer.

Mais il n'y a pas à protéger seulement nos populations contre les dangers de l'incendie. La vie moderne et la guerre ont amené une série d'autres dangers contre lesquels, jusqu'ici, on a fait peu ou rien. Nous pensons; par exemple, aux catastrophes minières ou industrielles, aux glissements de terrain, ceux de Gilly et de Courcelles, quelques années avant 1940, ont été particulièrement désastreux. Nous pensons encore aux inondations, aux éclatements de conduites d'eau ou de gaz, aux accidents résultant des pollutions de l'atmosphère. A ce sujet, on se souviendra encore, qu'en décembre 1930, plusieurs centaines de personnes, dans la région d'Engis furent incommodées ou indisposées par des émanations de gaz, que de nombreuses personnes trouvèrent une mort qui émut l'opinion publique. Nous pensons enfin aux ruptures de digues, aux incendies de forêts, d'usines de produits chimiques, au danger des dépôts de munitions, etc.

Pour porter un premier et rapide secours aux victimes de toutes ces catastrophes, il serait souhaitable, selon nous, que les « Centres de Groupe » contre l'incendie se doublent d'un service spécialisé selon les régions.

Nous croyons qu'on pourrait intéresser pécuniairement les Compagnies d'Assurance dans l'organisation de ces services, qu'elles restent sous le régime actuel ou qu'elles soient nationalisées. En fait, État et Communes sont tenus à de fortes dépenses pour des services qui n'ont d'autre but que d'assurer la limitation des dégâts et empêcher l'extension des sinistres. Les Compagnies d'Assurance, en dernière analyse, sont les seules à bénéficier des efforts des pouvoirs publics.

En entrant dans cette voie, comme en nationalisant les assurances, on ne ferait que poursuivre l'évolution naturelle qui fut celle de la protection des populations contre les incendies.

Les premières Compagnies d'Assurance apparurent en Angleterre en 1667 après le « Great Fire of London ». Elles n'avaient pas pour objet d'indemniser les sinistrés mais de les aider à éteindre les incendies, et d'organiser des patrouilles pour signaler les feux. Elles manquèrent de cohésion et de coopération entre elles et se révélèrent inférieures à leur tâche. Ce fut surtout patent quand en 1832 le Parlement fut brûlé de fond en comble. L'année suivante, une loi permit aux communes de lever une taxe pour assurer le service incendie. Londres eut sa brigade de pompiers dont les frais étaient couverts : partie par les contributions, partie par les compagnies d'assurance qui intervinrent pour 35 £ pour chaque million de £ assurées dans la région.

Notre pays a, sans doute, connu semblable évolution, sauf la participation aux frais des sociétés d'assurances.

On comprend très bien qu'on ait fait obligation aux Villes et Communes d'avoir à organiser un service d'incendie. A un moment donné, ce fut une mesure d'intérêt général. Les maisons, dans les enceintes des villes, étaient ramassées les unes contre les autres. Elles étaient bâties en matériaux facilement inflammables. Dès lors, le moindre incendie constituait toujours une menace pour toute la collectivité et c'était toujours une calamité car les gens n'étaient pas assurés contre la perte de leurs propriétés.

Aujourd'hui, les conditions sont toutes différentes; on localise facilement les sinistres, on n'a plus heureusement à craindre une extension générale de l'incendie. La victime, si les dégâts se limitent à des choses matérielles, n'est même plus à plaindre, ses pertes étant couvertes par l'assurance. Les Compagnies qui ont à indemniser, ne sont pas non plus à plaindre car leurs profits sont considérables.

Il semble logique que la réorganisation des services nationaux et communaux contre l'incendie et les autres calamités publiques se fasse en envisageant une participation des Compagnies d'Assurance.

Il n'entre pas dans nos intentions d'examiner, même dans les grandes lignes, la réalisation de l'idée. Ce n'est pas dans le cadre de la discussion d'un budget qu'elle doit trouver sa solution, mais il serait intéressant que l'idée soit retenue et admise par le Ministère et qu'elle fasse prochainement l'objet d'une proposition de loi.

* * *

L'adoption du budget est proposée par la Commission par 8 voix contre 4; le rapport approuvé par l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
E. YERNAUX.

Le Président,
H. HARMEGNIES.

ANNEXES

Questions posées par les membres de la Commission.

PREMIÈRE QUESTION.

Comment le Commissariat Général de la P.A.P. traite-t-il encore directement avec les commandants régionaux, alors que ceux-ci n'existent plus ni en fait, ni en droit ?

RÉPONSE.

Il a été nécessaire de maintenir en fonctions, jusqu'au 1^{er} décembre 1945, les commissaires régionaux chargés du récolement du matériel réparti dans les communes de leur arrondissement.

Avec l'aide d'un personnel administratif fort restreint (maximum : 3 personnes), ils ont dû essayer de mettre à jour une comptabilité extrêmement embrouillée, encore compliquée par suite du départ ou de la révocation, au moment de la libération, des chefs locaux ayant manifesté des sympathies vis-à-vis de l'occupant.

Dans la plupart des communes, il a fallu reconstituer tous les états de paiement afférents aux prestations effectuées par les agents de la P.A.P. pendant l'occupation.

Ce n'est qu'à partir du 1^{er} décembre 1945, qu'il a été possible aux commissaires provinciaux de se charger des arriérés du travail administratif restant à effectuer dans les différents arrondissements.

DEUXIÈME QUESTION.

Quel est le nombre de voitures employées par le département, avant la guerre et à l'heure actuelle ?

RÉPONSE,

I. — Pour le Département de l'Intérieur proprement dit.

a) *Cabinet du Ministre :*

En 1938 : 1 voiture (régime de l'indemnité forfaitaire);

En 1945 : 2 voitures (régime du paiement des dépenses réelles).

b) *Administration centrale :*

En 1938 : néant;

En 1946 : deux.

c) *Services provinciaux :*

En 1938 : Les Gouverneurs avaient tous l'obligation de posséder une voiture personnelle. (Arrêté royal du 14 septembre 1936.) Il leur était alloué à cet effet une indemnité forfaitaire (voir article 13/2 du budget).

Quelques commissaires d'arrondissement utilisaient pour leurs déplacements dans leur arrondissement, leur voiture personnelle moyennant allocation d'une indemnité forfaitaire au kilomètre parcouru. En cas d'urgence ou d'insuffisance démontrée des moyens de transport ordinaires, l'utilisation d'un taxi était exceptionnellement autorisée.

En 1946 : Situation à peu près identique. Un gouverneur est provisoirement dispensé de posséder une voiture personnelle. Il porte en compte les frais réels des trajets effectués en auto. Un commissaire d'arrondissement (Malmédy) utilise sa propre voiture sous le régime provisoire du remboursement des frais réels. Les autres commissaires possédant une voiture peuvent s'en servir sous le régime de l'indemnité forfaitaire au kilomètre (actuellement fr. 1-95) et en respectant le maximum kilométrique fixé pour leur arrondissement. Les commissaires ne possédant pas de voiture personnelle peuvent dans les conditions susindiquées recourir au taxi.

II. — Pour le Commissariat Général à la Protection Aérienne Passive.

De 1938 à 1942, il n'y a plus eu d'auto à la disposition de la direction générale de la défense passive.

Sur ordre de l'autorité occupante des voitures furent réquisitionnées dans les différents arrondissements par les chefs régionaux et suivant les besoins du moment. Tous ces véhicules furent remis rapidement après entente avec leur propriétaire et cela vers le milieu de 1945. Il y en a eu plus de 300.

En ce qui concerne le Commissariat Général, en 1943 et en 1944, nous trouvons d'après les renseignements que possède le nouveau Commissaire, 4 voitures : 1 Studebacker, 1 Buick, 1 Impéria, 1 D.K.W.

A la libération, il ne restait plus qu'une Studebacker et une D.K.W., la Buick et l'Impéria ayant été volées avant la libération. C'est avec les deux voitures restantes que le nouveau Commissaire Général a dû faire face à la situation tragique qui a régné dès le mois de novembre jusqu'à la fin février.

Comme la D.K.W. était devenue complètement inutilisable et que le nombre de missions en province augmentait jusqu'à être de 2 à 3 par jour (par exemple région d'Anvers, région de Liège, et à partir de janvier dans toute l'Ardenne), une voiture Lincoln fut achetée au début de 1945. C'était malgré tout insuffisant pour les tâches à accomplir.

Aussi, pour ne pas grever le budget de l'Etat, le Commissaire Général a eu recours aux prêts volontaires et gratuits d'une vingtaine de voitures dont la plupart furent d'ailleurs pilotées par des dames qui s'étaient mises à notre disposition jour et nuit.

Ces conducteurs et conductrices bénévoles n'émargèrent en rien au budget du Trésor. Les uns et les autres rendirent des services magnifiques, n'hésitant pas à travailler parfois dix et douze heures d'affilée et restant stoïquement à leur poste tant à Anvers qu'à Liège ou même aux abords des lignes de bataille dans les Ardennes.

Le Commissariat Général intervenait uniquement pour l'essence, l'huile ou les réparations d'accidents survenus *en service*.

Un fonctionnaire, aidé d'un expert, contrôlait à la fois les fournitures et les réparations.

Au fur et à mesure de la cessation de l'activité de la protection aérienne passive soit vers fin mars 1945, ce service fut graduellement dissous.

A ce moment, il ne restait plus en service que la Studebacker et la Lincoln. Cette dernière fut d'ailleurs remise dans le courant de 1945 au Cabinet de M. le Ministre de l'Intérieur.

Actuellement il reste 1 Studebacker, 1 voiture Impéria très usagée provenant de la région de Gand (service des abris de la ville de Gand et des environs) et une petite Fiat très usagée (des services des abris de la ville d'Anvers). Les deux premières continuent à circuler pratiquement tous les jours pour terminer l'examen, sur place, des liquidations d'abris et autres activités des services techniques (subsides à accorder aux Chemins de Fer, Tramways Vicinaux, Transports en commun, etc.). La Fiat fait partie du groupe mobile caserné à Bruxelles, groupe spécialement équipé pour intervenir contre les gros incendies et surtout contre l'explosion de dépôts de munitions. Ce groupe, fortement réduit d'ailleurs, a été maintenu sur l'ordre formel de M. le Ministre de l'Intérieur, vu la situation actuelle très déficiente de nombreux corps de pompiers du pays et vu surtout leur manque de matériel pour lutter contre les dépôts de munitions.

TROISIÈME QUESTION.

Est-ce que les crédits des articles 63, 64, 65-5, 65-8 et 65-9 ont été épuisés. Dans l'affirmative, comment ? A quelles dates ?

RÉPONSE.

ARTICLE 63. — *Dépenses consécutives aux manœuvres, exercices, essais, etc.*

Le crédit initial de 3,500,000 francs a été épuisé fin février 1946. Un crédit supplémentaire est sollicité par amendement pour 125,000 francs, ce qui portera le crédit total de l'article à 3,625,000 francs.

La somme de 3,500,000 francs a été utilisée principalement pour les dépenses de charroi, qui se sont élevées à 2,500,000 francs environ, l'achat de vivres pour les agents de la P.A.P. d'Anvers et de Liège, pour environ 600,000 francs et, enfin, pour les frais de fonctionnement des services extérieurs et autres dépenses prévues dans le libellé de l'article.

A noter que 52 tonnes de vivres environ n'ont pas été utilisées et ont été remises à l'Administration des Domaines.

ARTICLE 64. — *Équipement des agents de la P.A.P.*

Sur le crédit initial de 1,930,000 francs, il reste encore un disponible de 74,307 francs. Ce crédit a servi au paiement de l'équipement des agents de la P.A.P., qui de 6,000 sont passés à 12,000 aux moments les plus critiques.

ARTICLE 65-5. — *Construction et aménagement d'abris dans les communes, frais de location de terrains et de caves (y compris les dépenses des exercices antérieurs).*

Il reste encore un disponible de 26,168,962 francs sur le crédit initial de 34,500,000 francs. La fin des hostilités a permis une économie de plus de 20,000,000 de francs, notamment dans le programme d'aménagement de caves.

ARTICLE 65-6. — *Mesures de protection des entreprises d'intérêt public, etc.*

Le crédit de 30,000,000 de francs inscrit à cet article a été épuisé à la date du 27 mars 1946.

La Société Nationale des Chemins de Fer Belges a émargé pour la plus grosse part dans ce crédit, notamment pour 18,900,000 francs, représentant le reliquat du programme de construction d'abris de 1944; fr. 4,991,237-68 pour des dépenses non prévues au programme du budget de 1941 et représentant des frais d'occultation, d'achat de matériel divers et de dépenses d'alerte. Un programme pour les premiers mois de 1945 se chiffrait à 2,401,900 francs. Enfin, une somme de 3,696,700 francs a été accordée pour les dépenses d'occultation, matériel et alerte, effectuées jusqu'au 21 avril 1944.

ARTICLE 65-8. — *Dotation de matériel de protection aérienne aux communes.*

Le crédit de 1,000,000 de francs, inscrit à cet article a été épuisé le 15 mars 1945. Il a été utilisé pour le paiement de matériel d'intervention (lampes, pelles, lits, civières, etc.).

Un crédit supplémentaire de 850,000 francs est sollicité par voie d'amendement.

ARTICLE 65-9. — *Protection des œuvres d'art.*

Il reste encore un disponible de 195,645 francs sur le crédit de 4,800,000 fr. inscrit au projet de budget. Les dépenses se sont réparties comme suit :

1^o Service photographique des Musées Royaux d'Art et d'Histoire : trois millions de francs;

2^o Mise à l'abri des vitraux, frais de protection, remise dans leur état primitif des œuvres d'art qui ont été protégées : un million de francs.

QUATRIÈME QUESTION.

La Commission aimerait savoir où en est l'épuration administrative. Elle s'étonne des lenteurs qui sont la source de graves préjudices pour les administrations communales.

RÉPONSE.

Au point de vue épuration administrative, le département a été saisi de 4,638 dossiers, se répartissant comme suit :

Conseillers provinciaux :	343;
Conseillers communaux :	1,947;
Bourgmestres :	468;
Echevins :	329;
Employés communaux :	1,533

4,620

En ce qui concerne les conseils provinciaux, l'épuration est terminée; tous les dossiers ont été examinés et l'arrêté-loi du 21 décembre 1944 réglant la matière n'est plus d'application, les assemblées provinciales ayant été renouvelées pour les élections du 24 février 1946.

L'épuration des conseils communaux est très avancée et tout laisse prévoir un règlement complet de cette question à très brève échéance. En effet sur 1,947 cas, 1,872 ont reçu une solution définitive. Il ne reste actuellement plus que 75 dossiers à traiter.

Un travail très vaste reste encore à accomplir.

En ce qui concerne les bourgmestres, les échevins et les employés communaux, 1,376 cas doivent encore être examinés dont :

209 dossiers concernant des bourgmestres;

140 dossiers concernant des échevins;

1,027 dossiers concernant des employés communaux.

Ci-joint, un tableau statistique résumant la situation actuelle de l'épuration administrative.

I. — CONSEILLERS PROVINCIAUX.

	Nombre de dossiers	Dossiers terminés	Dossiers à traiter	Total
Province d'Anvers	48	48	—	48
Province de Brabant	47	47	—	47
Province de Flandre Occidentale	43	43	—	43
Province de Flandre Orientale	34	34	—	34
Province de Hainaut	24	24	—	24
Province de Liège	53	53	—	53
Province de Limbourg	35	35	—	35
Province de Luxembourg	34	34	—	34
Province de Namur	25	25	—	25
	343	343	—	343

II. — CONSEILLERS COMMUNAUX.

	Nombre de dossiers	Dossiers terminés	Dossiers à traiter	Total
Province d'Anvers	214	207	7	214
Province de Brabant	234	225	9	234
Province de Flandre Occidentale	373	363	10	373
Province de Flandre Orientale	386	371	15	386
Province de Hainaut	146	140	6	146
Province de Liège	320	308	12	320
Province de Limbourg	179	167	12	179
Province de Luxembourg	38	35	3	38
Province de Namur	57	56	1	57
	1,947	1,872	75	1,947

III. — ÉCHEVINS.

	Nombre de dossiers	Dossiers terminés	Dossiers à traiter	Total
Province d'Anvers	62	44	18	62
Province de Brabant	57	36	21	57
Province de Flandre Occidentale	67	28	39	67
Province de Flandre Orientale	48	28	20	48
Province de Hainaut	30	26	4	30
Province de Liège	29	11	18	29
Province de Limbourg	22	9	13	22
Province de Luxembourg	6	3	3	6
Province de Namur	8	4	4	8
	329	189	140	329

IV. — BOURGMESTRES.

	Nombre de dossiers	Dossiers terminés	Dossiers à traiter	Total
Province d'Anvers	101	72	29	101
Province de Brabant	74	39	35	74
Province de Flandre Occidentale	68	37	31	68
Province de Flandre Orientale	54	21	33	54
Province de Hainaut	41	23	18	41
Province de Liège	43	19	24	43
Province de Limbourg	35	15	20	35
Province de Luxembourg	19	10	9	19
Province de Namur	33	23	10	33
	468	259	209	468

V. — AGENTS COMMUNAUX.

	Nombre de dossiers	Dossiers terminés	Dossiers à traiter	Total
Province d'Anvers	368	150	218	368
Province de Brabant	378	142	236	378
Province de Flandre Occidentale	292	96	196	292
Province de Flandre Orientale	210	63	147	210
Province de Hainaut	102	25	77	102
Province de Liège	95	9	86	95
Province de Limbourg	57	12	45	57
Province de Luxembourg	12	3	9	12
Province de Namur	19	6	13	19
	1,533	506	1,027	1,533

CINQUIÈME QUESTION.

Un arrêté-loi prévoit que les Conseils communaux qui ne sont plus en nombre devront être complétés. Peut-on connaître le nombre de communes auxquelles cet arrêté s'appliquait et le nombre de localités où le nécessaire a été fait.

RÉPONSE.

L'article 5 de la loi du 14 décembre 1944 complétant la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires, permet de prendre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, des dispositions ayant force de loi, notamment pour être à même de pourvoir, à défaut de suppléants admissibles au remplacement des conseillers communaux écartés, de telle manière que le nombre de conseillers communaux en fonctions ne soit jamais inférieur à trois dans les communes de moins de 10,000 habitants et au tiers des mandats existants dans les autres communes.

Ainsi qu'on le remarquera, le champ d'application de la disposition susvisée est très limité, aussi la nécessité de pourvoir au remplacement de conseillers communaux ne s'est-elle pas fait sentir jusqu'à présent et c'est pourquoi, les modalités selon lesquelles il pourrait être pourvu à ce remplacement, n'ont pas encore été déterminées.

SIXIÈME QUESTION.

Un membre de la Commission réclame des précisions en ce qui concerne l'article 15/7 (100,000 francs), notamment au sujet du nombre des personnes intéressées, de leurs fonctions et de la nature des rémunérations.

RÉPONSE.

Cet article supporte d'ordinaire les frais de déplacements et des jetons de présence (voir le libellé général de l'article 15) des membres des bureaux électoraux, des membres des jurys de l'examen de commissaire de police et de receveur régional et éventuellement de commissions créées au Département. N'y ont été imputés en 1945 que les jetons de présence versés aux membres du jury des deux sessions d'examen de commissaire de police. La dépense totale s'est élevée à 18,000 francs environ. Le solde restera vraisemblablement inutilisé.

SEPTIÈME QUESTION.

Un membre de la Commission désire obtenir des précisions au sujet du crédit 49. (Liquidation des écoles de police.)

RÉPONSE.

Le crédit a été inséré d'office par le service de la comptabilité générale lors de l'établissement du budget en vue de parer à toute éventualité. Il n'a qu'un caractère symbolique.

Les écoles de police ont été dissoutes à la libération. La plus grande partie des archives de ces écoles avaient été détruites. Ce qui était resté sur place a été saisi par les auditorats militaires. On a supposé à bon droit que certaines créances seraient restées en souffrance. Effectivement, les villes de Liège, Anvers et Bruges, notamment, ont adressé au département des états de frais assez élevés de premier établissement et autres (500,000 francs jusqu'à présent). La question sera réglée définitivement lorsqu'aura été arrêté le texte des dispositions statuant sur le sort des « effets acquis » des arrêtés de guerre du Secrétaire général usurpateur, Romsée, qui avait mis sur pied ces écoles (voir l'article 5, alinéa 5 de l'A.L. de Londres du 5 mai 1944). Cette rédaction est fort délicate étant donné qu'elle doit nécessairement avoir une portée *générale* et que pour la raison signalée plus haut, il n'a pas été possible jusqu'à présent d'en juger en pleine connaissance de cause.

HUITIÈME QUESTION.

Quelles sont les règles en vigueur pour l'application des priorités dans les nominations et les promotions du personnel communal ?

La Commission a émis le vœu de voir soumettre au Parlement, dans le plus bref délai, un projet de loi mettant bien au point les qualités à remplir pour bénéficier des priorités qui seront accordées aux anciens combattants de la guerre de 1940-1945 et aux résistants, prisonniers politiques, etc.

RÉPONSE.

Les prescriptions de la loi des 3 août 1919 et 21 juillet 1924 sont toujours d'application pour les combattants et assimilés de la guerre 1914-1918.

En attendant l'intervention d'une loi (dont le projet est actuellement à l'étude dans d'autres départements), accordant pour l'accession aux emplois publics des droits de priorité à ceux qui, à l'occasion de la guerre 1940-1945, ont bien mérité de la Patrie, il a été interdit aux administrations communales, par circulaire du 7 novembre 1944, de procéder à des nominations définitives.

Toutefois, en présence du retard quant à l'intervention de cette loi, la circulaire précitée a été retirée et remplacée par celle du 1^{er} mai 1946, laquelle autorise dorénavant de procéder à des nominations à titre définitif pour autant qu'à l'occasion de celles-ci les prescriptions de la loi des 3 août 1919 et 21 juillet 1924, intervenue au bénéfice de ceux qui se sont signalés au cours de la guerre 1914-1918 soient strictement observées en ce qui concerne les défenseurs et assimilés de la guerre 1940-1945.

Les autorités communales ont été prévenues que toute nomination qui serait faite sans appel public aux candidats et sans tenir compte du droit moral de priorité que possèdent incontestablement les défenseurs de 1940-1945, sera frappée d'annulation.

NEUVIÈME QUESTION.

Un membre de la Commission a demandé des précisions au sujet des dépenses résultant de la mise en liquidation de l'Administration des Services de Contrôle (article 47).

RÉPONSE.

Le Service de liquidation des Services de Contrôle trouve ses bases organiques dans l'arrêté du Régent du 1^{er} septembre 1945.

Il a fallu, dès la libération, improviser un service chargé de prendre les mesures conservatoires que comportait la liquidation d'une administration aussi vaste que celle des Services de Contrôle. En outre, ce Service dut exécuter l'arrêté du Régent du 20 octobre 1944 qui autorisait, sous certaines conditions, le paiement de trois mensualités aux quelque 6,000 agents en fonction les 31 août / 1^{er} septembre 1944.

Lors de la formation du projet de budget de 1945, il était envisagé de maintenir un bureau de liquidation dans les 40 districts que comprenait le pays, il a été ensuite décidé de centraliser ces bureaux au chef-lieu de chaque province, où ils ne comprennent qu'un personnel de 5 ou 7 unités, fonctionnant sous l'autorité des Gouverneurs et installés autant que possible dans les locaux des Gouvernements provinciaux.

Cette mesure a amené une réduction considérable du personnel de sorte qu'à l'heure actuelle les effectifs n'atteignent pas 150 unités y compris ceux de l'Administration centrale. Celle-ci d'abord installée 103 et 119, rue du Trône, et 30, rue Philippe le Bon, est depuis quelques jours concentrée dans les deux premiers immeubles.

La réduction de 295 à 150 agents permet de réduire le poste 47 /a, dépenses de personnel, de 12,600,000 à 6,000,000 de francs.

EXPOSE SUCCINCT DE LA SITUATION DU SERVICE DE LIQUIDATION DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTROLE.

Le Service doit se consacrer à des tâches multiples :

1^o Il communique régulièrement à l'Administration des Contributions des renseignements devant permettre soit un examen efficace des déclarations aux impôts sur les revenus, soit le décèlement de profits non déclarés.

Ce travail est considéré comme très important par l'Administration des Contributions qui estime d'ailleurs qu'il est préférable de le faire effectuer par le personnel du Service Liquidation.

Or, sur 5,000 dossiers examinés, 2,000 fiches ont été transmises et ont permis de découvrir des profits non déclarés de 20 millions de francs. Comme il reste au bas mot 100,000 dossiers à examiner, j'estime qu'en tenant compte que les dossiers les plus intéressants ont été examinés en premier lieu, il serait possible de découvrir des profits illicites de plus de 100 millions de francs.

Il a été impossible de faire plus pour le moment, par manque de personnel et cependant il y a urgence.

2^o Il y a lieu, conformément à la demande formulée par M. le Ministre de la Justice, dépêche du 31 octobre 1944, de signaler aux Auditeurs Militaires les renseignements très importants éparpillés dans les dossiers de l'ancienne administration des Services de Contrôle.

Jusqu'à présent, 200 dossiers environ ont été transmis dans les conditions ci-dessus et ont grandement aidé la justice militaire dans l'accomplissement de sa tâche. Il reste évidemment beaucoup à faire et de toute urgence dans ce domaine, mais le personnel est trop peu nombreux.

3° Il faut s'occuper des saisies en nature (environ 10,000), réparties dans une centaine de dépôts dans tout le pays et que, pour diverses raisons, il faudrait au plus tôt réaliser ou restituer suivant le cas.

4° Il convient pour répondre aux réclamations réitérées de la Cour des Comptes et du Ministère des Finances, de fournir à la Cour la comptabilité relative aux quelque 200,000 saisies pratiquées dans tout le pays pendant l'occupation. D'après les résultats d'une enquête sommaire, on peut évaluer à deux la moyenne des comptes qui pourront être dressés par jour et par homme. En supposant un effectif de 40 agents-employés exclusivement à ce travail, 80 dossiers seraient traités par jour, soit 24,000 par an en comptant 300 jours de travail effectif, ce travail durerait donc huit ans. Il est à remarquer que cette besogne est à peine amorcée, surtout faute de personnel qualifié.

5° Le Service des traitements procède à la récupération des sommes et traitements indûment liquidés, notamment ceux qui ont été payés à des agents reconnus plus tard inciviques et qui, en vertu de l'arrêté du Régent du 20 octobre 1944, n'avaient aucunement droit de toucher les traitements de septembre et octobre 1944 ainsi que le treizième mois.

Cette récupération a déjà produit à l'heure actuelle 1,400,000 francs. Il reste à faire rentrer 2,700,000 francs.

6° La Cour des Comptes réclame avec insistance les justifications des paiements effectués sous l'occupation et l'établissement des comptes-rendus des avances de fonds. Ce travail présente un caractère d'urgence qu'il est impossible de ne pas lui reconnaître. Il faudrait donc mettre tout en œuvre pour le terminer au plus tôt. Il est à remarquer que, sous l'occupation, les services ont fonctionné sans directives, et c'est là que l'on trouve la source des multiples observations que la Cour adresse avec véhémence et rappelle de nombreuses fois, sans qu'on puisse lui donner satisfaction.

DIXIÈME QUESTION.

Un membre de la Commission a demandé des précisions au sujet des dépenses relatives à la liquidation du « Service des Volontaires du Travail » (art. 48).

RÉPONSE.

Le crédit de 1,500,000 francs demandé à l'article 48 du projet de budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1945, est destiné à faire face aux dépenses du Bureau de Liquidation du Service des « Volontaires du Travail pour la Wallonie » et du « Vrijwillige Arbeidsdienst voor Vlaanderen ». Ces services, institués notamment par arrêtés des Secrétaires généraux des 30 novembre 1940 et 22 avril 1944, ont été déclarés nuls par l'article 1^{er} A. 29 B. et C. de l'arrêté-loi du 5 mai 1944. Leur liquidation a été organisée par l'arrêté du Régent du 14 novembre 1945 (*Moniteur* du 5 décembre 1945, n° 339). Cet arrêté a créé un Bureau de Liquidation.

Il est à remarquer qu'en fait, un service de liquidation a dû fonctionner dès la libération pour aviser aux mesures conservatoires qu'imposaient les annulations décrétées par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Les prévisions de dépenses ont été établies comme suit :

1 ^o Dépenses de personnel (traitements, indemnités, etc.).	fr.	1,050,000
2 ^o Remise en état des lieux		100,000
3 ^o Matériel		25,000
4 ^o Dépenses se rapportant aux exercices antérieurs, restant à liquider		275,000
5 ^o Dépenses diverses et imprévues		50,000
Total . . . fr.		1,500,000
		=====

JUSTIFICATIONS.

Le cadre proposé pour le Bureau de Liquidation comprend 20 agents et 4 gens de service.

La justification de cadre se trouve dans les lettres des 25 septembre et 27 novembre 1945, lesquelles présentent également la situation en ce qui concerne les travaux déjà effectués et ceux qui restent à faire. Les dépenses effectuées sur les subsides d'un montant global de fr. 182,386,324-56 alloués par l'Etat pour les exercices 1940 à 1944 inclus, aux Services des Volontaires du Travail, restent encore à justifier à la Cour des Comptes.

Les dépenses en question sont à trouver dans une vingtaine de comptes partiels distincts ayant existé durant l'occupation.

Les Services du Bureau de Liquidation des Services Volontaires du Travail sont tous groupés dans l'immeuble de la chaussée d'Ixelles, n° 215, à Ixelles.

ONZIÈME QUESTION.

Combien d'électeurs ont été privés de leur droit électoral du chef d'incivisme :

- a) en total pour le pays entier;
- b) par arrondissement;
- c) par commune de plus de 25,000 habitants.

RÉPONSE.

Le département de l'Intérieur a ouvert une enquête aux fins de connaître le nombre d'électeurs ayant été privés de leur droit électoral du chef d'incivisme.

Aux termes d'une circulaire du 6 juin courant, insérée au *Moniteur* du 9^o, toutes les communes du Royaume doivent établir un relevé :

- a) des personnes âgées de 21 ans accomplis au 1^{er} mai 1946, qui à la date du 1^{er} juin 1946 étaient frappées d'incapacité électorale pour faits d'incivisme;
- b) des personnes qui, lors des élections législatives du 17 février 1946, ont été portées sur les relevés du commissaire d'arrondissement et ont pu ainsi être écartées d'autorité du scrutin.

Ces relevés doivent parvenir pour le 30 juin courant au Ministère de l'Intérieur, qui, après vérification, transmettra au Rapporteur du budget du département, les renseignements demandés par la Commission de l'Intérieur du Sénat.

DOUZIÈME QUESTION.

Quel est le montant TOTAL des contributions communales exigées des contribuables ?

Prière de donner le montant également par ville ayant plus de 25,000 habitants ?

Quel est le montant total des contributions exigées des contribuables par province ?

RÉPONSE.

1^o Le montant total des contributions communales qui seront exigées des contribuables en 1946 peut être évalué approximativement à 2,652,000,000 fr.

Cette somme se décompose comme suit :

a) 2,152,150,000 francs représentant le montant des impositions communales qui seront recouvrées par les agents de l'Etat (centimes additionnels aux taxes de l'Etat et des provinces) selon les prévisions du Budget des recettes et des dépenses pour ordre de 1946;

b) 500,000,000 de francs, produit des impôts recouverts par les receveurs communaux. (Supputation faite sur la base des prévisions budgétaires de 1945 corrigées d'après l'accroissement attendu pour 1946.)

2^o Montant total des contributions par ville de plus de 25,000 habitants (tableau ci-annexé).

3^o Montant total des contributions par province :

Une faible moitié seulement des budgets communaux pour 1946 ayant été produits ce jour, le département n'est pas en mesure d'évaluer, par province, le rendement des impositions communales.

COMMUNES	Budget approuvé ou projet de budget	MONTANTS
PROVINCE D'ANVERS		
Anvers	Projet	171,882,800
Berchem	Projet	17,106,500
Borgerhout	Projet	15,559,966
Deurne	Projet	12,787,199
Hoboken	Projet	7,273,168
Lierre	Projet	6,529,738
Malines	Projet	14,315,559
Merksem	Projet	11,950,455
Turnhout	Projet	6,674,785
Wilrijk	Budget	7,389,468

COMMUNES	Budget approuvé ou projet de budget	MONTANTS
PROVINCE DE BRABANT		
Anderlecht	Projet	41,289,977
Bruxelles	Projet	252,129,523
Etterbeek	Projet	22,730,352
Forest	Projet	22,819,820
Ixelles	Projet	63,081,400
Jette	Projet	10,781,481
Louvain	Projet	10,517,985
Molenbeek-Saint-Jean	Projet	33,268,378
Saint-Gilles	Projet	37,997,526
Saint-Josse-ten-Noode	Projet	21,402,655
Schaerbeek	Projet	65,795,230
Uccle	Budget	26,531,150
Vilvorde	Projet	9,797,928
Woluwe-Saint-Lambert	Projet	11,009,299
14		
PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE		
Bruges	Projet	17,936,850
Courtrai	Budget	12,675,924
Mouscron	Budget	6,506,714
Ostende	Documentation manque	
Roulers	Documentation manque	
5		

COMMUNES	Budget approuvé ou projet de budget	MONTANTS
PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE		
Alost	Documentation manque	
Gand	Documentation manque	
Lokeren	Documentation manque	
Renaix	Documentation manque	
Saint-Nicolas	Documentation manque	
5		
PROVINCE DE HAINAUT		
Charleroi	Projet	16,287,573
Jumet	Projet	5,370,435
Tournai	Projet	8,540,372
3		
PROVINCE DE LIÈGE		
Herstal	Documentation manque	
Liège	Projet	60,715,893
Seraing	Documentation manque	
Verviers	Projet	16,978,545
4		
PROVINCE DE LIMBOURG		
Genk	Documentation manque	
Hasselt	Documentation manque	
2		
PROVINCE DE LUXEMBOURG		
(Néant).		
0		
PROVINCE DE NAMUR		
Namur	Documentation manque	
I		
TOTAL		44

TREIZIÈME QUESTION.

Quel est le montant des contributions exigées des contribuables (Etat + province + commune) :

- a) pour le pays;
- b) pour les villes de 25,000 habitants et plus;
- c) par province.

RÉPONSE.

a) *Pour le pays* (exercice 1946) :

1 ^o Ensemble des contributions de l'Etat (selon le Budget des Voies et Moyens pour 1946)	fr. 25,517,625,000
2 ^o Taxes provinciales (selon budgets provinciaux)	385,400,000
3 ^o Impositions communales :	
a) recouvrées par les agents de l'Etat (prévisions du Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1946)	fr. 2,152,150,000
b) recouvrées par les receveurs communaux (supputation faite sur la base des prévisions budgétaires de 1945 corrigées d'après l'accroissement attendu pour 1946)	500,000,000
	2,652,000,000
Total général pour le pays	fr. 28,555,525,000

b) *Pour les villes de 25,000 habitants et plus* :

Le département de l'Intérieur ne dispose pas de données quant au rendement des contributions de l'État et des provinces dans chaque ville ou commune prise séparément.

c) *Par province* :

Même remarque que ci-dessus quant au rendement par province des impôts d'Etat. De plus, le nombre restreint des budgets communaux pour 1946 produits à ce jour ne permet pas une supputation même approximative du montant des contributions des communes groupées par province.

QUATORZIÈME QUESTION.

Quel est le montant des contributions qui grèvent les maisons (taxes provinciales et communales ensemble) :

- a) dans les grandes villes;
- b) dans les villes de 10,000 à 40,000 habitants;
- c) dans une dizaine de communes rurales.

RÉPONSE.

Pour 1946, le nombre et le rendement des centimes additionnels provinciaux et communaux, à la contribution foncière, sur les propriétés bâties à l'exclusion des immeubles industriels, s'établit comme suit, pour chacune des trois catégories envisagées :

A. — COMMUNES DE PLUS DE 40,000 HABITANTS.

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
<i>Province d'Anvers</i>					
Anvers	50	350	400	24	94,396,800
Berchem	50	350	400	24	12,782,616
Borgerhout	50	350	400	24	11,760,000
Deurne	50	350	400	24	9,840,000
Malines	50	350	400	24	10,344,000
<i>Province de Brabant</i>					
Anderlecht	10	375	385	23.1	21,275,135
Bruxelles.	10	pas entré			—
Etterbeek	10	375	385	23.1	17,432,785
Forest	10	375	385	23.1	16,066,327
Ixelles	10	375	385	23.1	40,597,072
Molenbeek-Saint-Jean .	10	375	385	23.1	17,952,396
Saint-Gilles	10	375	385	23.1	26,352,465
Schaerbeek	10	375	385	23.1	41,767,730
Uccle	10	375	385	23.1	17,103,633
<i>Province de Flandre Occidentale</i>					
Bruges	20	370	390	23.4	9,111,192
Courtrai	20	370	390	23.4	6,378,204
Ostende	20	pas entré			—

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
<i>Province de Flandre Orientale</i>					
Alost	25	370	395	23.7	5,007,830
Gand	25	pas entré			—
Saint-Nicolas	25	pas entré			—
<i>Province de Hainaut</i>					
(Néant).					
<i>Province de Liège</i>					
Liège	40	pas entré			—
Verviers	40	350	390	23.4	11,312,730
<i>Province de Limbourg</i>					
(Néant).					
<i>Province de Luxembourg</i>					
(Néant).					
<i>Province de Namur</i>					
(Néant).					

B. — COMMUNES DE 10,000 A 40,000 HABITANTS.

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
<i>Province d'Anvers</i>					
Boom.	50	350	400	24	1,920,000
Brasschaat	50	350	400	24	3,420,000
Ekeren	50	350	400	24	pas docum.
Hoboken	50	350	400	24	4,656,000

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
Merksem	50	350	400	24	4,680,000
Mortsel	50	350	400	24	pas docum.
Niel	50	350	400	24	960,000
Schoten	50	350	400	24	pas docum.
Wilrijk	50	350	400	24	5,092,800
Duffel	50	350	400	24	888,000
Heist-op-den-Berg . .	50	400	450	27	580,500
Lierre	50	350	400	24	3,461,904
Willebroek	50	pas entré			—
Balen	50	350	400	24	403,200
Geel	50	350	400	24	1,068,816
Herentals	50	195	245	14.7	676,200
Mol	50	100	150	9	425,700
Turnhout	50	205	255	15.3	2,039,184
<i>Province de Brabant</i>					
Assche	10	pas entré			—
Auderghem	10	375	385	23.1	4,532,012
Evere	10	375	385	23.1	3,257,100
Hal	10	375	385	23.1	2,328,480
Jette	10	375	385	23.1	7,853,538
Koekelberg	10	375	385	23.1	4,061,803
Saint-Josse-ten-Noode .	10	375	385	23.1	12,422,402
Berchem-Sainte-Agathe.	10	375	385	23.1	2,845,920
Leeuw-Saint-Pierre .	10	200	210	12.6	581,238
Vilvorde	10	375	385	23.1	4,016,412
Watermael-Boitsfort .	10	375	385	23.1	5,264,906
Woluwe-Saint-Lambert.	10	375	385	23.1	8,737,771

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
Woluwe-Saint-Pierre	10	375	385	23.1	5,810,281
Aarschot	10	375	385	23.1	933,702
Héverlée	10	250	260	15.6	1,038,502
Kessel-Loo	10	375	385	23.1	1,495,217
Louvain	10	375	385	23.1	5,982,492
Tirlemont	10	pas entré			—
Braine-l'Alleud	10	375	385	23.1	2,006,351
Nivelles	10	pas entré			—
<i>Province de Flandre Occidentale</i>					
Assebroek	20	370	390	23.4	1,117,783
Sint-Andries	20	370	390	23.4	1,079,668
Tourhout	20	370	390	23.4	543,192
Ypres	20	370	390	23.4	1,753,846
Poperinge	20	160	180	10.8	345,985
Wervik	20	pas entré			—
Harelbeke	20	370	390	23.4	785,854
Menin	20	pas entré			—
Mouscron	20	370	390	23.4	3,239,769
Waregem	20	160	180	10.8	339,199
Wevelgem	20	pas entré			—
Izegem	20	pas entré			—
Roulers	20	pas entré			—
Meulebeke	20	250	270	16.2	306,836
Tielt	20	pas entré			—

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
<i>Province de Flandre Orientale</i>					
Grammont	25	195	220	13.2	958,753
Ninove	25	pas entré			—
Hamme	25	pas entré			—
Lebbeke	25	200	225	13.5	319,950
Wetteren	25	370	395	23.7	1,694,550
Zele	25	pas entré			—
Eekloo	25	pas entré			—
Maldegem	25	210	235	14.1	398,607
Evergem	25	pas entré			—
Gentbrugge	25	370	395	23.7	2,488,500
Ledeberg.	25	370	395	23.7	2,175,660
Mont-Saint-Amand	25	pas entré			—
Renaix	25	pas entré			—
Beveren (Saint-Nicolas).	25	pas entré			—
Lokeren	25	pas entré			—
Tamise	25	200	225	13.5	702,000
<i>Province de Hainaut</i>					
Charleroi	50	340	390	23.4	9,313,200
Châtelet	50	340	390	23.4	2,035,800
Châtelineau	50	340	390	23.4	1,939,860
Couillet	50	340	390	23.4	1,643,850
Courcelles	50	pas entré			—
Dampremy	50	340	390	23.4	1,396,980
Gilly	50	340	390	23.4	3,276,000
Jumet	50	340	390	23.4	3,474,900
Lodelinsart	50	340	390	23.4	1,368,900

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
Marchienne-au-Pont	50	pas entré			—
Marcinelle	50	340	390	23.4	4,441,320
Montignies-sur-Sambre	50	340	390	23.4	2,574,000
Mont-sur-Marchienne	50	340	390	23.4	1,567,800
Boussu	50	340	390	23.4	1,058,860
Dour	50	340	390	23.4	1,062,360
Frameries	50	340	390	23.4	1,251,900
Hornu	50	340	390	23.4	702,000
Jemappes	50	340	390	23.4	1,315,080
Mons	50	340	390	23.4	6,566,040
Pâturages	50	pas entré			—
Quaregnon	50	340	390	23.4	1,738,620
Wasmes	50	340	390	23.4	1,371,240
La Louvière	50	pas entré			—
Soignies	50	340	390	23.4	1,652,040
Anderlues	50	340	390	23.4	971,100
Ath	50	340	390	23.4	1,428,570
Binche	50	340	390	23.4	1,874,340
Tournai	50	340	390	23.4	6,669,000

Province de Liège

(Le montant de la contribution sur les maisons n'a pu être établi, la documentation fournie ne mentionnant pas le revenu cadastral propre aux propriétés bâties ordinaires.)

Ans	40	350	390	23.4	—
Bressoux	40	350	390	23.4	—
Chênée	40	350	390	23.4	—
Grivegnée	40	350	390	23.4	—
Herstal	40	350	390	23.4	—

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
Jemeppe	40	350	390	23.4	—
Montegnée	40	350	390	23.4	—
Ougrée	40	350	390	23.4	—
Seraing	40	350	390	23.4	—
Eupen	40	pas entré			—
Huy	40	350	390	23.4	—
<i>Province de Limbourg</i>					
Genk	15	pas entré			—
Hasselt	15	375	390	23.4	pas docum.
Saint-Trond	15	pas entré			—
Lommel	15	200	215	12.9	pas docum.
Tongres	15	375	390	23.4	pas docum.
<i>Province de Luxembourg</i>					
Arlon	20	60	80	4.8	581.402
<i>Province de Namur</i>					
Namur	15	pas entré			—

C. — QUELQUES COMMUNES RURALES.

COMMUNES	ADDITIONNELS			Pourcentage du revenu cadastral	Rendement
	provinciaux	communaux	total		
Dhuy (802 habitants) .	15	370	385	23.1	61.965
Pontillas (456 hab.) .	15	265	280	16.8	15.747
Kaprijke (3,154 hab.) .	25	200	225	13.5	87.720
Wezemaal (2,203 hab.) .	10	190	200	12	57.456
Wommersom (1,424 h.) .	10	200	210	12.6	37.275
Vezon (1,276 hab.) . .	50	260	310	18.6	56.730
Velaines (1,506 hab.) .	50	200	250	15	77.250
Rongy (2,253 hab.) .	50	340	390	23.4	78.390

QUINZIÈME QUESTION.

Quel est le nombre et quelles sont les diverses espèces des intercommunales qui existent, qui sont sous contrôle du département de l'Intérieur ?

RÉPONSE.

Le Ministère de l'Intérieur est chargé de l'application de la loi du 1^{er} mars 1922 relative à l'association des communes dans un but d'utilité publique. Les cinquante-huit organismes intercommunaux qui ont été constitués sous l'égide de cette loi sont les suivants, mentionnés par province et avec l'indication de leur dénomination sociale.

Liste des associations intercommunales avec indication de leur siège social.

I. — ASSOCIATION DE COMMUNES
(Application de la loi du 1^{er} mars 1922.)

Province d'Anvers.

De Boomsche Beekbosschen Tuinwijk, Boom.

Société Intercommunale de la rive gauche de l'Escaut (Imalso), Anvers.

Intercommunale Gasbedeeling Antwerpen-Hoboken (I.G.A.H.), Anvers.

Intercommunale Maatschappij voor Electriciteitsbedeeling (I.M.E.A.), Anvers.

Antwerpsche Regionale Gasbedeeling Intercommunale Maatschappij (A.R.G.I.M.), Mortsel.

Antwerpsche Voorsteden Intercommunale Gasbedeeling (A.V.I.G.), Borgerhout.

Province de Brabant.

La Provinciale brabançonne d'Electricité, Bruxelles.

Compagnie Intercommunale d'Electricité Jodoigne et Extensions, Jodoigne.

Compagnie Intercommunale d'Electricité Grimberghe et Extensions, Grimberghen.

Société Intercommunale pour l'assainissement et l'aménagement de la vallée de la Woluwe, Bruxelles.

Dispensaire Intercommunal antivénérien, Schaerbeek.

Laboratoire Intercommunal de chimie et de bactériologie, Bruxelles.

Société Intercommunale bruxelloise du gaz, Saint-Josse-ten-Noode.

Société Intercommunale bruxelloise d'électricité, Saint-Josse-ten-Noode.

Tusschengemeentelijke Electriciteit Vereeniging van Bergh, Kampenhout, Perk en Peutie, Kampenhout.

Société Intercommunale pour le détournement et le voûtement de la Senne dans l'agglomération bruxelloise, Bruxelles.

Société Intercommunale des voies d'accès à l'aérodrome de Bruxelles, Bruxelles, rue de la Loi, 14.

Société coopérative Intercommunale de Crémation, Bruxelles.

Association Intercommunale pour la distribution de l'énergie électrique (Electro-distribution), Forest-lez-Bruxelles).

Compagnie Intercommunale des Eaux de la vallée de la Thyle, Maison communale de Sart-Dames-Avelines.

Association Intercommunale pour la distribution du gaz (Intergaz), Molenbeek-Saint-Jean.

Association Intercommunale bruxelloise pour la production et l'achat du gaz, Hôtel communal de Saint-Josse-ten-Noode.

Société Intercommunale brabançonne de l'Electricité (Sobralec), Woluwe-Saint-Lambert.

Société Intercommunale brabançonne du Gaz (Sobragaz), Woluwe-Saint-Lambert.

Association Intercommunale pour l'assainissement de la vallée du Molenbeek et du Pontbeek, Administration provinciale du Brabant, 22, rue du Chêne, Bruxelles.

Province de la Flandre Occidentale.

West-Vlaamsche Electriciteitsmaatschappij, Dixmude.

Tusschengemeentelijke maatschappij voor het bevoorraden der vlasroterijen met Leiewater en het rootafvalwater, Maison communale, Gullegem.

Province de la Flandre Orientale.

Tusschengemeentelijk Hospitaal-Sanatorium van Lemberge, Lemberge.

Tusschengemeentelijk Hospitaal-Sanatorium van Geraardsbergen, Overboelare.

Tusschengemeentelijke Maatschappij der Vlaanderen voor Waterbedeeling, Hôtel de Ville de Gand.

Province de Hainaut.

Association Intercommunale d'Electricité du Sud du Hainaut, Rance.

Association Intercommunale du Bois d'Havré, Mons.

Société Intercommunale carolorégienne d'Electricité, Monceau-sur-Sambre.

Union Intercommunale des Consommateurs du Gaz et d'Electricité des régions de Charleroi et du Centre, Charleroi.

Union Intercommunale des Consommateurs du Gaz et d'Electricité des régions de Mons et du Borinage, Mons.

Compagnie Intercommunale de distribution d'eau de Salles et Robechies, Salles.

Société Intercommunale de radio-distribution dans l'arrondissement de Charleroi, Montignies-sur-Sambre.

Intercommunale d'œuvres sociales, société coopérative pour la région de Charleroi, rue de la Maternité, Charleroi.

Association Intercommunale de l'Ecole de la chaussure et des industries du Cuir du Borinage, Maison communale de La Bouverie.

Intercommunale du Gaz des régions de Mons et Borinage, Mons, Hôtel de Ville.

Les plaines de jeux du Borinage, Quaregnon, Hôtel communal.

Association Intercommunale d'Electricité du bassin de Charleroi, Roux, Hôtel communal.

Société Intercommunale d'Electricité de l'Est et du Centre du Hainaut, Hôtel communal, Gilly.

Union Intercommunale pour l'Etude et la Gestion des Services publics, Charleroi.

Association caroligienne du Gaz, Hôtel communal, Marcinelle.

Province de Liège.

Association Liègeoise d'Electricité, Liège.

Société d'Electricité Voer-Gulpe et Extensions, Fouron-Saint-Pierre.

Intercommunale du Canton de Saint-Nicolas, Constructions habitations ouvrières, Saint-Nicolas-lez-Liège.

Société Intercommunale d'Electricité de Warsage et Extensions, Liège.

Association Intercommunale pour le démargement des communes de la région de Liège, Jemeppe-sur-Meuse.

Association Intercommunale pour l'entretien, l'amélioration et la construction de la voirie des arrondissements de Huy et Waremme, Ben-Ahin.

Intercommunale Verviétoise de l'Electricité et du Gaz, Dison.

Distribution Intercommunale des Eaux de Hollogne-aux-Pierres et Jemeppe-sur-Meuse, Hollogne-aux-Pierres.

Société coopérative Intercommunale de distribution d'eau de Tihange et environs, Maison communale de Vierset-Barse.

Intercommunale de distribution d'eau d'Awans, Bierset et environs, Awans.

Association Intercommunale de l'abattoir des Awirs, Maison communale, des Awirs.

Intercommunale pour l'Etude et la Construction d'Egouts de la région de Liège, 69, rue Vinave, Tilleur.

Province de Limbourg.

Provinciale Intercommunale Electriciteitsmaatschappij van Limburg (Inter-electra), Hasselt (Dr Willemsstraat).

Province de Namur.

Association Intercommunale des Eaux de Couvin et environs, Couvin.

SEIZIÈME QUESTION.

Quels sont les organismes parastataux qui relèvent du département de l'Intérieur ?

Leur organisation, leur but, le contrôle de l'Etat, le cadre du personnel et les effectifs réels en personnel ?

RÉPONSE.

Le seul organisme est l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre (O.N.I.G.) créée par la loi du 11 octobre 1919, complétée par celle du 16 avril 1929, et organisée par l'A.R. du 16 février 1920, modifiée par ceux du 29 mai 1922 et du 1^{er} juin 1934.

Organisation : L'Œuvre est dirigée et administrée par un conseil général. Celui-ci peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un conseil d'administration. Il est établi dans chaque arrondissement administratif un comité d'arrondissement de l'O.N.I.G., lequel nomme dans chaque canton ou commune un ou plusieurs délégués locaux. Le personnel des services de l'O.N.I.G. est nommé par le conseil d'administration.

But : L'O.N.I.G. constitue un organisme jouissant d'une autonomie relative, canalisant les initiatives particulières en collaboration avec les pouvoirs publics, sous l'autorité desquels elle est placée et dont elle est en quelque sorte mandataire.

A ce titre, elle est chargée d'aider matériellement et moralement les invalides de la guerre et éventuellement leurs familles. Cette aide qui affecte des formes multiples, se traduit en ordre principal par :

- 1^o la rééducation professionnelle;
- 2^o la fourniture des appareils de prothèse;
- 3^o l'octroi des soins médicaux;
- 4^o l'assistance par le crédit et par le secours en argent et en nature.

Contrôle de l'Etat : Pour remplir sa mission, l'O.N.I.G. dispose de subsides de l'Etat qui constituent largement la majeure partie de ses ressources et auxquelles viennent s'ajouter celles d'autres provenances qui forment son fonds propre.

Toutes les activités de l'O.N.I.G. financées par l'Etat sont réglées par des arrêtés et par des règlements et instructions approuvés par le Département. Aucune dépense n'est faite sans qu'elle n'ait été au préalable autorisée dans son principe et ses modalités. Les subsides dont bénéficie l'O.N.I.G. à charge du Trésor public, sont accordés, gérés et leur utilisation est contrôlée et vérifiée conformément aux règles relatives à la comptabilité de l'Etat.

Cadre et effectif réel du personnel : Le cadre du personnel a été établi en 1925. Les limites n'en sont ni clairement ni rigoureusement déterminées. C'est pourquoi l'Œuvre a été invitée, en janvier 1946, à mettre au point le cadre et le barème des rémunérations de son personnel dès que les résultats de la revision des cadres et barèmes des agents de l'Etat seront connus, afin d'assurer la concordance avec ceux-ci.

La situation se présente comme suit au 1^{er} avril 1946 :

	Cadre prévu au budget	Effectif réel
Secrétaire général	1	1
Directeur général	—	2
Inspecteur général	1	—
Médecin inspecteur	1	1
Directeurs	4	6
Sous-Directeurs	4	6
Chefs de service	9	6
Chefs de section	5	6
Rédacteurs et assistantes sociales	18	14
Sténo-dactylos	6	6
Comptables	—	2
Commis d'ordre	31	30
Dactylos	—	2
Huissiers-messagers	3	4
Téléphoniste	1	1
Nettoyeuses	4	1
	—	—
Total	88	88

DIX-SEPTIÈME QUESTION.

Comment fut réparti entre les communes le crédit de 100 millions de francs inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1943?

RÉPONSE.

Un arrêté du Prince-Régent, en date du 24 janvier 1946, répartit ce crédit de la façon suivante :

a) *Provinces.*

Une somme de 7,500,000 francs est allouée à la province du Hainaut.

b) *Communes.*

La somme de 92,479,745 francs a été répartie entre les communes, ainsi qu'il suit :

PROVINCE D'ANVERS.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Anvers (Antwerpen)	—	9,283,798	9,283,798
Beerzel	—	39,613	39,613
Berchem	—	14,552	14,552
Berendrecht	—	32,802	32,802
Bevel	—	6,660	6,660
Borgerhout	—	1,489,511	1,489,511
Bornem	—	116,211	116,211
Deurne	—	1,006,581	1,006,581
Ekeren	—	144,645	144,645
Geel	—	148,413	148,413
Hallaar	—	11,347	11,347
Halle	20,253	7,569	27,822
Heffen	40,911	—	40,911
Heindonk	1,820	6,463	8,283
Hingene	—	65,038	65,038
Hoboken	—	356,841	356,841
Hoevenen	—	46,492	46,492
Hulshout	—	5,892	5,892

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Kappellen	—	151,676	151,676
Lichtaart	7,943	—	7,943
Lierre (Lier)	—	577,019	577,019
Lippeloo	—	8,547	8,547
Malines (Mechelen)	—	1,937,089	1,937,089
Merksem	—	1,137,674	1,137,674
Mortsel	—	175,013	175,013
Niel	—	222,950	222,950
Nijlen	—	32,933	32,933
Oevel	8,719	6,144	14,863
Oud-Turnhout	6,510	—	6,510
Reet	—	42,304	42,304
Rijkevorsel	17,714	72,645	90,359
Rijmenam	4,653	—	4,653
Ruisbroek	—	7,834	7,834
Schoten	—	64,396	64,396
Schriek	—	35,704	35,704
Sint-Job in 't Goor	9,406	—	9,406
Sint-Lenaarts	29,218	36,766	65,984
Stabroek	209,535	—	209,535
Terhagen	—	41,876	41,876
Tongerloo	—	22,740	22,740
Turnhout	543,781	751,134	1,294,915
Vorselaar	12,139	19,985	32,124
Vosselaar	—	18,652	18,652
Wijnegem	—	46,150	46,150
Zandvliet	—	72,906	72,906
Zoerle-Parwijs	—	2,742	2,742
	912,602	18,267,307	19,179,909

PROVINCE DE BRABANT.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Aarschot	—	132,384	132,384
Alsemberg	17,868	17,975	35,843
Anderlecht	—	2,224,233	2,224,233
Attenrode	18,386	—	18,386
Auderghem (Oudergem)	—	109,781	109,781
Averbode	—	8,190	8,190
Beert (Brages)	8,637	8,705	17,342
Begijnendijk	—	7,805	7,805
Bellingen	—	13,956	13,956
Braine-l'Alleud (Eigenbrakel)	281,485	164,360	445,845
Bruxelles (Brussel)	—	7,909,761	7,909,761
Buizingen	—	29,735	29,735
Céroux-Mousty	—	24,744	24,744
Chastre-Villeroux	5,045	—	5,045
Diest	179,397	—	179,397
Dilbeek	—	68,537	68,537
Elingen	—	8,101	8,101
Esschene	—	13,700	13,700
Etterbeek	—	740,693	740,693
Evere	—	238,085	238,085
Galmaarden (Gammerages)	8,695	—	8,695
Ganshoren	—	88,732	88,732
Halle (Hal)	840,791	292,009	1,132,800
Hamme	45	4,833	4,878
Herfelingen	17,355	—	17,355
Hévillers	8,806	—	8,806
Hoeleden	23,075	12,566	35,641
Holsbeek	29,455	—	29,455

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Huizingen	21,950	—	21,950
Itterbeek	—	15,752	15,752
Jette	—	377,344	377,344
Jodoigne (Geldenaken)	—	87,021	87,021
Koekelberg	—	88,303	88,303
Kortenaken	8,726	29,190	37,916
Kraainem	—	19,010	19,010
L'Ecluse (Sluizen)	—	15,277	15,277
Lembeek	220,966	—	220,966
Leuven (Louvain)	—	958,175	958,175
Liedekerke	—	25,843	25,843
Lillois-Witterzée	—	34,418	34,418
Linkebeek	—	23,755	23,755
Marbais	9,353	—	9,353
Mazenzele	—	4,281	4,281
Meise	—	27,108	27,108
Mélin (Malen)	12,236	19,791	32,027
Molenbeek-St-Jean (St-Jans-Molenb.) .	—	1,811,576	1,811,576
Neerlinter	10,705	—	10,705
Nivelles (Nijvel)	—	260,342	260,342
Ophain-Bois-Seigneur-Isaac	—	32,635	32,635
Opvelp	14,942	—	14,942
Oudenaken	—	16,063	16,063
Outgaarden	17,444	—	17,444
Pamel	—	21,347	21,347
Pellenberg	—	1,116	1,116
Piétrebais	—	6,542	6,542
Quenast	—	13,085	13,085
Ramsdonk	—	8,945	8,945

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Relegem	3,897	6,457	10,354
Rosières	—	3,789	3,789
Saint-Josse (Sint-Joost)	—	857,884	857,884
Saint-Géry	—	9,294	9,294
Saint-Gilles (Sint-Gillis)	—	1,037,783	1,037,783
Schaerbeek (Schaarbeek)	—	2,711,555	2,711,555
Scherpenheuvel (Montaigu)	6,414	30,370	36,784
St-Agatha-Berchem (Berchem-Ste-Ag.)	—	126,472	126,472
St-Katherina-Lombeek	—	14,647	14,647
St-Laureins-Berchem	—	3,769	3,769
St-Margriet-Houtem	6,874	—	6,874
Sterrebeek	—	24,812	24,812
Terafene	—	10,023	10,023
Ternat	—	35,790	35,790
Testelt	—	16,286	16,286
Tienen (Tirlemont)	—	440,701	440,701
Tilly	—	9,791	9,791
Tremeloo	—	13,626	13,626
Uccle (Ukkel)	334,581	408,853	743,434
Vilvoorde (Vilvorde)	—	506,132	506,132
Vissenaken	42,646	—	42,646
Wauthier-Braine (Woutersbrakel) . .	—	13,560	13,560
Willebringen	37,064	—	37,064
Woluwe-St-Lambert (St-Lambr.-Wol.)	—	350,623	350,623
Woluwe-St-Pierre (St-Pieters-Woluwe)	—	180,455	180,455
Wommersom	29,444	—	29,444
Zaventem	—	98,814	98,814
Zellik	19,689	—	19,689
	2,235,971	22,927,290	25,163,261

PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Aalbeke	—	39,177	39,177
Bossuit	12,006	—	12,006
Brugge (Bruges)	—	2,017,194	2,017,194
Deerlijk	8,858	—	8,858
De Panne (La Panne)	84,997	163,822	248,819
Dottignies (Dottenijs)	—	77,966	77,966
Eernegem	—	80,715	80,715
Gistel	33,973	—	33,973
Gullegem	135,889	—	135,889
Gijzelbrechtegem	—	2,223	2,223
Harelbeke	—	201,813	201,813
Helkijn (Helchin)	31,867	19,040	50,907
Herseaux	33,795	59,122	92,917
Hooglede	17,641	—	17,641
Ingelmunster	—	109,786	109,786
Kachtem	—	30,644	30,644
Koksijde	—	60,880	60,880
Komen (Comines)	—	207,320	207,320
Kooigem	—	19,318	19,318
Kortrijk (Courtrai)	—	2,046,377	2,046,377
Lombartzijde	879	10,604	11,483
Luingne	—	38,354	38,354
Markegem	2,695	—	2,695
Meenen (Menin)	—	459,079	459,079
Meulebeke	—	172,848	172,848
Middelkerke	—	129,386	129,386
Moeskroen (Mouscron)	83,972	354,187	438,159
Moorslede	11,282	—	11,282

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Oekene	5,977	—	5,977
Oostduinkerke	—	134,977	134,977
Oostkamp	—	97,669	97,669
Oostrozebeke	325,809	—	325,809
Outrijve	—	13,013	13,013
Poperinge	15,621	—	15,621
Rekkem	—	58,344	58,344
Roeselare (Roulers)	885,659	1,217,384	2,103,043
Snellegem	—	22,448	22,448
Sijsele	7,373	54,906	62,279
Tielt	—	386,878	386,878
Uitkerke	—	37,454	37,454
Wenduine	—	25,302	25,302
Wervik	—	321,037	321,037
Wevelgem	58,111	—	58,111
Zerkegem	—	15,517	15,517
	1,756,404	8,684,784	10,441,188

PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Aalst (Alost)	709,337	—	709,337
Appels	—	23,221	23,221
Baasrode	—	21,706	21,706
Bazel	2,743	—	2,743
Berlare	14,341	—	14,341
Beveren-Waas	73,941	196,767	270,708
Buggenhout	—	97,421	97,421
Dendermonde (Termonde)	—	143,425	143,425

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Eekloo	2,048,139	—	2,048,139
Eename	—	9,806	9,806
Erembodegem	95,975	—	95,975
Geeraardsbergen (Grammont) . . .	497,970	—	497,970
Gent (Gand)	—	7,432,822	7,432,822
Haasdonck	35,648	—	35,648
Hamme	184,125	264,988	449,113
Heusden	—	58,366	58,366
Idegem	21,526	—	21,526
Kemzeke	24,082	—	24,082
Laarne	—	51,955	51,955
Landskouter	1,038	—	1,038
Lebbeke	184,829	—	184,829
Lede	—	81,414	81,414
Lokeren	265,443	—	265,443
Mere	—	33,874	33,874
Mespelare	3,968	4,911	8,879
Neder-Eename	1,231	13,644	14,875
Nederhasselt	—	3,766	3,766
Nieuwerkerken	13,607	34,193	47,800
Nokere	—	25,743	25,743
Orroir	—	2,451	2,451
Ottergem	—	3,168	3,168
Parike	—	9,355	9,355
Poesele	—	6,706	6,706
Ruppelmonde	—	34,917	34,917
Semmerzake	—	9,054	9,054
Sint-Blazius-Boekel	—	1,945	1,945
Sint-Gillis-Dendermonde	—	81,197	81,197

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Sint-Niklaas (Saint-Nicolas)	—	1,395,618	1,395,618
Sint-Pauwels	52,801	—	52,801
Steendorp	—	27,049	27,049
Stekene	89,536	—	89,536
Uitbergen	—	15,043	15,043
Wetteren	—	219,859	219,859
Wieze	21,423	—	21,423
Woubrechtgem	—	8,262	8,262
Zarlardingem	—	386	386
Zelzate	—	142,778	142,778
	4,341,703	10,455,810	14,797,513

PROVINCE DE HAINAUT.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Acoz	—	14,291	14,291
Acren (Les Deux) (Twee Aakren)	1,427	—	1,427
Aiseau	—	27,140	27,140
Anderlues	—	111,492	111,492
Angreau	—	20,433	20,433
Antoing	—	50,006	50,006
Arbre	6,522	6,762	13,284
Arquennes	—	52,214	52,214
Ath (Aat)	—	154,401	154,401
Autreppe	—	3,572	3,572
Baugnies	—	13,173	13,173
Bellecourt	—	13,041	13,041
Belœil	7,880	27,715	35,595
Bersillers-l'Abbaye	612	—	612
Biesmes-sur-Thuin	—	8,806	8,806

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Binche	293,324	—	293,324
Blaton	—	30,891	30,891
Bougnies	—	7,775	7,775
Boussu	—	90,465	90,465
Braine-le-Comte ('s Gravenbrakel) .	—	190,941	190,941
Bray	3,491	—	3,491
Buzet	—	30,158	30,158
Cambron-Casteau	—	12,030	12,030
Charleroi	—	1,581,126	1,581,126
Châtelet	—	289,777	289,777
Châtelineau	—	273,499	273,499
Chaussée-Notre-Dame-Louvignies . .	1,033	—	1,033
Couillet	—	147,042	147,042
Courcelles	—	147,759	147,759
Cour-sur-Heure	15,309	4,799	20,108
Cuesmes	—	77,700	77,700
Dampremy	—	107,080	107,080
Dour	—	73,738	73,738
Ecaussinnes-d'Enghien	252,522	92,368	344,890
Ecaussinnes-Lalaing	52,434	—	52,434
Elouges	—	25,901	25,901
Enghien (Edingen)	—	71,090	71,090
Erbaut	—	10,776	10,776
Erbisœul	—	9,009	9,009
Erquelinnes	—	51,446	51,446
Esquelmes	—	7,367	7,367
Estinnes-au-Val	1,843	—	1,843
Familleureux	—	38,880	38,880
Flénu	—	25,274	25,274

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Fontaine-l'Evêque	—	107,225	107,225
Mauroeux	10,124	5,053	15,177
Forchies-la-Marche	—	31,394	31,394
Frameries	—	100,709	100,709
Fayt-lez-Manage	—	5,321	5,321
Ghlin	—	51,705	51,705
Gilly	—	310,054	310,054
Givry	17,390	—	17,390
Godarville	—	18,906	18,906
Gosselies	218,665	234,137	452,802
Goutroux	3,739	4,364	8,103
Grandreng	—	13,822	13,822
Graty	—	17,820	17,820
Guignies	—	23,855	23,855
Haine-Saint-Paul	—	16,342	16,342
Haine-Saint-Pierre	—	266,384	266,384
Hainin	3,265	—	3,265
Hantes-Wihéries	—	12,915	12,915
Harvengt	—	24,791	24,791
Haulchin	5,711	20,930	26,641
Havré	—	57,651	57,651
Henripont	1,689	—	1,689
Herchies	—	59,988	59,988
Hornu	—	71,302	71,302
Houdeng-Aimeries	—	59,696	59,696
Houdeng-Gœgnies	—	208,799	208,799
Jemappes	—	148,678	148,678
La Bouverie	46,659	—	46,659
La Hestre	—	34,011	34,011

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Lanquesaint	—	13,052	13,052
Laplaigne	—	13,316	13,316
Leernes	—	24,898	24,898
Leers-et-Fosteau	2,688	5,391	8,079
Lessines (Lessen)	14,382	88,528	102,910
Leval-Trahegnies	13,422	27,536	40,958
Ligne	—	21,368	21,368
Lobbès	—	32,088	32,088
Lodelinsart	512,450	92,268	604,718
Loverval	—	7,947	7,947
Maffles	—	14,243	14,243
Maisières	—	11,034	11,034
Marchienne-au-Pont	—	372,324	372,324
Marcinelle	—	404,850	404,850
Monceau-sur-Sambre	—	84,487	84,487
Mons (Bergen)	—	628,550	628,550
Montignies-le-Tilleul	—	51,155	51,155
Montignies-Saint-Christophe	1,552	—	1,552
Montignies-sur-Sambre	—	207,211	207,211
Montreul-au-Bois	—	30,718	30,718
Mont-sur-Marchienne	—	159,326	159,326
Nechin	—	51,393	51,393
Neufmaison	—	16,311	16,311
Noirchain	—	3,334	3,334
Obaix	1,769	—	1,769
Œudeghien	36,664	—	36,664
Ollignies	—	18,594	18,594
Onnezies	—	7,993	7,993
Ormeignies	—	29,387	29,387

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Pâturages	—	92,305	92,305
Péronnes (Antoing)	34,105	30,446	64,551
Péronnes (Binche)	—	32,471	32,471
Péruwelz	—	213,523	213,523
Petit-Rœulx-lez-Braine	15,254	—	15,254
Petit-Rœulx-lez-Nivelles	3,449	—	3,449
Piéton	19,004	—	19,004
Pironchamps	—	15,937	15,397
Pommerœul	—	13,665	13,665
Pont-à-Celles	26,699	—	26,699
Presles	—	2,087	2,087
Quaregnon	—	405,478	405,478
Quiévrain	58,551	58,161	116,712
Ransart	124,296	85,840	210,136
Rebaix	—	20,410	20,410
Ressaix	18,248	8,818	27,066
Rongy	—	3,781	3,781
Roux	—	69,435	69,435
Saint-Léger	—	16,276	16,276
Sars-la-Buissière	19,327	—	19,327
Souvret	—	27,336	27,336
Strépy-Braquegnies	—	57,690	57,690
Thiméon	—	16,979	16,979
Thuin	—	11,828	11,828
Tournai (Doornik)	—	354,514	354,514
Trazegnies	—	115,529	115,529
Trivières	—	25,079	25,079
Viesville	4,510	13,112	17,622
Wadelincourt	—	6,906	6,906

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Wasmes	52,156	61,948	114,104
Wasmuel	—	19,871	19,871
Wayaux	3,877	8,053	11,930
	1,906,042	10,010,569	11,916,611

PROVINCE DE LIÈGE.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Abolens	2,152	—	2,152
Acosse	—	23,760	—
Andrimont	—	49,489	49,489
Angleur	—	110,461	110,461
Ans	—	102,335	102,335
Antheit	—	36,833	36,833
Awirs	—	13,240	13,240
Barchon	717	6,196	6,913
Berloz	14,265	—	14,265
Beyne-Heusay	—	42,474	42,474
Bierset	—	8,038	8,038
Blehen	—	7,976	7,976
Boncelles	—	12,080	12,080
Borlez	—	18,135	18,135
Bressoux	—	170,059	170,059
Chaudfontaine	16,587	16,999	33,586
Chénée	—	78,143	78,143
Cheratte	—	21,604	21,604
Chockier	—	3,913	3,913

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Ciplet	—	22,199	22,199
Comblain-au-Pont	—	36,476	36,476
Comblain-Fairon	—	14,870	14,870
Couthuin	—	57,643	57,643
Crisnée	9,751	—	9,751
Dalhem	8,022	10,654	18,676
Darion	9,790	—	9,790
Dison	—	250,855	250,855
Embourg	6,334	14,418	20,752
Engis	—	18,803	18,803
Ensival	9,371	67,127	76,498
Feneur	6,178	2,814	8,992
Flémalle-Grande	—	19,101	19,101
Flémalle-Haute	—	48,736	48,736
Fléron	12,368	38,186	50,554
Fooz	26,570	—	26,570
Fumal	—	20,470	20,470
Glain	2,112	7,917	10,029
Goé	48,903	17,388	66,291
Grâce-Berleur	—	26,566	26,566
Grand-Hallet	—	32,620	32,620
Grand-Rechain	15,414	12,377	27,791
Gransville	18,952	7,129	26,081
Grivegnée	—	145,431	145,431
Haneffe	249,975	—	249,975
Hermalle-sur-Huy	3,186	11,187	14,373
Hermée	30,413	—	30,413
Herstal	—	409,665	409,665
Herve	—	67,143	67,143

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Hollogne-aux-Pierres	—	13,271	13,271
Horion-Hozémont	—	35,920	35,920
Housse	17,226	5,962	23,188
Houtain-Saint-Siméon	—	12,251	12,251
Huccorgne	—	16,743	16,743
Jemeppe-sur-Meuse	43,706	136,759	180,455
Jupille	19,372	113,451	132,823
Lamine	4,679	14,531	19,210
Landenne	—	29,431	29,431
Lantremange	23,355	—	23,355
Lavoir	—	12,130	12,130
Liège (Luik)	—	4,636,566	4,636,566
Linchet	3,310	1,443	4,753
Magnée	—	7,221	7,221
Marchin	—	53,555	53,555
Marneffe	—	25,261	25,261
Melen	—	28,585	28,585
Modave	—	13,836	13,836
Mons	2,273	19,939	22,212
Montegnée	—	45,593	45,593
Mexhe	17,212	—	17,212
Oleye (Liek)	2,187	—	2,187
Ormal	59,964	—	59,964
Oreye (Oerle)	38,768	—	38,768
Othée (Elch)	3,040	—	3,040
Ougrée	114,719	167,174	281,893
Poulseur	—	10,804	10,804
Queue-du-Bois	—	11,587	11,587
Ramelot	—	9,268	9,268

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Ramet	—	31,816	31,816
Richelle	9,034	—	9,034
Rocour	96,730	22,198	118,928
Roloux	10,501	16,064	26,565
Romsée	—	13,017	13,017
Saint-Georges	—	34,915	34,915
Saint-Nicolas	—	54,148	54,148
Saint-Remy	12,122	5,501	17,623
Saint-Severin	15,455	—	15,455
Seilles	—	29,816	29,816
Seraing	—	234,058	234,058
Soiron	—	7,665	7,665
Spa	—	125,351	125,351
Tilleur	5,295	28,502	33,797
Trembleur	23,308	—	23,308
Vaux-sous-Chèvremont	—	26,649	26,649
Velroux	19,295	—	19,295
Verviers	1,833,721	1,028,730	2,862,451
Vienme	40,124	—	40,124
Vieuxville	71	—	71
Vieux-Waleffes	24,617	—	24,617
Villers-aux-Tours	—	4,029	4,029
Villers-le-Bouillet	—	25,386	25,386
Vinalmont	—	23,085	23,085
Visé (Wezet)	59,506	61,448	120,954
Vivegnis	—	7,257	7,257
Voroux-lez-Liers	3,486	—	3,486
Vottem	—	26,294	26,294
Vyle-Tharoul	7,892	7,671	15,563

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Wandre	2,985	58,460	61,445
Wansin	—	17,394	17,394
Warnant-Dreye	66,147	—	66,147
Xendremael	61,418	—	61,418
	3,132,578	9,392,245	12,524,823

PROVINCE DE LIMBOURG.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Binderveld	—	7,961	7,961
Genoelselderen	5,175	—	5,175
Groote-Spouwen	—	8,673	8,673
Hasselt	—	721,923	721,923
Herstappe	—	10,748	10,748
Meldert	—	8,038	8,038
Molenbeersel	3,625	—	3,625
Nieuwerkerken	—	4,165	4,165
Sint-Huibrechts-Lille	7,582	—	7,582
Sint-Truiden (Saint-Trond).	—	483,918	483,918
Tongerren (Tongres)	—	253,388	253,388
Voort	—	6,780	6,780
Wimmertingen	759	—	759
	17,141	1,505,594	1,522,735

PROVINCE DE LUXEMBOURG.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Tailles (Les)	6,049	—	6,049
Septon	9,146	—	9,146
	15,195	—	15,195

PROVINCE DE NAMUR.

COMMUNES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Andenne	52,651	85,059	137,710
Arsimont	—	9,396	9,396
Balâtre	10,353	—	10,353
Champion	3,198	—	3,198
Daussoulx	5,084	—	5,084
Dinant	—	190,229	190,229
Dréhance	—	3,538	3,538
Flavion	6,943	—	6,943
Fosses	45,904	—	45,904
Gelbressée	—	1,645	1,645
Heure	5,396	—	5,396
Longchamps	18,182	5,513	23,695
Isnes (Les)	7,764	—	7,764
Marchevelette	1,150	—	1,150
Meux	5,574	—	5,574
Mont	—	3,077	3,077
Namur (Namen)	—	948,747	948,747
Onnezée	1,144	—	1,144
Pontillas	—	10,353	10,353
Saint-Denis	4,542	15,541	20,083
Saint-Martin	—	26,090	26,090
Sorinne-la-Longue	—	7,997	7,997
Suarlée	—	6,549	6,549
Thy-le-Baudhuin	1,551	—	1,551
Villers-lez-Heest	11,776	—	11,776
	181,212	1,313,734	1,494,946

RÉCAPITULATION.

PROVINCES	1 ^{re} répartition	2 ^e répartition	Total
Anvers	912,602	18,267,307	19,179,909
Brabant	2,235,971	22,927,290	25,163,261
Flandre Occidentale	1,756,404	8,684,784	10,441,188
Flandre Orientale	4,341,703	10,455,810	14,797,513
Hainaut	1,906,042	10,010,569	11,916,611
Liège	3,132,578	9,392,245	12,524,823
Limbourg	17,141	1,505,594	1,522,735
Luxembourg	15,195	—	15,195
Namur	181,212	1,313,734	1,494,946
	14,498,848	82,557,333	97,056,181

DIX-HUITIÈME QUESTION.

(Article 48 du budget 1946.)

Prière de communiquer le nombre des fonctionnaires préposés au Service de la Commission de la Reconnaissance Nationale?

Quel est le traitement payé à ces temporaires?

Comment se fait le recrutement de ce personnel temporaire?

RÉPONSE.

Les développements de l'article 48 (cf. page 68), donnent le détail du cadre *prévu lors de l'établissement du budget*. Aucune nomination n'était faite à l'époque. Le poste « nominations et augmentations » prévoit le montant *global* des traitements de *base* des intéressés à ce moment. Ce cadre temporaire sera fort probablement réduit à la suite de la revision générale en la matière. Sont actuellement en fonction, un rédacteur et une sténo-dactylographe travaillant sous la direction du chef de service des honneurs et préséances. Leur traitement global brut suivant les nouveaux barèmes qui viennent de paraître au *Moniteur* (23 juin 1946) est respectivement de 48,000 et 43,800 francs. Ce personnel a été recruté conformément à la règle, à l'intervention du Secrétariat permanent au recrutement. L'effectif sera complété dans les limites du cadre organique, au fur et à mesure des nécessités.

DIX-NEUVIÈME QUESTION.

Prière de donner les effectifs du personnel affecté au Service des Carburants, article 49 du budget 1946?

Quelle sera l'économie résultant de la liquidation éventuelle d'une partie de ce service?

RÉPONSE.

Les effectifs actuels du personnel du Service des Carburants sont les suivants:

a) *Service administratif* :

- 1 chef de service;
 - 1 secrétaire d'administration,
 - 8 rédacteurs;
 - 3 commis;
 - 1 classeur;
 - 2 sténo-dactylographes;
 - 1 dactylographe;
 - 2 huissiers;
 - 1 garçon de bureau,
- ainsi que 2 militaires de carrière rémunérés par le Département de la Défense Nationale.

b) *Service extérieur :*

Quatorze délégués (12 provinciaux et 2 régionaux) dont 9 sous-officiers de carrière, 3 agents temporaires, au traitement afférent à l'ancien grade de premier rédacteur et 2 agents temporaires, anciens militaires de carrière, pensionnés par limite d'âge et engagés par réquisition civile.

* * *

Le 21 juin dernier, le Conseil des Ministres a décidé de rejeter le projet d'arrêté-loi mettant fin au rationnement des carburants.

Des 71 fonctionnaires et agents figurant au cadre organique, 37 seulement restent en fonctions à l'heure actuelle.

Aussi longtemps que le rationnement sera maintenu, il est impossible d'envisager encore de nouvelles réductions de personnel.

VINGTIÈME QUESTION.

Combien d'agents sont encore à ce jour rémunérés à charge de l'Etat au titre de la Protection Aérienne Passive?

RÉPONSE.

a) Agents P.A.P.	55
b) Agents pompiers	166
c) Groupes mobiles	185
	406
	==

VINGT-ET-UNIÈME QUESTION.

Combien de millions de francs la Protection aérienne passive a coûté depuis le 8 mai 1945, date de la fin des hostilités en Europe?

RÉPONSE.

Budget de 1945 (du 1^{er} mai au 31 décembre 1945).

Dépenses ordinaires :

Dépenses de personnel :

Administration centrale.	fr.	2,800,000
Services extérieurs		64,000,000
Dépenses de matériel		3,800,000

Dépenses résultant de la guerre 40,400,000
(dont 38,300,000 francs pour les exercices antérieurs).

Total pour 1945. . . fr. 111,000,000
=====

(dont 38,300,000 francs pour les exercices antérieurs).

*Budget de 1946 (du 1^{er} janvier au 15 juin 1946).**Dépenses ordinaires :*

Dépenses de personnel.	fr.	330,000
Dépenses de matériel		300,000

Dépenses résultant de la guerre :

Dépenses de personnel.	fr.	1,200,000
Dépenses de personnel Administration centrale.	fr.	1,200,000
Dépenses de personnel Services extérieurs		11,600,000
Autres dépenses.		3,100,000
(dont 1,700,000 francs pour les exercices antérieurs).		

Total pour 1946. . . fr.	<u>16,530,000</u>
	=====

VINGT-DEUXIÈME QUESTION.

En vertu de quelles dispositions et de quelles circonstances, des unités actives de Protection aérienne passive sont maintenues en service?

RÉPONSE.

L'on ne peut prétendre qu'il existe encore actuellement des unités actives de P.A.P.

Les 55 agents répartis dans les neuf commissariats provinciaux subsistant à Bruxelles, Anvers, Bruges, Charleroi, Gand, Hasselt, Liège, Namur, et Virton sont chargés de la garde et de l'entretien du matériel entreposé dans les dépôts et dont la valeur atteint plus de 100 millions de francs.

Il leur appartient, en outre, d'entretenir le réseau d'alerte qui a exigé l'investissement de très nombreux millions et qui, dans aucun des pays limitrophes n'a pu être abandonné jusqu'à présent.

La moyenne de 6 hommes par centre provincial est à peine suffisante pour faire face à la liquidation comptable des arriérés de guerre.

Les 166 agents pompiers sont répartis dans les communes de Tirlemont, Nivelles, Braine-l'Alleud, Turnhout, Geel, Anvers, Huy, Marche-en-Famenne, Virton, Bertrix, Neufchâteau, Dinant, Namur, Jumet, Jemappes, Charleroi, Châtelet, Alost, Termonde, Wetteren, Heyst-sur-Mer, Wenduyne, Wevelgem, Menin, Isegem, Knocke et Blankenberghe.

Ces communes sont absolument incapables, vu leur situation financière, de supporter les charges qu'entraînerait le fonctionnement d'un service d'incendie communal.

C'est à la suite d'une longue enquête faite sur place par l'Inspecteur général des Services d'incendie, qui, par des rapports motivés à M. le Ministre, demanda le maintien en activité des Groupes Mobiles et des pompiers P.A.P., que ces hommes ont été maintenus en fonctions.

Le Groupe Mobile composé encore de 185 unités, soit environ 90 hommes en permanence, est destiné à intervenir rapidement dans toutes les localités du pays où sa présence se justifierait.

Ce corps est doté d'un matériel puissant qui permet de pallier éventuellement l'insuffisance de moyens dont disposent les corps communaux.

Le Groupe Mobile a été également maintenu à la demande des Alliés, pour la défense des nombreuses bases existant encore en Belgique, et qui constituent encore à l'heure actuelle un danger permanent pour la population.

Le maintien de tous ces services est basé sur les dispositions de l'arrêté du Régent du 4 janvier 1945 (*Moniteur* du 19 janvier) toujours en vigueur, en attendant de nouvelles suggestions du Conseil Supérieur de la Sécurité Civile, récemment créé au sein du Ministère de l'Intérieur.

VINGT-TROISIÈME QUESTION.

En vertu de quelles dispositions légales ces unités sont autorisées, aux frais de l'Etat, à intervenir spontanément et gratuitement, pour des sinistres normaux en une matière que la loi et les arrêtés ont formellement attribuée aux communes ou à leurs associations?

RÉPONSE.

La situation actuelle des services d'incendie en Belgique ne peut qu'amener de très grosses difficultés en cas de sinistres de quelque importance.

L'arrêté royal du 15 mars 1935 oblige les communes de s'assurer des moyens suffisants de protection contre l'incendie en organisant elles-mêmes un corps de sapeurs-pompiers avec le matériel approprié, ou en concluant une convention avec une ou plusieurs autres communes.

Aucune sanction n'est prévue contre les communes qui ne se soumettraient pas à ces dispositions.

La situation financière déplorable de la plupart des administrations communales a obligé très souvent le bourgmestre à négliger l'organisation d'un corps de pompiers suffisamment étoffé pour faire face à des incendies de quelque importance. Aussi, à la demande de différents bourgmestres, il est apparu nécessaire de maintenir dans certaines communes les équipes d'incendie formées au sein de la protection aérienne passive.

De nombreuses interventions ont prouvé le bien-fondé du maintien du Corps Mobile.

En attendant la réorganisation rationnelle des services de sauvetage du pays, l'arrêté du Régent du 4 janvier 1945, autorise le Commissaire général à la Protection aérienne passive de prendre toutes les mesures qui s'imposent en la matière.

C'est le seul arrêté qui permet actuellement au Gouvernement de prendre les mesures adéquates pour vaincre, le cas échéant, l'incurie de certaines autorités locales.

VINGT-QUATRIÈME QUESTION.

Les missions de protection aérienne passive ne pourraient-elles pas être normalement confiées aux corps de sapeurs-pompiers, moyennant une sage et économique réorganisation générale des services d'incendie et de sauvetage du pays?

RÉPONSE.

Il est évident que l'existence du Service d'incendie et de sauvetage, tel qu'il est conçu actuellement, ne peut poursuivre ses activités sur la base de l'organisation présente.

Ce problème, très complexe, exige toute l'attention du Gouvernement.

Un Conseil Supérieur de la Sécurité Civile vient d'être créé à cet effet par arrêté du Régent du 20 janvier 1946.

Il appartiendra désormais à ses membres d'étudier et de faire toutes les propositions en vue de la liquidation ultérieure du Service de la P.A.P., à la lumière des conclusions qu'aura amenées l'examen approfondi du problème de la protection civile, non seulement contre les moyens modernes d'attaque et de destruction, mais aussi contre tout sinistre de quelque nature qu'il soit, pouvant se produire en temps de paix.

Le Corps des pompiers est représenté au sein de ce Conseil par cinq des éléments considérés comme les plus compétents en la matière.

Dès les premières réunions du Conseil Supérieur de la Sécurité Civile, des mesures seront envisagées en vue d'une réorganisation générale des services d'incendie qui constitueront le noyau futur d'un organisme plus vaste de sécurité civile.

VINGT-CINQUIÈME QUESTION.

Quel est le montant du subside accordé au « Hooger Instituut voor Bestuurswetenschappen », reconnu par l'Etat par arrêté royal du 3 février 1940?

RÉPONSE.

L'institution précitée a introduit tout récemment seulement une demande de subside. La politique du Département en la matière étant de ne proposer d'intervention à titre gratuit à charge des fonds du Trésor, qu'en cas d'insuffisance démontrée des moyens financiers propres de l'organisme requérant, il n'a pas encore été statué à cet égard. En attendant, vu l'intérêt incontestable de la nouvelle publication du « Hooger Instituut », il a été souscrit à plusieurs abonnements.

VINGT-SIXIÈME QUESTION.

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le subside de 1,500 francs alloué à la Fédération des Corps de sapeurs pompiers de Belgique pourrait être doublé? (Art. 23-1 du budget 1946).

RÉPONSE.

Le subside en question apparaît pour la première fois comme poste distinct dans le budget du Département pour 1934.

Précédemment et jusqu'avant la guerre de 1914-1918, il était compris — et il n'est pas possible pour l'instant de déterminer pour combien — dans un poste global « Corps de sapeurs-pompiers », comportant les crédits pour l'inspection, les acquisitions de matériel, etc.

A partir de 1934, le subside a été inscrit pour les montants suivants et sans qu'une augmentation ait jamais été sollicitée :

1934 : 2,000 francs;
 1935 : 2,000 francs;
 1936 : 1,700 francs;
 1937 : 2,000 francs;
 1938 : 2,000 francs;
 1939 : 1,500 francs.
 1945 :

Ce subside peut être doublé.

VINGT-SEPTIÈME QUESTION.

Les communes qui font bénéficier leur personnel des avantages des bons de rééquipement ménager, doivent-elles s'affilier au « Fonds National de Rééquipement » et payer durant quinze ans une annuité représentant 1.5 % des avantages octroyés?

RÉPONSE.

Les communes qui sont assujetties à l'Office National de Sécurité Sociale, pour ce qui concerne leur personnel temporaire, doivent faire bénéficier celui-ci des avantages des bons de rééquipement ménager et verser au « Fonds National d'aide au Rééquipement ménager » des annuités représentant 1.5 % des avantages octroyés.

En ce qui concerne les agents définitifs des communes, des mesures, qui seront applicables à l'ensemble des administrations publiques sortiront leurs effets à bref délai.

VINGT-HUITIÈME QUESTION.

Quel est l'import des crédits supplémentaires pour 1945?

RÉPONSE.

Pour les dépenses de l'exercice 1945 : voir la réponse à la question I, a (crédits supplémentaires et transferts).

Pour les dépenses des exercices 1944 et antérieurs :

A. — Intérieur :

Art. 15-2. — Frais de route, etc. des gouvernements provinciaux et commissaires d'arrondissement. fr. 55,000

Art. 44. — Intervention de l'Etat dans les dépenses de ravitaillement, etc. 123,050,000

Art. 45. — Aide aux provinces et aux communes dont la situation financière est spécialement affectée par la limitation des centimes additionnels 104,577,000

Art. 50bis (nouveau). — Indemnité allouée aux bourgmestres par application de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1945 . . . 55,000,000

Total. . fr. 282,682,000

B. — *Commissariat général à la P.A.P.* :

Art. 54-2. — Soins aux agents blessés, etc.	fr.	100,000
Art. 57. — Eclairage, chauffage, etc.		15,000
Art. 58. — Achat, location, réparation de matériel, etc. . . .		10,000
Art. 63. — Dépenses consécutives aux manœuvres, etc. . . .		325,000
Art. 65-4. — Construction, aménagement d'abris, etc. . . .		375,000
Art. 65-7. — Mesures de protection pour les administrations, etc.		100,000
Art. 65-8. — Dotation de matériel de protection aérienne . .		100,000
Total. . fr.		1,025,000
		=====

Note. — Les notes justificatives de ce projet disent notamment ce qui suit :

Article 44. — Le crédit demandé est destiné à remplacer à concurrence de 100 millions environ la partie du crédit de 1944 qui n'a pu être utilisée avant la clôture de l'exercice et, à concurrence de 23 millions environ, à combler l'insuffisance du crédit initial (200 millions).

Article 45. — Destiné presque pour sa totalité à remplacer le crédit de 1944, qui n'a pu être utilisé avant la clôture de l'exercice (voir aussi réponse à la question X).

Article 50bis. — L'article 12 de l'arrêté du Régent du 1^{er} septembre 1945 (*Moniteur belge*, 15 septembre 1945), prévoit que les sommes qui ont été avancées par les communes, conformément aux arrêtés nuls des 27 août 1941 et 29 mai 1942, allouant une indemnité aux bourgmestres, leur seront remboursées par l'Etat. D'autre part, les intéressés qui ont refusé sous l'occupation de toucher la dite indemnité, peuvent, à leur demande, en obtenir paiement actuellement. A noter que depuis l'introduction de ce crédit certains remboursements arriérés qui, normalement, auraient incombé aux exercices 1941 à 1943 ont, d'accord avec le Département des Finances, pu être liquidés encore à charge des budgets de ces exercices. Il en résulte que le crédit pourra vraisemblablement être réduit de moitié.

* * *

D'autres questions avaient été posées, relatives notamment au fonctionnement de l'organisme de l'urbanisme, à la réorganisation des commissions d'assistance publiques, au recensement général de la population. Il n'a pu y être répondu parce que la première était de la compétence du Département des Travaux Publics, la seconde de celle de la Santé Publique et la troisième de celle du Ministère des Affaires Economiques.

(N^o 68.)

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1946.

VERGADERING VAN 4 JULI 1946.

Verslag uit naam van de Commissie van Binnenlandse Zaken belast met het onderzoek van de Wetsontwerpen houdende de Begrotingen van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor de dienstjaren 1945 en 1946.

(Zie de n^{rs} 5-VII (zitting 1945-1946) en 5-VII (buitengewone zitting 1946.)

Aanwezig : de hh. HARMEGNIES, voorzitter ; BERNARD (L.), COSSÉE DE MAULDE, CROMMEN, DE MAN, DERBAIX, LAGAE, MACHTENS, MAQUET, TACK, VERBRUGGE en YERNAUX, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

INLEIDING.

In de eerste plaats willen wij hulde brengen aan de ambtenaren die de begroting opgemaakt hebben.

Deze laatste is klaar voorgesteld en elke wijziging, groot of klein, aangebracht in het bedrag der aangevraagde kredieten tegenover diegene verleend voor het voorgaande dienstjaar, wordt verantwoord in de reeks toelichtende nota's welke met orde en methode worden weergegeven aan het einde van de publicatie.

Het is ons tevens een genoegen onzen dank te zeggen aan de Diensten van het Departement voor de welwillendheid waarmee zij geantwoord hebben op de vragen door de achtbare leden der Commissie gesteld.

Daar wij zoo pas de begroting 1946 ontvangen hebben, hebben wij geoordeeld aan den wensch van de Commissie te beantwoorden door een enkel verslag voor de dienstjaren 1945 en 1946 in te dienen. Aldus zal het mogelijk zijn tijd te winnen en papier en arbeidskrachten te besparen.

De begrooting voor 1945.

De begrooting voor 1945 vertoont een vermindering van 43.396.339 frank voor de gewone en uitzonderingsuitgaven van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Die vermindering is te danken aan een massieve verlaging der kredieten van hoofdstuk IV (Sociale voorzorg, rechtsbijstand, enz.), artikel 23 (4), verlaging voortvloeiende uit de nietigverklaring van het besluit dd. 30 November 1940, waarbij de « Vrijwillige Arbeidsdiensten » werden ingesteld.

De uitgaven voortvloeiende uit den oorlog zijn t.o.v. de begrooting 1944 met 1.045.845,250 frank vermeerderd. Deze verhooging is bijna in haar geheel (928.000.000 frank) toe te schrijven aan de betaling der militaire uitkeeringen aan het Britsche leger en der vergoedingen aan de rechthebbenden van de soldijtrekkende militairen der opgeroepen klassen. De weddeverhoogingen vereischten een krediet van 125.000.000 frank.

Op de begrooting van het Commissariaat voor de P.L.B. bemerken wij een vermeerdering met 12.633,850 frank voor de gewone uitgaven, en een vermindering met 210.595,000 frank voor de uitgaven voortvloeiende uit den oorlog. De vermeerdering is te wijten aan de normale verhooging der wedden en de vermindering vindt haar oorsprong in het feit dat kredieten tot het strikt noodzakelijke werden teruggebracht.

Uit bovenstaande bemerkingen blijkt dat de begrooting 1945 normaal schijnt, voor zoover die benaming mag gebruikt worden in de tijden die wij thans beleven.

Wij hebben de uitkomsten van de begrooting voor 1945 onderzocht in vergelijking met die voor 1944. Om een inzicht te hebben in den waren toestand van de begrooting, zou het wenschelijk zijn dat men de huidige uitgaven kon vergelijken met die van de vooroorlogse begrootingen, en inzonderheid met die van 1938 dat het laatste ongeveer normaal dienstjaar was.

Dit is evenwel niet gemakkelijk, want de huidige begrooting heeft niet meer dezelfde structuur als de begrootingen van den vreedetijd en men mag zeggen dat een ruwe vergelijking van die begrootingen met de begrooting 1945 geen werkelijke betekenis meer zou hebben.

De eenige vergelijkingen die kunnen gemaakt worden zijn diegene die betrekking hebben op de in minder of meerdere mate vergelijkbare uitgaven van beide begrootingen. Aldus zal men bemerken dat het bedrag van deze uitgaven 62.999.482 frank bedroeg in 1938 en 170.512.460 frank in 1945, wat een stijging beteekent van 170 % of de index 270, hetgeen normaal is en onze hierboven reeds uitgedrukte opinie komt staven.

De begrooting voor 1946.

Beschouwen wij thans de begrooting 1946.

Een reeks fouten zijn geslopen in de kolom cijfers van de begrooting 1945, bladzijde 74, hetgeen tot onjuiste gevolgtrekkingen zou leiden bij vergelijking van de uitgaven voor het dienstjaar 1945 en voor 1946.

De tabel diende er uit te zien als volgt :

VERZAMELING.

A. — BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

Eerste Afdeling. — Gewone uitgaven.

	1946	1945
I. — Personeelsuitgaven fr.	86,186,450	73,237,750
II. — Materieele uitgaven	31,917,500	19,249,936
III. — Subsidiën en tegemoetkomingen . .	6,115,500	6,115,500
IV. — Uitgaven voor sociale voorzorg, rechts- bijstand, armenzorg en volksgezondheid .	64,305,100	51,583,409
V. — Steunverleeningen	160,460	170,460
VI. — Werken en aankopen; subsidiën voor werken	2,000,000	1,500,000
VII. — Allerhande uitgaven	335,000	625,000
TOTAAL DER GEWONE UITGAVEN fr.	191,020,010	152,482,046

Hieruit blijkt dus een vermeerdering der uitgave met 38,537,964 frank.

Deze verhooging wordt in hoofdzaak als volgt verantwoord :

1^o door de toepassing van de wettelijke bepalingen betreffende de aan het personeel verschuldigde wedden, vergoedingen of tegemoetkomingen (16 miljoen 691,100 frank);

2^o door de uitgaven noodzakelijk gemaakt door de verkiezingen (9 miljoen 340,000 frank) en door de verhooging der posttarieven (1,338,264 frank);

3^o door de toepassing van de nieuwe barema's « Geneeskundige verzorging » en « Pharmaceutische producten » in den post 24-2, « Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden » (12,012,400 frank).

Hieruit moet men besluiten dat de verhooging der uitgaven gansch normaal en volledig verantwoord is.

* * *

In het hoofdstuk « Uitzonderingsuitgaven » is er eveneens een fout geslopen.

Het in 1945 verleend krediet bedroeg niet 5,635,000 frank, doch wel 10 miljoen 285,000 frank.

Hoewel er een som van 2,100,000 frank voorzien wordt voor de wederuitrusting en de herstelling van de gebouwen der provinciale gouvernementen — werken die dringend noodig zijn, o. m. te Bergen — is er toch een kredietvermindering van 2,645,000 frank tegenover 1945.

* * *

De uitgaven voortvloeiende uit den oorlog worden teruggebracht tot 758 miljoen 263,350 frank.

Wanneer men de gedetailleerde opgave van de op hoofdstuk II uitgetrokken kredieten beschouwt, komt men tot de overtuiging dat het zeer moeilijk zou zijn de uitgaven nog verder in te krimpen. Het schijnt evenwel dat zekere in likwidatie zijnde diensten nog te veel personeel tellen en hun opdracht voortzetten met een traagheid die haar verklaring vindt in het belang dat de ambtenaar hierbij heeft, maar die de rede niet begrijpt. Er zouden termijnen moeten bepaald worden voor de likwidaties. Het is onduldbaar dat er in 1946 nog een krediet van 1 miljoen frank moet voorzien worden voor de wedden van het personeel belast met de likwidatie van den Vrijwilligen Arbeidsdienst. In een dergelijke materie heeft de Staat niet alleen tot plicht het algemeen belang van het land te verdedigen, doch hij is tegenover zichzelf eveneens verplicht het voorbeeld van spaarzaamheid en goed beheer te geven. Door aldus te handelen, zal hij vertrouwen inboezemen aan de bevolking, welk vertrouwen noodig is voor de versteviging van ons democratisch regime en voor de vorming van den geest van burgerdeugd.

De begroting van het Commissariaat-generaal voor de passieve luchtbescherming boekt een massale vermindering met 175,633,155 frank voor de gewone uitgaven.

Daarentegen, voor de « uitgaven voortvloeiende uit den oorlog », stijgt het krediet van 75 miljoen tot 81 miljoen. Op het eerste gezicht lijkt deze uitslag vrij paradoxaal, maar de verhoogingen zijn enkel schijnbaar door het feit dat de kredieten voor de vorige dienstjaren voorkwamen onder andere hoofdstukken. Het blijft niettemin waar dat de uitgaven voor personeel nog te hoog zijn en enkel zullen kunnen gewettigd worden in zoover het Departement wil instemmen met de inzichten die wij verder toelichten in verband met de inrichting van een dienst « hulp bij brand en openbare rampen ».

Het personeel.

VOOR HET DEPARTEMENT VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

	In 1938			In 1945		
	Definitief	Tijdel. en loontrekkend	Totaal	Definitief	Tijdel. en loontrekkend	Totaal
I. — Hoofdbestuur	143	22	165	129	105	234
II. — Provinciale gouvernementen en arrondissementscommissariaten	736	100	836	689	234	923
III. — Personeel met beschikbaarheid. — Hoofdbestuur			2			6
Provinciale groepeerings- en arrondissementscommissariaten			14			14
IV. — Gewestelijke ontvangers			110			197

TOELICHTING.

Voor punt I. — Het loontrekkend personeel hangt totaal af van het Economaat van het Departement. Om deze reden komt het voor onder punt I, ofschoon een gedeelte van het personeel behoort tot de tijdelijke diensten.

De toelichting van artikel 3-2 (zie blz. 36) vermeldt onder onderverdeeling B een globaal krediet voorbehouden voor de « tijdelijke organismen » afhangende van het Departement. Het geldt de volgende diensten :

a) *Dienst der brandstoffen* : krediet berekend op de basis van een getalsterkte van 20 tijdelijke agenten;

b) *Dienst der militievergoedingen* : idem, op de basis van 36 tijdelijke agenten;

c) *Dienst voor identificatie en teraardebestelling* : idem, op de basis van 26 tijdelijke agenten.

Er dient bovendien rekening gehouden met het feit dat de organieke kaders van het Departement van Binnenlandsche Zaken niet meer in verhouding waren tot de opdracht die het te vervullen heeft en die door de oorlogsgebeurtenissen op alle gebieden nog fel is toegenomen. De diensten van den Eerste-Minister, zich rekenschap gevende van de werkelijkheid, hebben, na gunstig advies van de Inspectie van Financiën, zich akkoord verklaard met achtereenvolgende uitbreidingen, in afwachting van de algemeene herziening der kaders van de besturen die gepaard gaat met de herziening van de barema's. Deze hervorming staat op het punt te worden voltrokken.

Voor punt II. — De beschouwingen hierboven gelden eveneens voor de provinciale gouvernementen en de arrondissementscommissariaten.

Punt IV. — De verhooging van het aantal gewestelijke ontvangers heeft geen invloed op de begroting. De Staat schiet enkel de uitgaven voor welke hij later opnieuw invordert ten laste der bediende gemeenten in verhouding tot de ontvangsten door ieder van haar geïnd en tot het aantal inwoners.

B. — VOOR HET COMMISSARIAAT-GENERAAL DER PASSIEVE LUCHTBESCHERMING.

In 1938. — Het Commissariaat-Generaal bestond alles tezamen uit 13 definitieve agenten (met inbegrip van den Commissaris-Generaal).

In 1945. — Op 1 Januari telde het Commissariaat-Generaal in totaal 134 agenten, waarvan 10 definitieve.

Op 1 Juli werd het personeel teruggebracht op 85 agenten, waarvan 9 definitieve en

Op 1 Januari 1946 op 57 agenten, waarvan 8 definitieve.

Ten slotte, op 1 Juli 1946 zal het personeel van het Commissariaat-Generaal verminderd worden tot 20 tijdelijke agenten en tot 8 vaste agenten, zegge in totaal 28.

Het gemeentelijke personeel.

Uw Commissie heeft zich bekommerd om den toestand van het gemeentepersoneel. De plaatselijke besturen zijn niet ingelicht omtrent de voorwaarden waarin de benoemingen kunnen geschieden. Een vraag werd desaaangaande gesteld, waarop men het antwoord zal vinden op bladzijde 31 van dit verslag (8^e vraag).

Dezelfde onzekerheid bestaat op gebied van de wedden. Een commissie werd belast met het onderzoek van dit vraagstuk. De Commissie van Binnenlandsche Zaken heeft zich op haar beurt met het vraagstuk bezig gehouden en heeft inlichtingen gevraagd over de samenstelling van bewuste commissie, over haar werkzaamheden en over haar besluiten.

Het is nog te vroeg om deze laatste te kennen, ofschoon wij meenen de tolk van de eenparige commissie van Binnenlandsche Zaken te zijn wanneer wij wenschen dat ten spoedigste een beslissing worde getroffen. Het is onontbeerlijk deze beslissing te kennen vóór het opmaken der begrotingen van 1947. De onzekerheid waarin de gemeenten al te vaak verkeerden in verband met een groot aantal vraagstukken heeft tot gevolg dat het opmaken van de begrotingen voortdurend wordt vertraagd. Hieruit volgt dat het voorleggen van de begroting aan den gemeenteraad niet kan geschieden binnen de wettelijke termijnen, vandaar vertragingen die nadeelig zijn voor den goeden gang van het gemeentebestuur en die de vraagstukken van de Thesaurie nog ingewikkelder kunnen maken.

Zoo wij niet bekend zijn met de besluiten waartoe de Commissie voor de wedden is gekomen, heeft het Departement ons evenwel de volgende inlichtingen verstrekt, die men met groote belangstelling zal lezen :

« In afwachting van de herziening en van de toepassing van het nieuwe regime der bezoldigingen van het personeel der openbare diensten, heeft de Regeering de provinciën, de gemeenten, de vereenigingen van gemeenten en andere ondergeschikte besturen gemachtigd aan hun personeel dezelfde aanvullende voordeelen te verleenen als die welke worden voorzien voor het Staatspersoneel : compensatievergoeding, verhooging der verblijfsvergoeding, wachtvergoeding, toelage bij wijze van voorschot. En vermits de algemeene maatregelen, die de Regeering staat te nemen inzake herziening der barema's van het Staatspersoneel noodzakelijk hun weerslag zullen hebben op de bezoldigingen van het personeel der overige openbare diensten, werd er bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken een bestuurscommissie aangesteld die bijzonder belast is met het onderzoek van het vraagstuk der herziening van de barema's van het personeel der provinciën, der gemeenten en der ondergeschikte besturen.

Deze Commissie bestaat, buiten de ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, uit twee ambtenaren van den Dienst voor Algemeen Bestuur van het Kabinet van den Eerste-Minister, uit twee ambtenaren van de Algemeene Directie van den Openbaren Onderstand (Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin), uit drie ambtenaren der provinciale gouvernementen, uit vijf gemeentebestuurders, uit twee provinciale bestuurders.

Naast deze Administratieve Commissie werd er besloten tot oprichting van een Raadgevende Commissie voor het personeel der provinciën, der gemeenten en der ondergeschikte besturen, waarin zitting zullen hebben, o.m., de vertegenwoordigers van de betrokken syndicale federaties en instellingen en die tot

taak zal hebben advies uit te brengen over de verschillende vraagstukken in verband met de bezoldiging van het personeel en desaangaande alle voorstellen te doen.

De provinciën en de gemeenten zijn gemachtigd aan haar personeel de voordeelen toe te kennen van de wederuitrustingsbons en van de aanvullende broodzegels in dezelfde voorwaarden als diegene die de Staat heeft voorzien ten bate van zijn personeel ».

Nochtans verder in het gedeelte voorbehouden aan de vragen, zal men zien dat er nog onderscheid dient gemaakt tusschen « tijdelijke ambtenaren » en « vaste ambtenaren ». Voor deze laatsten zijn de maatregelen nog niet vastgesteld. Uw Commissie heeft eensgezind gewenscht dat eerlang een beslissing worde getroffen.

De gemeentefinanciën.

HET FONDS VOOR HULPVERLEENING AAN DE PROVINCIEËN EN AAN DE GEMEENTEN.

Artikel 45 van de begrooting, getiteld « hulp aan de provincies en gemeenten welke wegens de beperking van de opcentiemen financieel bijzonder zwaar getroffen werden », voorziet een krediet van 100 miljoen frank.

Ziehier de inlichtingen die wij hebben verkregen van het Departement in verband met de aanwending van dit krediet.

« Dit krediet werd door het Departement voor de eerste maal in 1942 aangevraagd en verkregen, ten einde te voorzien in de schade die voor de provinciën en de gemeenten, die in een moeilijken financieelen toestand verkeerden, kon voortvloeien uit de toepassing van het besluit van 22 September 1941, waarbij onder meer het aantal provinciale en gemeentelijke opcentimes op de belasting op roerende zaken en op de bedrijfsbelasting tot 15 en tot 85 werd beperkt.

« Dit krediet moet worden omgeslagen in verhouding tot de opbrengst der opcentiemen op bovenbedoelde grondslagen en kon derhalve nog enkel worden vereffend voor 1942 en 1943. De toekenning voor 1943 is geschied op de volgende grondslagen :

A. — PROVINCIEËN.

» In 1943 was de provincie Henegouwen de eenige die werkelijk in een moeilijken financieelen toestand verkeerde, vooral wegens de beperking der opcentiemen. Hare gewone begrooting sloot met een licht tekort, ondanks het vooruitzicht van 50 opcentiemen op de grondbelasting (15 tot 40 volstonden in de overige provinciën om de gewone begrooting in evenwicht te brengen) en de inschrijving als ontvangst van een aandeel van 5 miljoen frank in dit krediet dat het voorwerp van deze nota uitmaakt.

» Ten einde dezen toestand te verhelpen, werd er aan de provincie een bedrag van 7,500,000 frank toegekend, zegge de 5 miljoen frank ingeschreven op de begrooting verhoogd met een som van 2,500,000 frank, die benaderend overeenstemde met de opbrengst van 5 opcentiemen op de grondbelasting.

» Op te merken valt dat 35 opcentiemen op de mobiliënbelasting en op de bedrijfsbelasting (verschil tusschen 50 en het beperkingscijfer 15), volgens de begrootingsramingen, zoowat 15,500,000 frank zouden hebben opgebracht.

B. — GEMEENTEN.

» In het algemeen konden enkel het voordeel van dit krediet genieten de gemeenten die minstens 260 opcentiemen op de grondbelasting hadden gevestigd.

» Een eerste verdeling voor een globaal bedrag van 14,498,848 frank kende aan deze gemeenten het absoluut verschil toe tusschen de opbrengst der opcentiemen op de mobiliënbelasting en op de bedrijfsbelasting van 1941 (laatste niet beperkte bedragen) en deze van 1945 (bedrag beperkt op 85), wanneer dit verschil uitviel in het nadeel van de gemeente.

» Het saldo van dit krediet is het voorwerp geweest van een tweede verdeling.

» Werden vooreerst daarvan uitgesloten, al de gemeenten wier tekort op de gewone begroting niet 50 frank per inwoner bereikte en die uit dien hoofde konden beschouwd worden als kunnende zich zelf behelpen mits de tussenkomst van den Staat in sommige abnormale oorlogslasten.

» De verdeling werd in principe gedaan in evenredigheid tot de opbrengst van 20 opcentiemen geheven door den Staat in iedere gemeente voor de stijving van het fonds van 100 miljoen en in feite in evenredigheid tot de hoofdsom der aan deze opcentiemen onderhevige belastingen, hetgeen op hetzelfde neerkomt vermits het bedrag der opcentiemen eenvormig is voor al de gemeenten.

» De formule was derwijze aangepast dat de opbrengst der opcentiemen gevestigd door de gemeenten in 1943 op de mobiliënbelasting en op de bedrijfsbelasting, verhoogd met het totale aandeel in het krediet van 100 miljoen, niet 250 % overschrijdt van de opbrengst der opcentiemen op dezelfde grondslagen als in 1941.

» 506 gemeenten genoten in 1943 het voordeel van bedoeld krediet van 100 miljoen. »

Verder vindt men de omstandige opgave van de verdeling.

Iets treft op het eerste gezicht, nl. dat het laatste aangewend krediet dagteekent van het dienstjaar 1943. Het ware belangwekkend het jaar van de vereffening te kennen. Eens te meer komt de hulp zeer laat.

Het krediet is stellig ontoereikend. En deze ontoereikendheid zal vooral klaarblijkend zijn voor 1945 en 1946, daar de uitgaven reusachtige verhoudingen hebben aangenomen in den loop dezer twee laatste dienstjaren. Het aantal gemeenten die het voordeel van dezen maatregel genieten, zal gestegen zijn, zoodat de op de begroting uitgetrokken som geen merkbare hulp meer zal beteekenen voor de betrokken gemeenten.

Deze vaststelling brengt ons er toe een paar woorden te zeggen over de gemeentefinanciën.

Het vraagstuk is zeer kiesch, gezien het bestaan van een commissie die ten doel heeft een vlugge oplossing te vinden voor dit belangrijk vraagstuk.

Volgens de verklaringen van onzen geachten voorzitter, den h. Harmegnies, zou er hoop bestaan dat eerlang een beslissing zal vallen in verband met de uitgaven voor den burgerlijken steun, de hervorming en de verdeling van het « Fonds der gemeenten » en, ten slotte, het overnemen der schulden voortvloeiende uit den oorlog.

Wij verheugen ons over deze vooruitzichten en het is omdat wij vertrouwen stellen in de ministerieele verklaringen onder meer in de verklaring van den geachten Minister der Begrooting, dat wij althans voor het oogenblik graag terzijde laten, het onderzoek der grieven van de gemeenten op financieel gebied.

De gemeentelijke zelfstandigheid.

Wij meenen dat het aan uw verslaggever zal toegelaten zijn enkele opmerkingen te maken over dit belangrijk vraagstuk.

De gemeenten zijn steeds fier geweest over hare zelfstandigheid, niet om te handelen naar goeddunken, maar omdat de zelfstandigheid een der grondslagen van onze politieke inrichting uitmaakt, zonder dewelke op plaatselijk gebied geen vooruitgang mogelijk is.

Welnu, de zelfstandigheid is nog slechts een ijdel woord indien de plaatselijke financiën niet gezond zijn. Telkens de economische toestand slecht is geworden, is natuurlijk de financieele toestand van de gemeenten verergerd en het Hoofdbestuur heeft daarin een voorwendsel gevonden om de vrijheid der gemeentebesturen te beperken. Het is vooral tijdens den oorlog en sedert de bevrijding dat deze beperkingen werden vermenigvuldigd, terwijl tevens de Staat de gemeenten gelastte den gang van kostelijke diensten te verzekeren waarvan de weerslag op de begrooting noodlottig was en nog is.

Wij wenschen dat de « Bijzondere Commissie » ten spoedigste haar besluiten indiene want het is van de waarde harer oplossingen voor het verzekeren van degelijke plaatselijke financiën dat de gemeentelijke zelfstandigheid afhangt.

Opdat onze gedachten niet verkeerd zouden geïnterpreteerd worden, hechten wij er aan nader te bepalen dat wij onder den naam van zelfstandigheid geen volstrekte vrijheid opeischen voor de gemeenten om naar goeddunken te handelen. Wij meenen dat de gemeentelijke actie moet worden gecontroleerd door het Hoofdbestuur. Dit laatste heeft tot plicht de gemeentelijke fiscaliteit binnen redelijke grenzen te houden en de buitensporige uitgaven te verbieden. Maar de contrôle van den Staat moet zelf gematigd zijn. Zij moet toelaten de vrije ontwikkeling van de plaatselijke bedrijvigheid en op het oog hebben het welbegrepen belang van de bevolking. Het zal streven naar vereenvoudiging der wijze dat de bestuurlijke plagerijen verminderen. Aldus toegepast, zal de contrôle vanwege het Hoofdbestuur nooit beschouwd worden als een inbreuk op de plaatselijke zelfstandigheid.

Zoo het Hoofdbestuur een recht van voogdij moet uitoefenen op de gemeenten om de algemeene belangen van de bevolking te beschermen, heeft de Staat eveneens tot plicht de gemeenten te verdedigen tegen de maatregelen getroffen door sommige ministerieele departementen, welke maatregelen tot gevolg hebben den financieelen toestand der plaatselijke besturen nog lastiger te maken.

Het ligt niet in onze bedoeling hier de meeste dezer maatregelen te overschouwen. Wij vergenoegen ons er mede te herinneren aan de ernstige storingen op de gemeentebegrotingen teweeggebracht door de invoering van den burgerlijken steun en door de lasten opgelegd door de besluitwet van Februari jl. Het vaststellen van de onderhoudsdagen in de weeshuizen, hospitalen of godshuizen geschiedt zonder rekening te houden noch met de financieele mogelijk-

heden van de gemeenten, noch met de gemiddelde normale indexcijfers van de levensduurte. Het ware voor bijna al de arbeiders en voor talrijke kleine burgers onmogelijk hun gezin te onderhouden of in hun eigen behoeften te voorzien indien zij in hun huishouden de tarieven moesten toepassen die worden opgelegd aan de gemeenten. Dezelfde opmerking geldt voor de genees- en artseneijkundige tarieven. Alle voorwaarden van aantal in acht genomen, kan de verhooging der uitgaven van den openbaren onderstand met geen enkele der overige openbare uitgaven vergeleken worden.

Uw Commissie weet dat het Ministerie van Binnenlandsche Zaken hoege-naamd niet verantwoordelijk is voor bedoelde maatregelen, evenmin als voor de initiatieven die soms worden genomen door het Ministerie van Openbare Werken. In beginsel, zijn deze tusschenkomsten gewettigd, maar in de praktijk druischen zij soms in tegen de algemeene belangen en maken zij de taak der gemeenten nog ingewikkelder. Het volstaat een enkel voorbeeld aan te halen. De Commissie voor Wederopbouw had besloten tot het herstel van den weg Lobbes—Binche. Uitstekende beslissing, die voor de betrokken gemeenten aanleiding gaf tot onkosten van bouwkundige. Voor de kleine gemeente Lobbes moest het eereloon worden betaald op een bedrag van 4 miljoen frank. Welnu, de werken werden niet uitgevoerd. De gemeenten moeten uitgeven met louter verlies. Men zal toegeven dat dit niet logisch is. Gewis, de gemeenten bewaren de hoop dat de werken op een of anderen dag zullen worden uitgevoerd, maar zij zullen genoodzaakt zijn geworden tot groote uitgaven op een oogenblik dat zij al hare inkomsten noodig hebben om het hoofd te bieden aan de gewone loopende uitgaven.

Is het te veel gevraagd te eischen dat er een samenschakeling worde tot stand gebracht tusschen het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en de betrokken departementen? Men zou moeten nagaan of de financieele toestand der gemeenten de uitvoering toelaat van de diensten die men van haar vraagt. In ontken-nend geval, zou men de noodige fondsen te harer beschikking dienen te stellen of zou men moeten uitzien naar een andere methode van financiering. Ten slotte zijn het steeds de belastingplichtigen die betalen, maar op gemeentelijk gebied zijn het steeds dezelfde die worden belast. Men zou zulks in hooge instantie moeten indachtig zijn.

Bij het onderzoek der vraagstukken van algemeenen aard, maar van groot belang, zooals « het Fonds der Wegen », de bestuurshervorming, de herinrich-ting der gemeenten, was uw Commissie de meening toegedaan dat deze vraag-stukken niet dienden opgelost naar aanleiding der indiening van de begrooting; maar, eensgezind, heeft zij gewenscht dat er een spoedige oplossing kome voor het eerste vraagstuk en dat de studie van de twee andere onverwijld worden aangevat.

De gemeentelijke fiscaliteit.

De oplossingen die aangekondigd zijn geworden als zijnde die welke de « Bij-zondere Commissie » zal voorstellen, zullen wellicht de gemeenten uit enkele belangrijke onmiddellijke moeilijkheden redden. Doch zij vormen niet de oplossing van den treurigen toestand der gemeentefinanciën.

Men moet vermijden in het ongelijk te vallen van de wetgevers van 1931. De wet die uit hun beraadslagingen ontstaan is bevatte tal van beloften, doch zij was een fiasco, omdat het de uitslag was van een compromis en de bekrach-tiging van een politiek van halve maatregelen.

Het is wenschelijk dat men dezen keer een werkelijke gemeentelijke fiscaliteit tot stand brenge, die de plaatselijke besturen in staat stelt de belangrijke taak die hen is toegekend te vervullen.

Het ware nl. van belang dat het hoofddeel van de gemeentebelasting niet meer uitsluitend zou gevormd worden door de opcentiemen op de inkomsten van onroerende goederen. Deze belasting is anti-democratisch, want zij treft de massa der kleine eigenaars en de massa der huurders. De verdeelende rechtvaardigheid bij de belastingen is slechts een zinloos woord, wanneer maar één categorie belastingplichtigen geroepen is de fiscale inspanning haast alleen te dragen. Wij meenen dat men moet komen tot de afschaffing van de kleine verspreide taxen, dat men ze moet vervangen door opcentiemen op andere Staatsbelastingen en een heffing moet invoeren op de waardevermeerdering der onroerende goederen, onder meer deze voortvloeiende uit de urbanisatiepolitiek.

Wij meenen ook dat het verkieslijk ware de plaatselijke fiscaliteit onafhankelijk te maken van die van den Staat. Wij willen trachten deze gedachte toe te lichten. De gouvernementeele grondbelasting op de gebouwen vóór 1931, was bepaald op 11 t. h. van het kadastraal inkomen. Zij werd teruggebracht op het bedrag van 7 t. h. bij de toepassing van de nieuwe plaatselijke fiscale wet. Door de herleiding van 11 op 7 t. h. van het bedrag dezer belasting, werd gansch het gemeentelijk financieel gebouw zwaar geschokt en van af de toepassing verloor de nieuwe fiscale wet haar draagwijdte, hoewel zij nochtans de heropbeuring van den geldelijken toestand der gemeenten beoogde. De gemeenten hangen thans ten volle af van de besluiten van den Staat. In 1937 had de Regeering van den h. Van Zeeland een reeks belangrijke maatregelen genomen om de gemeenten te helpen, nl. door het aandeel der plaatselijke tusschenkomst in de stijving van het Werkloozenfonds op 75 t. h. terug te brengen. Al de maatregelen werden vruchteloos gemaakt door het feit dat de Regeering het bedrag van de grondbelasting van 7 op 5 t. h. herleidde. Dit besluit, in den loop van het dienstjaar genomen, verminderde de vitale inkomsten der gemeenten met 20 t. h. en schokte het begrootingsevenwicht. Het ware wenschelijk een vasten grondslag van belasting te bepalen, onafhankelijk van den grondslag door het Centraal Bestuur voor zijn eigen grondbelasting verkozen. Het ware een waarborg van stabiliteit voor de gemeentefinancies en het ware voor den belastingplichtige de mogelijkheid de schommelingen van het aantal opcentiemen te volgen met vaststaande elementen van vergelijking en met eenige kans iets van zijn taxatie te begrijpen. Het spreekt vanzelf dat, de grondslagen gewijzigd zijnde, het aantal opcentiemen geen werkelijke beteekenis meer heeft. Met een gelijk getal opcentiemen inkasseerden de gemeenten in 1937 minder dan de helft van hetgeen zij in 1931 opstreken.

De nijverheidsbelastingen.

Vóór 1914, werden de nijverheidsbelastingen gestemd en aangenomen voor vijf jaar. Deze practijk maakte de afschaffing mogelijk van een hoop nutteloos geschrijf, liet de normale inkohiering toe en verzekerde in zekere mate de stabiliteit der finances.

Na den eersten wereldoorlog, kende de jurisprudentie van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken aan deze belastingen een beslist uitzonderlijk kenmerk toe, door de goedkeuring er van afhankelijk te maken van de voorafgaande heffing van een hoog getal opcentiemen en de stemming van de vergeldende straatbelasting tot het maximum.

De nijverheidsbelastingen werden beschouwd als bijkomende taxen, die elk jaar moesten gewettigd worden door de behoeften van de begroting van het dienstjaar.

Dat is wellicht de reden om welke het niet meer toegelaten was de belasting voor verschillende jaren te stemmen.

De jaarlijksche goedkeuring heeft zich nog ingewikkeld door een anderen maatregel, die den goeden gang van het plaatselijk bestuur schaadt. De nijverheidsbelastingen kunnen inderdaad slechts op de rol gebracht worden bij het einde van het dienstjaar, hetgeen één jaar doet verliezen. Dienvolgens innen de gemeenten hun nijverheidsbelastingen wanneer het dienstjaar reeds afgesloten is, zij moeten beroep doen op leeningen op korten termijn en zich derwijze de bankiers van hun eigen belastingplichtigen maken. Dit bezwaar zou kunnen vermeden worden door het op de rol brengen toe te laten, volgens den index op 31 December van het jaar dat het dienstjaar voorafgaat.

Het beste evenwel ware dat men, zooals wij het hopen, zou afzien van de jurisprudentie van vóór 1940, dat men zou beschouwen dat deze belastingen sedert lang in de zeden zijn geraakt, dat zij verantwoord zijn en moeten behandeld worden zooals normale belastingen, die voor verschillende jaren kunnen gestemd worden, in zooverre zij niet het door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voorgeschreven maximum overschrijden.

Het ware ook wenschelijk dat het typereglement van 1936 herzien werde, ten einde een minder beperkte taxatie mogelijk te maken van de elektrische centrales, die het door niets gebillijkt voorrecht genieten, onder meer van het niet belasten der motoren rechtstreeks voor de voortbrengst van electriciteit gebruikt. De groote electriciteitsmaatschappijen zouden derwijze moeten kunnen getaxeerd worden, dat al de gemeenten waarover hun vergunning zich uitstrekt, verhoudingsgewijs het voordeel der belasting kunnen genieten.

De regieën.

De regieën kunnen bijdragen tot de verbetering der gemeentefinanciën. Dit is niet altijd de meening van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken. Vóór den oorlog heeft het Centraal Bestuur doorgaans de gemeenten, die hun toevlucht hadden genomen tot deze wijze van exploitatie der gemeentendiensten, meer tegengewerkt dan aangemoedigd. Beperkende maatregelen werden genomen om de steden te ontmoedigen dezen weg op te gaan.

Door den band aanvaardde men niet dat de regieën een hogere winst dan 10 t. h. verwezenlijkten.

Deze handelwijze van den Staat, die voor uiteindelijk doel had het monopolium van de gas- en electriciteitslevering te verzekeren aan de kapitalistische vennootschappen, heeft de taak der gemeenten ingewikkeld gemaakt.

Wij zijn van oordeel dat men deze handelwijze zou moeten laten varen en dat de gemeenten op gelijken voet met de private ondernemingen zouden moeten gesteld worden. Daarom dient het Centraal Bestuur de verkeerde gedachte niet langer aan te kleven, dat *de winsten ontstaan uit de exploitatie van nijverheidsdiensten een onrechtstreeksche belasting uitmaken*.

Het IV^e Internationaal Congres der Steden en Plaatselijke Besturen heeft dit uitzicht van de kwestie onderzocht in 1929. Ziehier hoe de verslaggevers, de

hh. F.-M. Wibaut, senator en schepen van de stad Amsterdam, en H. Sellier, burgemeester van Suresne, de opvatting der stadsbesturen wettigde :

« Voormelde opvatting is verkeerd. De winsten verwezenlijkt door de gemeenten in de bedrijven die zij uitbaat, hebben juist dezelfde eigenschap als die welke door de private nijveraars verwezenlijkt worden. De twee groepen van gemeentelijke en particuliere winsten hebben het economisch kenmerk van bedrijfswinsten. Zij worden verkregen dank zij het economisch vermogen, waarover de gemeente of de particuliere nijverheid beschikken in de uitbating van een bepaald bedrijf. Het geval kan voorkomen waar de verbruiker reden heeft tot gegronde klacht, indien de winst verwezenlijkt op sommige artikelen die hij wenscht of die hij zich verplicht ziet te verbruiken redelijke grenzen overschrijdt. Deze veronderstelling verwezenlijkt zich meer in het bijzonder wanneer de verbruiker voor een min of meer volstrekt monopolium staat, dat het gevolg is hetzij van overeenkomsten onder private nijveraars die leiden tot uitschakeling van mededinging der prijzen, hetzij van den aard zelf van den verzekerden dienst, zooals het geval zich dikwijls voordoet voor de verstrekkingen welke het voorwerp uitmaken van gemeentelijke openbare diensten : water, gas, electriciteit, enz. De klachten van den verbruiker kunnen zich billijkerwijze uiten op verschillende gebieden : hij kan aan de vergunninghouders verwijten een slecht gebruik te maken van het feitelijk monopolium dat zij genieten, in verzet komen tegen het feit dat zij slechts hun eigen baat beoogen en zich geenszins inlaten met het belang van den verbruiker. Doch de verbruiker zou den particulieren nijveraar niet kunnen verwijten hem een onrechtstreeksche belasting te doen dragen, deze zou met reden antwoorden dat hij niet beschikt over de wettelijke faculteit taxen te heffen of te innen.

» De toestand is in economisch opzicht volkomen gelijk, indien de gemeente de plaats inneemt van de private nijverheid in de uitbating der openbare diensten. De gemeente, die winst haalt uit sommige openbare gemeentelijke diensten, verschaft zich deze winst door haar bedrijvigheid op nijverheidsgebied uit te oefenen. De voorrechten van de gemeente in zake heffing van belastingen, die verschillende categorieën van belastingplichtigen treffen, hebben geenerlei verband met de nijverheidsfunctie die zij uitoefent wanneer zij sommige bedrijven uitbaat. De toestand van den verbruiker, die bezwaren zou in te brengen hebben tegen de tarieven welke hem zijn opgelegd voor leveringen verzekerd door de gemeentebedrijven, is oneindig gunstiger dan die van den verbruiker die zich in soortgelijk geval bevindt tegenover een private vergunning of een feitelijk monopolium. De verbruikers van de openbare diensten, rechtstreeks door de gemeenten uitgebaat, beschikken inderdaad over politieke middelen, die hen in staat stellen de prijzen der producten of diensten der gemeentelijke ondernemingen te beïnvloeden of zelfs te bepalen. Indien het geval zich moest voordoen, dat de voor de gemeentelijke leveringen vereischte prijzen de normale waarde van den geleverden dienst merklijk overschrijden, dan is het in eerste en laatste instantie het politiek orgaan der verbruikers, de gemeenteraad, die deze prijzen zal kunnen wijzigen. Indien de prijzen voor de gemeentelijke leveringen bepaald den normalen prijs benaderen, dan zal de verbruiker geenerlei verwijt in te brengen hebben tegen het gemeentelijk industrieel beheer, zelfs indien hij uit het oog verloor dat de industriele winst door de gemeente verwezenlijkt, het voorwerp mocht zijn van private toeëigening, in het geval dat de openbare dienst het voorwerp zou zijn van een particuliere onderneming.

» Het inkomen van sommige gemeentelijke industriele diensten heeft dus een gelijkaardige eigenschap als die welke ontstaat uit het patrimonium of uit verworven eigendommen. Beide categorieën gemeentelijke inkomsten hebben volstrekt niets gemeens met de taxen of belastingen die de gemeente noodzakelijkerwijze aan de belastingplichtigen moet vragen. De nijverheidswinsten, zooals de inkomsten van het privaat domein, worden in de gemeentekas gestort. Beide categorieën inkomsten kunnen aldus dienen om het bedrag te verminderen van de taxen en belastingen, die de gemeente moet heffen om de uitgaven te dekken die zij moet dragen. »

Wij meenen dat aldus de ware leerstelling luidt en dat de Staat er zich zou moeten aan houden in het algemeen belang. Bovendien, ten einde den verbruiker tegen mogelijke overdrijvingen vanwege de plaatselijke besturen te beschutten, zou de Staat een reglementatie kunnen uitvaardigen, waardoor al de gemeentelijke tarificeeringen aan de goedkeuring van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken zouden voorgelegd worden zoodra de gemiddelde tarieven der private vennootschappen bereikt zijn. Door dit middel zou alle vrees de belangen der verbruikers en der belastingplichtigen te zien schaden verdwijnen en de gewetensvolle gemeentebestuurders zouden zonder hinder een werk kunnen voortzetten, dat doorgaans ruim ten bate komt van de bevolking.

Het Centraal Bestuur heeft de regieën gemachtigd hun tarieven met 40 t. h. in verhouding tot die van 1939 te verhoogen. Het is werkelijk niet redelijk, wanneer het indice van al de bedrijvigheden van het economisch bestaan ten minste verdubbeld is.

Wellicht, zal men zeggen, in de gevallen van halve-regieën, dat de concessiehouder zelf haar tarieven met 40 t. h. heeft verhoogd. Er zijn evenwel niet alleen deze uitgaven te overwegen; die van de werkkrachten, den aankoop van grondstoffen, de algemeene kosten die merkkelijk den kostprijs beïnvloeden, hebben een aanpassing ondergaan die boven het indice 2 komt. Dienvolgens oordeelen wij het redelijk te vragen dat het Departement zijn politiek op dit gebied zou herzien en de besluiten neme die het belang der gemeenten vereischt.

Hulp bij brand en openbare rampen.

Het Algemeen Commissariaat voor de Passieve Luchtbescherming heeft gelukkig geen reden van bestaan meer. Het komt dus gewenscht voor, dat het ten spoedigste verdwijnt. Evenwel, zolang de internationale verdragen de bestendigheid van den vrede niet hebben gewaarborgd, is volkomen afschaffing van den dienst ongepast. Indien België opnieuw door een oorlog mocht bedreigd worden, zou het best zijn, dat wij daar niet met leeg handen staan en nog alles moeten improviseeren. Wij meenen derhalve dat er liefst een kern van het Commissariaat zou moeten blijven bestaan, om het plan van de passieve verdediging van het land voortdurend op peil te houden met inachtneming van de ontwikkeling der oorlogswapenen en van de middelen om de burgerbevolking doeltreffend daartegen te beschermen.

Toch valt er op te wijzen, dat het personeel tot het strict noodzakelijke moet beperkt worden. Het doel moet eerder door de doelmatigheid, den ondernemingsgeest, den weetlust en de organisatorische eigenschappen van het personeel bereikt worden dan door het aantal. Vooral moet de routine en de behoudsgezinde administratieve sleur geweerd worden. Als de ambtenaren van dat departement daarin zouden vervallen, dan zou het belang der bevolking dwingend eischen, dat de dienst wordt opgeheven, want in die zaken is het beter in 't geheel niets dan een schijn van veiligheid te hebben.

Voordat de P.L.B.-mannen worden ontslagen, zou het interessant zijn te onderzoeken of het Departement een deel van het personeel niet zou kunnen gebruiken voor de inrichting van een gecoördoneerden en gedecentraliseerden brandweerdienst.

Het schijnt dat er van de 2,600 gemeenten in het Rijk slechts een twintigtal georganiseerd zijn voor doelmatige bestrijding van groote rampen.

Alleen Brussel, Antwerpen, Gent, Luik, Oostende en Elsene bezitten een beroepsbrandweer.

Brugge, Schaarbeek, Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek hebben een gemengd korps met een permanente beroepswacht.

Sint-Gillis, Jette en Vorst bezitten een vasten dienst van brandweermannen — politiebeambten. Ook Charleroi en de Intercommunale van het Zwarte Land hebben een soortgelijke organisatie.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken heeft reeds een poging gedaan om geheel België tegen brand te beschermen. Het land is in ongeveer 200 groepcentra verdeeld. Elk groepcentrum zorgt voor de hulp aan de gemeenten in zijn gebied. Als een centrum overlast is, roept het de hulp in van het naburige centrum, waardoor verschillende korpsen snel en goedkoop kunnen gemobiliseerd worden.

Maar dat systeem is lang niet klaar en de doeltreffendheid ervan is betrekkelijk. Daarom is het Departement, ingevolge een studiereis naar Engeland, bezig een verslag op te maken, waarover wij ons, laten wij het hopen, spoedig zullen uit te spreken hebben.

Onze bevolking moet echter niet alleen tegen brandgevaar beschermd worden. Het moderne leven en de oorlog hebben een reeks andere gevaren met zich gebracht, waartegen tot dusver weinig of niets is gedaan. Wij denken bijvoorbeeld aan mijn- of fabrieksrampen, aan verschuivingen van terrils : onder meer te Gilly en Courcelles, enkele jaren vóór den oorlog, die bijzonder noodlottige gevolgen hebben gehad. Wij denken verder aan overstromingen, aan gesprongen water- of gasleidingen, aan ongevallen door besmetting van de lucht. Men zal zich in verband hiermede nog wel herinneren, hoe in 1930 verscheidene honderden personen in de streek van Engis gehinderd of ongesteld werden door gasuitwasemingen, dat talrijke personen een dood vonden, welke de openbare meening schokte.

Ten slotte denken wij aan de dijkbreuken, boschbranden, aan branden in fabrieken van scheikundige producten, aan het gevaar van de munitieopslagplaatsen.

Voor een eerste en snelle hulp aan de slachtoffers van al deze rampen, ware het, volgens ons, wenschelijk dat de « groepcentra » tegen brand een gespecialiseerde dienst volgens de streek bijkregen.

Wij gelooven, dat de verzekeringsmaatschappijen geldelijk zouden kunnen betrokken worden in de organisatie van die diensten, 't zij ze hun huidig regime behouden of genationaliseerd worden. Feitelijk hebben de Staat en de gemeenten groote sommen uit te geven voor diensten, welke alleen tot doel hebben, de schade te beperken en de uitbreiding van de rampen te voorkomen. Ten slotte zijn het alleen de verzekeringsmaatschappijen, die voordeel trekken uit de bemoeiingen van de openbare macht.

Door dien weg op te gaan, zooals ook door de nationalisatie der verzekeringsmaatschappijen, wordt slechts de natuurlijke evolutie gevolgd van de bescherming der bevolking tegen brand.

De eerste verzekeringsmaatschappijen verschenen in Engeland in 1667 na de « Great Fire of London ». Het doel was niet schadeloosstelling der geteisterden, doch hulpverlening bij het blusschen en inrichten van patrouilles voor de brandmelding. Het mangelde hun aan samenhang en samenwerking en ze toonden zich beneden hun taak. Dit bleek vooral, toen in 1832 het Parlement afbrandde. Het volgende jaar gaf een wet aan de gemeenten toestemming om een belasting voor den brandweerdienst te heffen. Londen had haar brandweerbrigade, waarvan de kosten gedeeltelijk door belastingen, gedeeltelijk door de verzekeringsmaatschappijen gedekt werden. De laatstgenoemde droegen bij voor 35 pond sterling voor ieder millioen pond sterling, verzekerd in de streek.

Ons land heeft ongetwijfeld ook een dergelijke ontwikkeling gekend, behalve wat de deelneming van de verzekeringsmaatschappijen in de kosten betreft. Het is goed te begrijpen, dat de steden en dorpen verplicht zijn geweest een brandweerdienst in te richten, op een gegeven tijdstip was dat een maatregel van algemeen belang.

De huizen binnen de stadswallen stonden dicht op elkaar. Ze waren gebouwd uit licht ontvlambaar materiaal. De minste brand beteekende dan ook steeds een bedreiging voor de geheele gemeenschap en was steeds een groot onheil, want de menschen waren niet verzekerd tegen het verlies van hun goederen.

Thans is de toestand geheel anders; de rampen worden gemakkelijk begrensd en er valt gelukkig niet meer te vreezen voor een algemeene uitbreiding van den brand. Als de schade beperkt blijft tot materiele goederen, is het slachtoffer zelfs niet meer te beklagen, daar het verlies gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij. Deze heeft schadevergoeding uit te keeren, maar is ook niet te beklagen, want haar profijten zijn aanzienlijk.

Het schijnt logisch dat de reorganisatie van de nationale en gemeentelijke diensten tegen brandgevaar en andere onheilen geschiede met vooropstelling van een deelneming der verzekeringsmaatschappijen.

Het ligt niet in onze bedoeling, zij het ook in groote trekken, de verwezenlijking van dat denkbeeld na te gaan. De oplossing ervan behoort niet thuis in het kader van de bespreking van een begroting, maar het zou interessant zijn, dat het denkbeeld wordt aangehouden en aangenomen door het Ministerie en dat het eerlang het onderwerp zou zijn van een wetsvoorstel.

* * *

De goedkeuring van de begroting wordt voorgesteld door de Commissie met 8 stemmen tegen 4; het verslag wordt eenparig goedgekeurd door de aanwezige leden.

De Verslaggever,
E. YERNAUX.

De Voorzitter,
H. HARMEGNIES.

BIJLAGEN

Vragen door de leden van de Commissie gesteld.

EERSTE VRAAG.

Hoe onderhandelt het Commissariaat-Generaal van de Passieve Luchtbescherming nog rechtstreeks met de gewestelijke commandanten, terwijl deze in feite en in rechte niet meer bestaan?

ANTWOORD.

Het was noodig tot 1 December 1945 de gewestelijke commissarissen, belast met de verzameling van het materieel in de gemeenten van hun arrondissement verspreid, in functie te houden.

Met behulp van een zeer beperkt bestuurspersoneel (ten hoogste drie personen) hebben zij moeten trachten een uiterst verwarde comptabiliteit bij te werken, die nog meer ingewikkeld was door het vertrek of de afstelling op het oogenblik der bevrijding van plaatselijke leiders die sympathieën voor den bezetter hadden getoond.

In de meeste gemeenten moesten al de betaalstaten betreffende de dienstverstrekkingen van het personeel van de P.L.B. tijdens de bezetting, opnieuw opgemaakt worden.

Het is slechts van 1 December 1945 af, dat het voor de provinciale commissarissen mogelijk was zich te belasten met het achterstallig administratief werk, dat nog in de onderscheiden arrondissementen te verrichten bleef.

TWEEDE VRAAG.

Welk is het aantal wagens door het Departement gebezigd, vóór den oorlog en thans?

ANTWOORD.

I. — *Voor het eigenlijke Departement van Binnenlandsche Zaken.*

a) *Kabinet van den Minister :*

In 1938 : 1 wagen (stelsel van de forfaitaire vergoeding);

In 1945 : 2 wagens (stelsel van de betaling der werkelijke uitgaven);

b) *Centraal Bestuur :*

In 1938 : geen;

In 1946 : twee.

c) *Provinciediensten :*

In 1938 : De gouverneurs waren allen verplicht een eigen wagen te bezitten (koninklijk besluit van 14 September 1936), daarvoor werd hun een forfaitaire vergoeding toegekend. (Zie art. 13-2 van de begroting).

Enkele arrondissementscommissarissen benutten voor hun verplaatsingen in hun arrondissement hun eigen wagen, mits toekenning van een forfaitaire vergoeding per afgelegden km. In dringende gevallen of bewezen ontoereikendheid der gewone vervoermiddelen, was het gebruik van een taxi bij uitzondering toegelaten.

In 1946 ongeveer gelijke toestand. Een gouverneur is er voorloopig van vrijgesteld een eigen wagen te bezitten. Hij brengt de werkelijke kosten der reizen in auto gedaan in rekening. Een arrondissementscommissaris (Malmedy) gebruikt zijn eigen wagen, onder het voorloopig stelsel van de terugbetaling der werkelijke kosten. De overige arrondissementscommissarissen, die een wagen bezitten, kunnen er zich van bedienen onder het regime van de forfaitaire vergoeding per km. (thans fr. 1-95) en met inachtneming van het kilometrisch maximum voor hun arrondissement bepaald. De commissarissen die geen eigen wagen hebben kunnen in boven vermelde voorwaarden een taxi gebruiken.

II. — *Voor het Commissariaat-Generaal van de Passieve Luchtbescherming.*

Van 1938 tot 1942 was er geen auto meer ter beschikking van het algemeen bestuur voor passieve luchtbescherming.

Op bevel van de bezettende overheid werden wagens opgeëischt in de verschillende arrondissementen door de gewestelijke leiders en volgens de behoeften van het oogenblik. Al deze wagens werden spoedig terug afgestaan na overeenkomst met hun eigenaars en zulks rond het midden van 1945. Er waren er meer dan 300 geweest.

Voor hetgeen het commissariaat-generaal betreft, in 1943 en 1944, vinden wij volgens de inlichtingen die de nieuwe commissaris bezit, vier wagens : 1 Studebacker, 1 Buick, 1 Imperia, 1 D.K.W.

Bij de bevrijding bleef er nog slechts 1 Studebacker en 1 D.K.W. De Buick en de Imperia werden gestolen vóór de bevrijding. Het is met de twee overblijvende wagens, dat de nieuwe commissaris-generaal den tragischen toestand heeft moeten beheerschen die bestond van de maand November af tot einde Februari.

Daar de D.K.W. volkomen onbruikbaar was geworden en het aantal zendingen in de provincie steeg tot 2 en 3 per dag (bv. gewest Antwerpen, gewest Luik, en vanaf Januari heel de Ardennen), werd een Lincolnwagen aangekocht begin 1945. Het was ondanks alles onvoldoende, gelet op de te vervullen taken.

Om de Staatsbegroting niet te bezwaren, heeft de commissaris-generaal dan ook beroep gedaan op het vrijwillig en kosteloos leenen van een twintigtal wagens, die meestal trouwens gevoerd werden door dames welke zich dag en nacht tot onze beschikking hebben gesteld.

Deze vrijwillige geleiders en geleidsters trokken niets van de begroting der Schatkist. De eenen en de anderen bewezen prachtige diensten, aarzelden niet soms 10 en 12 uur zonder onderbreking te werken en bleven stoef op hun post, zoowel te Antwerpen als te Luik of zelfs in de nabijheid der vechtlijnen in de Ardennen.

Het commissariaat-generaal kwam uitsluitend tusschenbeide voor de benzine, de olie en de herstellingen van in dienst overkomen ongevallen.

Een ambtenaar, bijgestaan door een deskundige, controleerde de leveringen en de herstellingen.

Naar gelang van het ophouden der bedrijvigheid van de passieve luchtbescherming, n. l. rond einde Maart 1945, werd deze dienst geleidelijk ontbonden.

Op dat oogenblik bleven nog alleen de Studebacker en de Lincoln in dienst. Deze laatste werd trouwens in den loop van 1945 aan het Kabinet van den h. Minister van Binnenlandsche Zaken overgemaakt.

Thans blijven er 1 Studebacker, 1 zeer versleten Imperia, herkomstig van het gewest Gent (Dienst der schuilplaatsen van de stad Gent en omgeving) en 1 zeer versleten kleine Fiat (Dienst der schuilplaatsen van de stad Antwerpen). De twee eerste gaan voort practisch alle dagen te rijden om ter plaatse het opruimen van schuilplaatsen en andere bedrijvigheden van de technische diensten (toelagen te verleenen aan de spoorwegen, buurtspoorwegen, gemeenschappelijk vervoer, enz.) af te handelen. De Fiat behoort tot de mobiele groep te Brussel gekazerneerd, groep die bijzonder is uitgerust om op te treden tegen groote branden en vooral tegen de ontploffing van amunitieopslagplaatsen. Deze groep, die ten andere erg ingekrompen was, werd gehandhaafd op uitdrukkelijk bevel van den Minister van Binnenlandsche Zaken, gelet op het huidig groot tekort in het korps van brandweermannen van het land, en vooral wegens hun gebrek aan materieel om het gevaar der opslagplaatsen van munities te bestrijden.

DERDE VRAAG.

Zijn de kredieten van de artikelen 63, 64, 65-5, 65-8 en 65-9 uitgeput? Zoo ja, hoe? Op welke data?

ANTWOORDEN.

ARTIKEL 63. — *Uitgaven naar aanleiding van manoeuvres, oefeningen, proefnemingen, enz.*

Het oorspronkelijk krediet van 3,500,000 frank was einde Februari 1946 uitgeput. Een bijkrediet van 125,000 frank wordt bij amendement gevraagd, hetgeen het totaal krediet van het artikel op 3,625,000 frank zal brengen.

De som van 3,500,000 frank vooral gebruikt voor uitgaven voor vervoermiddelen, hetgeen 2,500,000 frank heeft geveerd, den aankoop van levensmiddelen voor de agenten van de P.L.B., te Antwerpen en te Luik, voor ongeveer 600,000 frank en ten slotte, voor de kosten van werking der buitendiensten en andere uitgaven voorzien in den tekst van het artikel.

Op te merken valt dat ongeveer 52 ton levensmiddelen niet werden gebruikt en aan het Bestuur der Domeinen werden overgemaakt.

ARTIKEL 64. — *Uitrusting der agenten van de P.L.B.*

Van het oorspronkelijk krediet van 1,930,000 frank blijft 74,307 frank beschikbaar. Dit krediet heeft gediend voor de betaling van de uitrusting der agenten van de P.L.B., die van 6,000 tot 12,000 frank zijn gestegen op de meest critische oogenblikken.

ARTIKEL 65-5. — *Bouwen en inrichten van schuilplaatsen in de gemeenten, huurkosten van terreinen en kelders, met inbegrip van de uitgaven der vorige dienstjaren.*

Er blijft nog een som beschikbaar van 26,168,962 frank op het oorspronkelijk krediet van 34,500,000 frank. Het ophouden der vijandelijkheden heeft een bezuiniging mogelijk gemaakt van meer dan 20 miljoen, nl. in het programma der geschiktmaking van kelders.

ARTIKEL 65-6. — *Maatregelen ter bescherming van ondernemingen van openbaar nut., enz.*

Het krediet van 30 miljoen op dit artikel ingeschreven was uitgeput op 27 Maart 1946.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen heeft voor het grootste deel aan dit krediet geput, nl. voor 18,900,000 frank, die het overschot vertegenwoordigen van het programma voor het bouwen van schuilplaatsen van 1944; 4,991,237 fr. 68 voor uitgaven niet voorzien op de begroting van 1941 en die de kosten voor verduistering, aankoop van verschillend materiaal en uitgaven voor alarm vertegenwoordigen. Een programma voor de eerste maanden van 1945 bereikte 2,401,900 frank. Ten slotte, werd een som van 3,696,700 frank verleend voor uitgaven van verduistering, materieel en alarm, gedaan tot 21 April 1944.

ARTIKEL 65-8. — *Verschaffing van luchtbeschermingsmaterieel aan de gemeenten.*

Het krediet van 1 miljoen frank op dit artikel ingeschreven, was uitgeput op 15 Maart 1945. Het werd besteed aan de betaling van materieel, lampen, schoppen, bedden, draagberries, enz.

Een bijkrediet van 850,000 frank wordt gevraagd bij wijze van amendement.

ARTIKEL 65-9. — *Bescherming van kunstwerken.*

Er blijft nog 195,645 frank beschikbaar van het krediet van 4,800,000 frank, in de begroting ingeschreven. De uitgaven zijn verdeeld als volgt :

1^o Fotografische dienst der Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis : 3 miljoen frank ;

2^o In veiligheid brengen van kunstwerken, kosten van bescherming, herstelling in hun oorspronkelijken staat van kunstwerken die beschermd werden : 1 miljoen frank ;

VIERDE VRAAG.

De Commissie wenscht te weten hoever de bestuurlijke zuivering gevorderd is? Zij verwondert zich over de traagheden die oorzaak zijn van ernstige schade voor de gemeentebesturen.

ANTWOORD.

Ten opzichte van de bestuurlijke zuivering, ontving het Departement 4,638 dossiers, onderverdeeld als volgt :

Provincieraadsleden	343
Gemeenteraadsleden	1,947
Burgemeesters	468
Schepenen	329
Gemeentebedienden	1,533
	4,620

Wat de provincieraden betreft, hier is de zuivering beëindigd; alle dossiers zijn afgehandeld en de besluitwet van 21 December 1944 ter zake is niet meer van toepassing, daar de provinciale vergaderingen voor de verkiezingen van 24 Februari 1946 vernieuwd werden.

De zuivering van de gemeenteraden is ver gevorderd en alles laat voorzien, dat deze zaak binnen zeer korten tijd zal geregeld zijn. Van de 1,947 gevallen hebben er namelijk 1,872 een definitieve oplossing gekregen. Er blijven thans nog slechts 75 dossiers te behandelen.

Er valt nog zeer veel werk te verrichten.

Ten aanzien van de burgemeesters, de schepenen en de gemeentebedienden moeten nog 1,376 gevallen onderzocht worden, waaronder :

209 dossiers betreffende burgemeesters;

140 dossiers betreffende schepenen;

1,027 dossiers betreffende gemeentebedienden.

Onderstaande statistische tabel vat den stand der administratieve zuivering samen :

I. — PROVINCIERAADSLEDEN.

	Aantal dossiers	Afgehan- deld	Nog te behandelen	Totaal
Provincie Antwerpen	48	48	—	48
Provincie Brabant	47	47	—	47
Provincie West-Vlaanderen	43	43	—	43
Provincie Oost-Vlaanderen	34	34	—	34
Provincie Henegouwen	24	24	—	24
Provincie Luik	53	53	—	53
Provincie Limburg	35	35	—	35
Provincie Luxemburg	34	34	—	34
Provincie Namen	25	25	—	25
	343	343	—	343

II. — GEMEENTERAADSLEDEN.

	Aantal dossiers	Afgehan- deld	Nog te behand.	Totaal
Provincie Antwerpen	214	207	7	214
Provincie Brabant	234	225	9	234
Provincie West-Vlaanderen	373	363	10	373
Provincie Oost-Vlaanderen	386	371	15	386
Provincie Henegouwen	146	140	6	146
Provincie Luik	320	308	12	320
Provincie Limburg	179	167	12	179
Provincie Luxemburg	38	35	3	38
Provincie Namen	57	56	1	57
	1,947	1,872	75	1,947

III. — SCHEPENEN.

	Aantal dossiers	Afgehan- deld	Nog te behand.	Totaal
Provincie Antwerpen	62	44	18	62
Provincie Brabant	57	36	21	57
Provincie West-Vlaanderen	67	28	39	67
Provincie Oost-Vlaanderen	48	28	20	48
Provincie Henegouwen	30	26	4	30
Provincie Luik	29	11	18	29
Provincie Limburg	22	9	13	22
Provincie Luxemburg	6	3	3	6
Provincie Namen	8	4	4	8
	329	189	140	329

IV. — BURGEMEESTERS.

	Aantal dossiers	Afgehan- deld	Nog te behand.	Totaal
Provincie Antwerpen	101	72	29	101
Provincie Brabant	74	39	35	74
Provincie West-Vlaanderen	68	37	31	68
Provincie Oost-Vlaanderen	54	21	33	54
Provincie Henegouwen	41	23	18	41
Provincie Luik	43	19	24	43
Provincie Limburg	35	15	20	35
Provincie Luxemburg	19	10	9	19
Provincie Namen	33	23	10	33
	468	259	209	468

V. — GEMEENTEBEDIENDEN.

	Aantal dossiers	Afgehan- deld	Nog te behand.	Totaal
Provincie Antwerpen	368	150	218	368
Provincie Brabant	378	142	236	378
Provincie West-Vlaanderen	292	96	196	292
Provincie Oost-Vlaanderen	210	63	147	210
Provincie Henegouwen	102	25	77	102
Provincie Luik	95	9	86	95
Provincie Limburg	57	12	45	57
Provincie Luxemburg	12	3	9	12
Provincie Namen	19	6	13	19
	1,533	506	1,027	1,533

VIJFDE VRAAG.

Een besluitwet bepaalt dat de gemeenteraden, die het vereischt aantal leden niet hebben, moeten worden aangevuld. Mogen wij vernemen op hoeveel gemeenten dat besluit van toepassing was en in hoeveel gemeenten het noodige is gedaan?

ANTWOORD.

Krachtens artikel 5 van de wet dd. 14 December 1944, tot aanvulling van de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning buitengewone macht wordt verleend, mogen bij besluit van den Ministerraad, beschikkingen met kracht van wet getroffen worden, ten einde onder meer, bij gebrek aan toelaatbare opvolgers, te voorzien in de vervanging van verwijderde gemeenteraadsleden, zoodanig dat het aantal gemeenteraadsleden nooit minder bedraagt dan drie in gemeenten beneden 10,000 inwoners en dan een derde van de bestaande mandaten in de overige gemeenten.

Zooals u ziet, is de werkingssfeer van bovenbedoelde bepaling ten zeerste begrensd. De noodzakelijkheid om te voorzien in de vervanging van gemeenteraadsleden heeft zich tot dusver nog niet doen voelen en daardoor werden de modaliteiten voor die vervanging nog niet vastgesteld.

ZESDE VRAAG.

Een lid van de Commissie vraagt bijzonderheden over artikel 15-7 (100,000 fr.) inzonderheid omtrent het aantal betrokkenen, hun functies en den aard hunner bezoldiging.

ANTWOORD.

Dat artikel draagt gewoonlijk de kosten wegens verplaatsing en presentiegeld (zie algemeene omschrijving van artikel 15) van de leden der kiesbureelen, de leden van de examencommissie bij het examen voor politiecommissaris en gewestelijk ontvanger en, eventueel, van commissies ingesteld op het Departement. In 1945 werden er alleen op uitgetrokken de presentiegelden voor de leden van de examencommissie bij de twee examenzittingen van politiecommissaris. De totale uitgave bedroeg ongeveer 18,000 frank. Het saldo zal waarschijnlijk niet opgebruikt worden.

ZEVENDE VRAAG.

Een Commissielid vraagt nadere bijzonderheden over het krediet 49 (Liquidatie van de politiescholen).

ANTWOORD.

Het krediet werd van ambtswege ingelascht door den Dienst der algemeene comptabiliteit bij het opmaken van de begrooting ten einde aan alle mogelijkheden het hoofd te bieden. Het is slechts van symbolischen aard.

De politiescholen werden ontbonden bij de bevrijding. Het grootste gedeelte der archieven van deze scholen werd vernietigd. Hetgeen ter plaatse was gebleven werd in beslag genomen door de krijgsauditoraten. Men heeft terecht verondersteld dat sommige schuldvorderingen niet vereffend waren. Werkelijk hebben, onder meer, de steden Luik, Antwerpen en Brugge aan het Departement staten overgemaakt van vrij hoge uitgaven voor eerste inrichting en andere (tot nog toe 500,000 frank). Het vraagstuk zal definitief worden geregeld wanneer de tekst zal zijn vastgelegd van de bepalingen die uitspraak doen over het lot der « verworven gevolgen » der oorlogsbesluiten van den usurpator-secretaris-generaal Romsée, waarbij deze scholen werden ingericht. (Zie art. 5, al. 5, van de besluitwet van Londen, dd. 5 Mei 1944.)

Het opstellen van dezen tekst is zeer kiesch daar hij noodzakelijk een algemeene strekking moet hebben en dat het wegens de hooger aangehaalde redenen tot nog toe niet mogelijk is geweest daarover met volledige kennis van zaken te oordeelen.

ACHTSTE VRAAG.

Welke regelen zijn van kracht voor de toepassing van den voorrang bij de benoemingen en de bevorderingen van het gemeentepersoneel? De Commissie heeft den wensch uitgedrukt dat ten spoedigste bij het Parlement een wetsontwerp zou worden ingediend, waarbij degelijk wordt bepaald welke voorwaarden dienen vervuld om het voordeel te genieten van de prioriteiten die zullen verleend worden aan de oud-strijders van den oorlog 1940-1945, aan de leden van den Weerstand, aan de politieke gevangenen, enz.

ANTWOORD.

De voorschriften der wet van 3 Augustus 1919 en 21 Juli 1924, zijn steeds van toepassing voor de oud-strijders en gelijkgestelden van den oorlog 1914-1918.

In afwachting dat er een wet tot stand komt (waarvan het ontwerp thans ter studie ligt in andere departementen), waarbij voor het begeven van openbare betrekkingen prioriteitsrechten worden verleend aan diegenen die naar aanleiding van den oorlog 1940-1945 zich hebben verdienstelijk gemaakt jegens het Vaderland, werd aan de gemeentebesturen, bij omzendbrief van 7 November 1944, verboden over te gaan tot vaste benoemingen.

Nochtans, gezien de vertraging in het tot stand komen van deze wet, werd voormelde omzendbrief ingetrokken en vervangen door dezen van 1 Mei 1946, die voortaan toelaat over te gaan tot definitieve benoemingen in zoover, naar aanleiding van deze benoemingen, de voorschriften der wetten van 3 Augustus 1919 en 21 Juli 1924, getroffen ten voordeele van diegenen die zich in den loop van den oorlog 1914-1918 hebben onderscheiden, stipt worden nageleefd wat betreft de verdedigers en gelijkgestelden van den oorlog 1940-1945.

De gemeentelijke overheden werden er van verwittigd dat iedere benoeming die mocht gedaan worden zonder openbaar beroep te doen op de kandidaten en zonder rekening te houden met het zedelijk prioriteitsrecht dat de verdedigers van 1940-1945 onbetwistbaar bezitten, nietig zal worden verklaard.

NEGENDE VRAAG.

Een lid der Commissie heeft ophelderingen gevraagd aangaande de uitgaven voortvloeiende uit de likwidatie van het Bestuur der Controlediensten (art. 47).

ANTWOORD.

De Dienst voor likwidatie der controlediensten vindt zijn organieken grondslag in het besluit van den Regent, dd. 1 September 1945. Na de bevrijding moest men een dienst improviseren die gelast was de conservatoire maatregelen te treffen, die geboden waren door de likwidatie van een zoo uitgebreid bestuur als dit der controlediensten. Bovendien, moest deze dienst het besluit van den Regent dd. 20 October 1944 ten uitvoer leggen waarbij, mits zekere voorwaarden, de uitbetaling werd toegelaten van drie maandloonen aan de zoowat 6,000 agenten in dienst op 31 Augustus - 1 September 1944.

Bij het opmaken van het ontwerp van begrooting van 1945, werd er overwogen een likwidatiebureau te behouden in de veertig districten waarin het land was ingedeeld; vervolgens werd besloten deze bureau's te centraliseeren in de hoofdplaats van iedere provincie waar zij slechts een personeel van 5 of 7 eenheden tellen, die werken onder het gezag van de gouverneurs en die zooveel mogelijk zijn ondergebracht in de lokalen der provinciale gouvernementen.

Deze maatregel heeft aanleiding gegeven tot een aanzienlijke inkrimping van het personeel, zoodat op dit oogenblik de getalsterkte niet 150 eenheden bereikt, met inbegrip van die van het Hoofdbestuur. Het Hoofdbestuur dat vooreerst was ondergebracht 103 en 119 Troonstraat, en 30 Philips de Goedestraat, is sedert enkele dagen samengebracht in de eerste twee gebouwen.

De vermindering van 295 tot 150 agenten laat toe den post 47a, uitgaven voor het personeel, te brengen van 12,600,000 frank op 6 miljoen frank.

BEKNOPT UITEENZETTING VAN DEN TOESTAND VAN DEN DIENST VOOR LIKWIDATIE VAN HET BESTUUR DER CONTROLEDIENSTEN.

De Dienst heeft menigvuldige opdrachten te vervullen :

1. — Hij maakt geregeld aan het Bestuur der Belastingen inlichtingen over die het moeten mogelijk maken hetzij de aangiften tot de inkomstenbelastingen doeltreffend te onderzoeken, hetzij de niet aangegeven winsten op te sporen.

Dit werk wordt als zeer belangrijk beschouwd door het Bestuur der Belastingen, hetwelk overigens oordeelt dat het verkieslijk is het door den Dienst Likwidatie te laten verrichten.

Welnu, op 5,000 onderzochte dossiers werden er 2,000 steekkaarten overgemaakt, die het mogelijk maakten een bedrag van 20 miljoen frank van niet aangegeven winsten te ontdekken. Daar er op zijn minst nog 100,000 dossiers te onderzoeken overblijven, ben ik van oordeel dat, rekening houdend met het feit dat de interessantste dossiers het eerst werden onderzocht, het mogelijk zou zijn voor meer dan 100 miljoen frank aan ongeoorloofde winsten te ontdekken.

Het is onmogelijk geweest méér te doen voor het oogenblik, wegens gebrek aan personeel, en nochtans is de zaak spoedeischend.

2. — Overeenkomstig de aanvraag door den Minister van Justitie in zijn aanschrijven van 31 October 1944, uitgedrukt, dienen de zeer belangrijke inlichtingen welke in de dossiers van het vroegere Bestuur der Controlediensten verspreid liggen, aan de Krijgsauditeurs vermeld te worden.

Tot dusverre werden ongeveer 200 dossiers in de bovenvermelde voorwaarden overgemaakt, waardoor het Krijgsgerecht in ruime mate werd geholpen bij het volbrengen van zijn opdracht. Er blijft vanzelfsprekend op dit gebied nog veel te doen en het zou dringend moeten gebeuren, maar het personeel is niet voldoende talrijk.

3. — De Dienst moet zich bezighouden met de inbeslagnemingen in natura (ongeveer 10,000) verdeeld over een honderdtal opslagplaatsen over het gansche land en die, om verschillende redenen, zoo vlug mogelijk zouden moeten te gelde gemaakt of teruggegeven worden.

4. — Er moet van antwoord gediend worden op de herhaalde aanvragen van het Rekenhof en van het Ministerie van Financiën om aan het Hof de comptabiliteit betreffende zoowat 200,000 tijdens de bezetting over het geheele land verrichte inbeslagnemingen over te leggen. Volgens de uitkomsten van een summier onderzoek, kan men ramen dat er gemiddeld twee rekeningen zullen kunnen opgemaakt worden per dag en per man. In de veronderstelling dat er 40 beambten uitsluitend voor dit werk zouden gebezigd worden, zouden er 80 dossiers per dag behandeld worden, of 24,000 per jaar als men 300 effectieve werkdagen rekt, het werk zou dus 8 jaar duren. Er zij opgemerkt dat het werk ternauwernood is aangevangen, bij gebrek aan personeel, vooral aan bevoegd personeel.

5. — De Dienst der Wedden houdt zich bezig met de terugvordering der ten onrechte uitbetaalde wedden, inzonderheid die uitbetaald aan beambten die later als incivieken erkend werden en die, krachtens het besluit van den Regent, dd. 20 October 1944, geenszins recht hadden op de wedden van September en October 1944, noch op de 13^e maand.

Deze terugvordering heeft tot op heden 1,400,000 frank opgebracht. Er blijft nog 2,700,000 frank in te vorderen.

6. — Het Rekenhof vraagt met aandrang om de verantwoording van de tijdens de bezetting gedane betalingen en het opmaken der verslagen over de voorschotten van geldmiddelen. Deze verrichting heeft een dringend karakter, dat niet kan ontkend worden. Alles zou dus dienen in het werk gesteld om het zoo vlug mogelijk te beëindigen. Er dient aangestipt dat de diensten, tijdens de bezetting, zonder richtlijnen gewerkt hebben en hierin is de oorsprong te vinden van de talrijke opmerkingen die het Hof met kracht maakt en dikwijls in herinnering brengt, zonder dat men het voldoening kan geven.

TIENDE VRAAG.

Een lid van de Commissie heeft naderen uitleg gevraagd over de uitgaven betreffende de likwidatie van den « Vrijwilligen Arbeidsdienst » (art. 48).

ANTWOORD.

Het krediet van 1,500,000 frank aangevraagd op artikel 48 van het begrotingsontwerp van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1945, is bestemd om het hoofd te bieden aan de uitgaven voor het Likwidatiebureau van den « Service des Volontaires du Travail pour la Wallonie » en van

den Vrijwilligen Arbeidsdienst voor Vlaanderen. Deze diensten, opgericht inzonderheid door de besluiten van de secretarissen-generaal, dd. 30 November 1940 en 22 April 1944, werden ongeldig verklaard bij artikel 1 A. 29 B en C van de besluitwet van 5 Mei 1944. Hun likwidatie werd ingericht bij besluit van den Regent dd. 11 November 1945 (*Staatsblad* van 5 December 1945, n^r 339). Bij dit besluit werd een Likwidatiebureau ingesteld.

Er valt op te merken dat er feitelijk een likwidatiedienst heeft moeten werken vanaf de bevrijding om van advies te dienen aangaande de conservatoire maatregelen, die noodzakelijk gemaakt waren door de nietigverklaringen uitgevaardigd bij de besluitwet van 5 Mei 1944.

* * *

De voorziene uitgaven doen zich voor als volgt :

1 ^o Personeelsuitgaven (wedden, vergoedingen, enz.) . . . fr.	1,500,000
2 ^o Terug in staat stellen der goederen	100,000
3 ^o Materieel	25,000
4 ^o Uitgaven in verband met de vorige dienstjaren, nog te vereffenen	275,000
5 ^o Verschillende en onvoorziene uitgaven	50,000
Totaal. . fr.	1,500,000

TOELICHTING.

Het voor het Likwidatiebureau voorgestelde kader omvat 20 beambten en 4 dienstlieden.

De verantwoording van het kader is te vinden in de brieven van 23 September en 27 November 1945, die eveneens den toestand weergeven wat betreft de werkzaamheden die reeds uitgevoerd zijn en degene die nog uitgevoerd moeten worden. De uitgaven gedaan op de subsidies voor een globaal bedrag van fr. 182,386,324-56, verleend door den Staat voor de dienstjaren 1940 tot en met 1944 aan de Vrijwillige Arbeidsdiensten, dienen nog verantwoord bij het Rekenhof.

Bedoelde uitgaven zijn te vinden in een twintigtal onderscheiden partieele rekeningen die tijdens de bezetting bestaan hebben.

De diensten van het Likwidatiebureau der Vrijwillige Arbeidsdiensten zijn alle ondergebracht in het gebouw van den steenweg op Elsene, n^r 215, te Brussel.

ELFDE VRAAG.

Hoeveel kiezers werden van hun kiesrecht beroofd uit hoofde van burgerontrouw :

- a) in totaal voor het gansche land;
- b) per arrondissement;
- c) per gemeente van meer dan 25,000 inwoners?

ANTWOORD.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken heeft een onderzoek ingesteld ten einde het aantal kiezers te kennen die uit hoofde van burgerontrouw beroofd zijn geworden van hun kiesrecht.

Naar luid van den omzendbrief van 6 Juni jl., afgedrukt in het *Staatsblad* van 9 dito, moeten alle gemeenten van het Rijk een tabel opmaken vermeldende:

a) de personen die op 1 Mei 1946 volle 21 jaar oud waren en op datum 1 Juni 1946 door kiesonbevoegdheid wegens burgerontrouw waren getroffen;

b) de personen die bij de Parlementsverkiezingen van 17 Februari 1946 op de opgaven der arrondissementscommissarissen vermeld stonden en aldus ambts-halve van de stembus zijn kunnen verwijderd worden.

Deze opgaven moeten vóór 30 Juni 1946 toekomen op het Ministerie van Binnenlandsche Zaken dat, na onderzoek, de inlichtingen die door de Commissie voor Binnenlandsche Zaken van den Senaat gevraagd werden, aan den verslaggever van de begroting van het Departement zal overmaken.

TWAALFDE VRAAG.

Welk is het totaal bedrag van de gemeentebelastingen welke van de belastingplichtigen geëischt worden?

Gelieve eveneens het bedrag per stad met meer dan 25,000 inwoners te geven?

Welk is het totaal bedrag der belastingen welke van de belastingplichtigen geëischt worden per provincie?

ANTWOORD.

1) Het totaal bedrag der gemeentebelastingen die van de belastingplichtigen zullen geëischt worden in 1946, kan bij benadering op 2,652,000,000 frank geraamd worden.

Deze som wordt onderverdeeld als volgt :

a) 2,152,150,000 frank vertegenwoordigen het bedrag der gemeentebelastingen die zullen geïnd worden door de beambten van den Staat (opcentiemen op de Rijks- en provinciebelastingen) volgens de vooruitzichten van de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor orde van 1946;

b) 500,000,000 frank, opbrengst van de belastingen geïnd door de gemeentelijke ontvangers (berekening gemaakt op basis van de begrotingsvooruitzichten voor 1945, verbeterd volgens de verhooging verwacht voor 1946).

2) Totaal bedrag der belastingen per stad met meer dan 25,000 inwoners. (Zie tabel hierbij.)

3) Totaal bedrag der belastingen per provincie.

Daar er tot dusver nog slechts minder dan de helft der gemeentebegrootingen voor 1946 werden ingediend, is het Departement niet in staat de opbrengst der gemeentebelastingen per provincie te ramen.

GEMEENTEN	Goedgekeurde begrooting of ontwerp van begrooting	BEDRAGEN
PROVINCIE ANTWERPEN		
Antwerpen	Ontwerp	171,882,800
Berchem	Ontwerp	17,106,500
Borgerhout	Ontwerp	15,559,966
Deurne	Ontwerp	12,787,199
Hoboken	Ontwerp	7,273,168
Lier	Ontwerp	6,529,738
Mechelen	Ontwerp	24,315,559
Merksem	Ontwerp	11,950,455
Turnhout	Ontwerp	6,674,785
Wilrijk	Begrooting	7,389,468
10		

GEMEENTEN	Goedgekeurde begrooting of ontwerp van begrooting	BEDRAGEN
PROVINCIE BRABANT		
Anderlecht	Ontwerp	41,289,977
Brussel	Ontwerp	252,129,523
Etterbeek	Ontwerp	22,730,352
Vorst	Ontwerp	22,819,820
Elsene	Ontwerp	63,081,400
Jette	Ontwerp	10,781,481
Leuven	Ontwerp	10,517,985
Sint-Jans-Molenbeek	Ontwerp	33,268,378
Sint-Gillis	Ontwerp	37,997,526
Sint-Joost-ten-Noode	Ontwerp	21,402,655
Schaarbeek	Ontwerp	65,795,230
Ukkel	Begrooting	26,531,150
Vilvoorde	Ontwerp	9,797,928
Sint-Lambrechts-Woluwe	Ontwerp	11,009,290
14		
PROVINCIE WEST-VLAANDEREN		
Brugge	Ontwerp	17,936,850
Kortrijk	Begrooting	12,675,924
Moeskroen	Begrooting	6,506,714
Oostende	Documentatie ontbreekt	
Roeselare	Documentatie ontbreekt	
5		

GEMEENTEN	Goedgekeurd begroting of ontwerp van begroting	BEDRAGEN
PROVINCIE OOST-VLAANDEREN		
Aalst	Documentatie ontbreekt	
Gent	Documentatie ontbreekt	
Lokeren	Documentatie ontbreekt	
Ronse	Documentatie ontbreekt	
Sint-Niklaas	Documentatie ontbreekt	
5		
PROVINCIE HENEGOUWEN		
Charleroi	Ontwerp	16,287,573
Jumet	Ontwerp	5,370,435
Doornik	Ontwerp	8,540,372
3		
PROVINCIE LUIK		
Herstal	Documentatie ontbreekt	
Luik	Ontwerp	60,715,893
Seraing	Documentatie ontbreekt	
Verviers	Ontwerp	16,978,545
4		
PROVINCIE LIMBURG		
Genk	Documentatie ontbreekt	
Hasselt	Documentatie ontbreekt	
2		
PROVINCIE LUXEMBURG		
(Geen).		
0		
PROVINCIE NAMEN		
Namen	Documentatie ontbreekt	
I		
TOTAAL		44

DE TIENDE VRAAG.

Welk is het bedrag der belastingen gevorderd van de belastingbetalers (Staat + provincie + gemeente) :

- a) voor het land;
- b) voor de steden met 25,000 en meer inwoners;
- c) per provincie.

ANTWOORD.

a) voor het land : (dienstjaar 1946).	 fr.	25,517,625,000
1 ^o globale Staatsbelastingen (volgens de begrooting van 's lands middelen voor 1946).		385,400,000
2 ^o provinciale belastingen (volgens provinciale begrootingen)		
3 ^o gemeentebelastingen :		
a) ingevorderd door de agenten van den Staat (ramingen der begrooting van de ontvangsten en uitgaven voor order voor het dienstjaar 1946	fr.	2,152,150,000
b) ingevorderd door de gemeenteontvangers (raming gedaan op grondslag der begrotingsramingen van 1945, verbeterd volgens de verhooging verwacht voor 1946)		500,000,000
		2,652,000,000
Algemeen totaal voor het land	fr.	28,555,525,000

b) Voor de steden met 25,000 en meer inwoners :

Het Departement van Binnenlandsche Zaken beschikt over geen gegevens aangaande de opbrengst der belastingen van den Staat en van de provinciën in iedere stad of gemeente afzonderlijk.

c) Per provincie :

Zelfde opmerking als hierboven wat betreft de opbrengst per provincie van de Staatsbelastingen. Bovendien, laat het beperkt aantal gemeentebegrotingen voor 1946, dat tot heden werd ingediend, geen, zelfs niet benaderende raming toe van het bedrag der belastingen van de gemeenten gegroepeerd per provincie.

VEERTIENDE VRAAG.

Welk is het bedrag der belastingen op de huizen (provinciale en gemeentelijke belastingen te samen) :

- a) in de groote steden;
- b) in de steden van 10,000 tot 40,000 inwoners;
- c) in een tiental landelijke gemeenten?

ANTWOORD.

Voor 1946 ziet het getal en de opbrengst der provinciale en gemeentelijke opcentiemen op de grondbelasting, op de gebouwde eigendommen, ter uitsluiting van de nijverheidseigendommen, er uit als volgt, voor ieder van de drie beoogde categorieën :

A. — GEMEENTEN MET MEER DAN 40,000 INWONERS.

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
<i>Provincie Antwerpen</i>					
Antwerpen	50	350	400	24	94,396,800
Berchem	50	350	400	24	12,782,616
Borgerhout	50	350	400	24	11,760,000
Deurne	50	350	400	24	9,840,000
Mechelen	50	350	400	24	10,344,000
<i>Provincie Brabant</i>					
Anderlecht	10	375	385	23.1	21,275,135
Brussel	10	niet binnen- gekomen			—
Etterbeek	10	375	385	23.1	17,432,785
Vorst	10	375	385	23.1	16,066,327
Elsene	10	375	385	23.1	40,597,072
Sint-Jans-Molenbeek .	10	375	385	23.1	17,952,396
Sint-Gillis	10	375	385	23.1	26,352,465
Schaarbeek	10	375	385	23.1	41,767,730
Ukkel	10	375	385	23.1	17,103,633
<i>Provincie West-Vlaanderen</i>					
Brugge	20	370	390	23.4	9,111,192
Kortrijk	20	370	390	23.4	6,378,204
Oostende	20	niet binnen- gekomen			—

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
<i>Provincie Oost-Vlaanderen</i>					
Aalst	25	370	395	23.7	5,007,830
Gent	25	niet binnen- gekomen			—
Sint-Niklaas	25	niet binnen- gekomen			—
<i>Provincie Henegouwen</i> (Geen).					
<i>Provincie Luik</i>					
Luik	40	niet binnen- gekomen			—
Verviers	40	350	390	23.4	11,312,730
<i>Provincie Limburg</i> (Geen).					
<i>Provincie Luxemburg</i> (Geen).					
<i>Provincie Namen</i> (Geen).					

B. — GEMEENTEN MET 10,000 TOT 40,000 INWONERS.

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
<i>Provincie Antwerpen</i>					
Boom	50	350	400	24	1,920,000
Brasschaat	50	350	400	24	3,420,000
Ekeren	50	350	400	24	geen docum.
Hoboken	50	350	400	24	4,656,000

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
Merksem	50	350	400	24	4,680,000
Mortsel	50	350	400	24	geen docum.
Niel	50	350	400	24	960,000
Schoten	50	350	400	24	geen docum.
Wilrijk	50	350	400	24	5,092,800
Duffel	50	350	400	24	888,000
Heist-op-den-Berg . .	50	400	450	27	580,500
Lier	50	350	400	24	3,461,904
Willebroek	50	niet binnen- gekomen			—
Balen	50	350	400	24	403,200
Geel	50	350	400	24	1,068,816
Herentals	50	195	245	14.7	676,200
Mol	50	100	150	9	425,700
Turnhout	50	205	255	15.3	2,039,184
<i>Provincie Brabant</i>					
Assche	10	niet binnen- gekomen			—
Oudergem	10	375	385	23.1	4,532,012
Evere	10	375	385	23.1	3,257,100
Halle	10	375	385	23.1	2,328,480
Jette	10	375	385	23.1	7,853,538
Koekelberg	10	375	385	23.1	4,061,803
Sint-Joost-ten-Noode .	10	375	385	23.1	12,422,402
Sint-Agatha-Berchem .	10	375	385	23.1	2,845,920
Sint-Pieters-Leeuw .	10	200	210	12.6	581,238
Vilvoorde	10	375	385	23.1	4,016,412
Watermaal-Boschvoorde	10	375	385	23.1	5,264,906
St-Lambrechts-Woluwe.	10	375	385	23.1	8,737,771

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
St-Pieters-Woluwe	10	375	385	23.1	5,810,281
Aarschot	10	375	385	23.1	933,702
Heverlee	10	250	260	15.6	1,038,502
Kessel-Loo	10	375	385	23.1	1,495,217
Leuven	10	375	385	23.1	5,982,492
Tienen	10	niet binnen- gekomen			—
Eigenbrakel	10	375	385	23.1	2,006,351
Nijvel	10	niet binnen- gekomen			—
<i>Provincie West-Vlaanderen</i>					
Assebroek	20	370	390	23.4	1,117,783
Sint-Andries	20	370	390	23.4	1,079,668
Torhout	20	370	390	23.4	543,192
Ieper	20	370	390	23.4	1,753,846
Poperinge	20	160	180	10.8	345,985
Wervik	20	niet binnen- gekomen			—
Harelbeke	20	370	390	23.4	785,854
Meenen	20	niet binnen- gekomen			—
Moeskroen	20	370	390	23.4	3,239,769
Waregem	20	160	180	10.8	339,199
Wevelgem	20	niet binnen- gekomen			—
Izegem	20	niet binnen- gekomen			—
Roeselare	20	niet binnen- gekomen			—
Meulebeke	20	250	270	16.2	306,836
Tielt	20	niet binnen- gekomen			—

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
<i>Provincie Oost-Vlaanderen</i>					
Geeraardsbergen . . .	25	195	220	13.2	958,753
Ninove	25	niet binnen- gekomen			—
Hamme	25	niet binnen- gekomen			—
Lebbeke	25	200	225	13.5	319,950
Wetteren	25	370	395	23.7	1,694,550
Zele	25	niet binnen- gekomen			—
Eekloo	25	niet binnen- gekomen			—
Maldegem	25	210	235	14.1	398,607
Evergem	25	niet binnen- gekomen			—
Gentbrugge	25	370	395	23.7	2,488,500
Ledeberg	25	370	395	23.7	2,175,660
Sint-Amandsberg . . .	25	niet binnen- gekomen			—
Ronse	25	niet binnen- gekomen			—
Beveren (Sint-Niklaas) .	25	niet binnen- gekomen			—
Lokeren	25	niet binnen- gekomen			—
Temsche	25	200	225	13.5	702,000
<i>Provincie Henegouwen</i>					
Charleroi	50	340	390	23.4	9,313,200
Châtelet	50	340	390	23.4	2,035,800
Châtelineau	50	340	390	23.4	1,939,860
Couillet	50	340	390	23.4	1,643,850
Courcelles	50	niet binnen- gekomen			—
Dampremy	50	340	390	23.4	1,396,980
Gilly	50	340	390	23.4	3,276,000
Jumet	50	340	390	23.4	3,474,900
Lodelinsart	50	340	390	23.4	1,368,900

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
Marchienne-au-Pont	50	niet binnen- gekomen			—
Marcinelle	50	340	390	23.4	4,441,320
Montignies-sur-Sambre	50	340	390	23.4	2,574,000
Mont-sur-Marchienne	50	340	390	23.4	1,567,800
Boussu	50	340	390	23.4	1,058,860
Dour	50	340	390	23.4	1,062,360
Frameries	50	340	390	23.4	1,251,900
Hornu	50	340	390	23.4	702,000
Jemappes	50	340	390	23.4	1,315,080
Bergen	50	340	390	23.4	6,566,040
Pâturages	50	niet binnen- gekomen			—
Quaregnon	50	340	390	23.4	1,738,620
Wasmès	50	340	390	23.4	1,371,240
La Louvière	50	niet binnen- gekomen			—
Zinnik	50	340	390	23.4	1,652,040
Anderlues	50	340	390	23.4	971,100
Aat	50	340	390	23.4	1,428,570
Binche	50	340	390	23.4	1,874,340
Doornik	50	340	390	23.4	6,669,000

Provincie Luik

(Het bedrag der belasting op de huizen kon niet worden vastgesteld daar de verstrekte documentatie niet het kadastraal inkomen vermeldt dat eigen is aan de gewone gebouwde eigendommen.)

Ans	40	350	390	23.4	—
Bressoux	40	350	390	23.4	—
Chénée	40	350	390	23.4	—
Grivegnée	40	350	390	23.4	—
Herstal	40	350	390	23.4	—

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
Jemeppe	40	350	390	23.4	—
Montegnée	40	350	390	23.4	—
Ougrée	40	350	390	23.4	—
Seraing	40	350	390	23.4	—
Eupen	40	niet binnen- gekomen			—
Hoei	40	350	390	23.4	—
<i>Provincie Limburg</i>					
Genk	15	niet binnen- gekomen			—
Hasselt	15	375	390	23.4	geen docum.
Sint-Truiden	15	niet binnen- gekomen			—
Lommel	15	200	215	12.9	geen docum.
Tongeren	15	375	390	23.4	geen docum.
<i>Provincie Luxemburg</i>					
Aarlen	20	60	80	4.8	581,402
<i>Provincie Namen</i>					
Namen	15	niet binnen- gekomen			—

C. — ENKELE LANDELIJKE GEMEENTEN.

GEMEENTEN	OPCENTIEMEN			Percentage van het kadastraal inkomen	Opbrengst
	provinciale	gemeentelijke	totaal		
Dhuy (802 inwoners) . .	15	370	385	23.1	61,965
Pontillas (456 inw.) . .	15	265	280	16.8	15,747
Kaprijke (3,154 inw.) . .	25	200	225	13.5	87,720
Wezenaai (2,203 inw.) .	10	190	200	12	57,456
Wommersom (1,424 inw.)	10	200	210	12.6	37,275
Vezon (1,276 inw.) . .	50	260	310	18.6	56,730
Velaines (1,506 inw.) . .	50	200	250	15	77,250
Rongy (2,253 inw.) . .	50	340	390	23.4	78,390

VIJFTIENDE VRAAG.

Welk is het getal en welke zijn de verschillende soorten bestaande intercommunales die staan onder het toezicht van het Departement van Binnenlandsche Zaken?

ANTWOORD.

Het Ministerie van Binnenlandsche Zaken is belast met de toepassing der wet van 1 Maart 1922, betreffende de vereeniging der gemeenten met een doel van openbaar nut. De acht en vijftig intercommunale instellingen die werden opgericht onder de bescherming dezer wet, zijn de volgende, opgegeven per provincie en met aanduiding van hun maatschappelijke benaming.

Lijst der intercommunale vereenigingen met aanduiding van haar maatschappelijke zetel.

I. — VEREENIGING VAN GEMEENTEN. (Toepassing der wet van 1 Maart 1922.)

Provincie Antwerpen.

De Boomsche Beekbosschen Tuinwijk, Boom.

Intercommunale Maatschappij van den Linker Scheldeoever (Imalso), Antwerpen.

Intercommunale Gasbedeeling Antwerpen-Hoboken (I.G.A.H.), Antwerpen.

Intercommunale Maatschappij voor Electriciteitsbedeeling (I.M.E.A.), Antwerpen.

Antwerpsche Regionale Gasbedeeling Intercommunale Maatschappij (A.R.G.I.M.), Mortsel.

Antwerpsche Voorsteden Intercommunale Gasbedeeling (A.V.I.G.), Borgerhout.

Provincie Brabant.

La Provinciale Brabançonne d'Electricité, Brussel.

Compagnie Intercommunale d'Electricité Jodoigne et Extensions, Geldenaken.

Compagnie Intercommunale d'Electricité Grimberghe et Extensions, Grimbergen.

Société Intercommunale pour l'assainissement et l'aménagement de la vallée de la Woluwe, Brussel.

Dispensaire Intercommunal antivénérien, Schaarbeek.

Laboratoire Intercommunal de chimie et de bactériologie, Brussel.

Société Intercommunale bruxelloise du Gaz, Sint-Joost-ten-Noode.

Société Intercommunale bruxelloise d'Electricité, Sint-Joost-ten-Noode.

Tusschengemeentelijke Electriciteit Vereeniging van Berg, Kampenhout, Perk en Peutie, Kampenhout.

Société Intercommunale pour le détournement et le voûtement de la Senne dans l'agglomération bruxelloise, Brussel.

Société Intercommunale des voies d'accès à l'aérodrome de Bruxelles, Wetstraat, 14, Brussel.

Société coopérative Intercommunale de Crémation, Brussel.

Association Intercommunale pour la distribution de l'énergie électrique (Electro-distribution), Vorst-bij-Brussel.

Compagnie Intercommunale des Eaux de la vallée de la Thyle, Gemeentehuis van Sart-Dames-Avelines.

Association Intercommunale pour la distribution du Gaz (Intergaz), Sint-Jans-Molenbeek.

Association Intercommunale bruxelloise pour la production et l'achat du Gaz, Gemeentehuis van Sint-Jans-Molenbeek.

Société Intercommunale brabançonne de l'Electricité (Sobralec), Sint-Lambrechts-Woluwe.

Société Intercommunale brabançonne du Gaz (Sobragaz), Sint-Lambrechts-Woluwe.

Association Intercommunale pour l'assainissement de la vallée du Molenbeek et du Pontbeek, bij het Provinciaal Bestuur van Brabant, Eikstraat, 22, Brussel.

Provincie West-Vlaanderen.

West-Vlaamsche Electriciteitsmaatschappij, Diksmuide.

Tusschengemeentelijke Maatschappij voor het bevoorraden der vlasroterijen met Leiewater en het rootafvalwater, Gemeentehuis van Gullegem.

Provincie Oost-Vlaanderen.

Tusschengemeentelijk Hospitaal-Sanatorium van Lemberge, Lemberge.

Tusschengemeentelijk Hospitaal-Sanatorium van Geeraardsbergen, Overboelare.

Tusschengemeentelijke Maatschappij der Vlaanderen voor Waterbedeeling, Stadhuis Gent.

Provincie Henegouwen.

Association Intercommunale d'Electricité du Sud du Hainaut, Rance.

Association Intercommunale du Bois d'Havré, Bergen.

Société Intercommunale carolorégienne d'Electricité, Monceau-sur-Sambre.

Union Intercommunale des Consommateurs du Gaz et d'Electricité des régions de Charleroi et du Centre, Charleroi.

Union Intercommunale des Consommateurs du Gaz et d'Electricité des régions de Mons et du Borinage, Bergen.

Compagnie Intercommunale de distribution d'eau de Salle et Robechies, Salles.

Société Intercommunale de radio-distribution dans l'arrondissement de Charleroi, Montignies-sur-Sambre.

Intercommunale d'œuvres sociales, société coopérative pour la région de Charleroi, rue de la Maternité, Charleroi.

Association Intercommunale de l'Ecole de la chaussure et des industries du Cuir du Borinage, Gemeentehuis van La Bouverie.

Intercommunale du Gaz des régions de Mons et Borinage, Bergen, Stadhuis.

Les plaines de jeux du Borinage, Hôtel communal, Quaregnon.

Association Intercommunale d'Electricité du Bassin de Charleroi, Roux, Gemeentehuis.

Société Intercommunale d'Electricité de l'Est et du Centre du Hainaut, Gilly, Gemeentehuis.

Union Intercommunale pour l'Etude et la Gestion des Services publics, Charleroi.

Association carolorégienne du Gaz, Marcinelle, Gemeentehuis.

Provincie Luik.

Association Liégeoise d'Electricité, Luik.

Société d'Electricité Voer-Gulpe et Extensions, Sint-Pieters-Voeren.

Intercommunale du Canton de Saint-Nicolas, Bouwen van werkmanswoning, Saint-Nicolas-lez-Liège.

Société Intercommunale d'Electricité de Warsage et Extensions, Luik.

Association Intercommunale pour le démargement des communes de la région de Liège, Jemeppe-sur-Meuse.

Association Intercommunale pour l'entretien, l'amélioration et la construction de la voirie des arrondissements de Huy et Waremme, Ben-Ahin.

Intercommunale Verviétoise de l'Electricité et du Gaz, Dison.

Distribution Intercommunale des Eaux de Hollogne-aux-Pierres et Jemeppe-sur-Meuse, Hollogne-aux-Pierres.

Société coopérative Intercommunale de distribution d'Eau de Tihange et environs, Gemeentehuis van Vierset-Barse.

Intercommunale de distribution d'Eau d'Awans, Bierset et environs, Awans.

Association Intercommunale de l'abattoir des Awirs, Gemeentehuis van Awirs.

Intercommunale pour l'Etude et la Construction d'Egouts de la région de Liège, 69, rue Vinave, Tilleur.

Provincie Limburg.

Provinciale Intercommunale Electriciteitsmaatschappij van Limburg (Inter-electra), Hasselt (Dr Willemsstraat).

Provincie Namen.

Association Intercommunale des Eaux de Couvin et environs, Couvin.

ZESTIENDE VRAAG.

Welke zijn de parastatale instellingen die afhangen van het Departement van Binnenlandsche Zaken?

Haar inrichting, doel, contrôle van den Staat, het kader van het personeel en de werkelijke getalsterkte van het personeel?

ANTWOORD.

De eenige instelling is het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden (N.W.O.), opgericht bij de wet van 11 October 1919, aangevuld door deze van 16 April 1920, en ingericht bij koninklijk besluit van 16 Februari 1920, gewijzigd bij deze van 29 Mei 1922 en 1 Juni 1934.

Inrichting :

Het Werk wordt geleid en bestuurd door een algemeenen raad. Deze kan een gedeelte zijner machten overdragen op een beheerraad. In ieder bestuurlijk arrondissement is er een arrondissementscomité van het N.W.O. gevestigd, dat in ieder kanton of gemeente een of meer plaatselijke afgevaardigden benoemt. Het personeel der diensten van het N.W.O. wordt benoemd door den Beheerraad.

Doel :

Het N.W.O. vormt een instelling die een betrekkelijke zelfstandigheid geniet, de particuliere initiatieven kanaliseert in samenwerking met de openbare besturen, onder wier gezag het is geplaatst en door dewelke het omzeggens gemandateerd is.

Te dezen titel is het gelast de oorlogsinvaliden en eventueel hun gezinnen stoffelijk en zedelijk te steunen. Deze hulp, die veelvuldige vormen aanneemt, komt in hoofdzaak tot uiting door :

- 1^o de beroepsheropleiding;
- 2^o het verstrekken van prothesistoestellen;
- 3^o het verleen van geneeskundige verpleging;
- 4^o de bijstand door krediet- en door hulpverleening in geld en in natura.

Contrôle van den Staat :

Om zijn opdracht te vervullen, beschikt het N.W.O. over toelagen van den Staat, die ruim het grootste deel zijner inkomsten uitmaken en waaraan nog worden toegevoegd die van andere herkomst, die zij eigen Fonds uitmaken.

Al de bedrijvigheden van het N.W.O., die worden gefinancierd door den Staat, worden geregeld door besluiten, reglementen en onderrichtingen goedgekeurd door het Departement. Geenerlei uitgave geschiedt zonder dat zij vooraf werd toegelaten in haar beginsel en in haar modaliteiten. De toelagen genoten door het N.W.O. ten laste van de Openbare Schatkist, worden verleend en beheerd en hun aanwending wordt gecontroleerd en nagezien overeenkomstig de regelen betreffende de Staatscomptabiliteit.

Kader en werkelijke getalsterkte van het personeel.

Het kader van het personeel werd vastgesteld in 1925. De grenzen ervan zijn noch duidelijk noch streng vastgesteld. Daarom werd het Werk in Januari 1946 verzocht het kader en het barema der wedden van zijn personeel bij te werken, zoodra de uitslagen der herziening van de kaders en de barema's der Staats-agenten zullen gekend zijn, ten einde overeenstemming met dezelve te bereiken.

De toestand doet zich voor als volgt, op 1 April 1946 :

	Kader voorzien op de begrooting.	Werkelijke getalsterkte.
Algemeen-secretaris	1	1
Algemeen-directeur	—	2
Algemeen-inspecteur	1	—
Inspecteur-geneesheer.	1	1
Directeur.	4	6
Onderdirecteur.	4	6
Diensthooft.	9	6
Sectie-overste	5	6
Opsteller en maatschappelijke assistente . .	18	14
Stenotypiste	6	6
Rekenplichtige.	—	2
Ordeklerk.	31	30
Typiste	—	2
Deurwachter-bode.	3	4
Telefonist	1	1
Schoonmaakster	4	1
Totaal. . .	88	88

ZEVENTIENDE VRAAG.

Hoe werd het krediet van 100 miljoen frank, uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1943, onder de gemeenten verdeeld ?

ANTWOORD.

Een besluit van den Prins-Regent, dd. 24 Januari 1946, verdeelt dit krediet als volgt :

a) *Provinciën.*

Een som van 7,500,000 frank wordt toegekend aan de provincie Henegouwen.

b) *Gemeenten.*

De som van 92,479,745 frank werd onder de gemeenten verdeeld als volgt :

PROVINCIE ANTWERPEN.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Anvers (Antwerpen)	—	9,283,798	9,283,798
Beerzel	—	39,613	39,613
Berchem	—	14,552	14,552
Berendrecht	—	32,802	32,802
Bevel	—	6,660	6,660
Borgerhout	—	1,489,511	1,489,511
Bornem	—	116,211	116,211
Deurne	—	1,006,581	1,006,581
Ekeren	—	144,645	144,645
Geel	—	148,413	148,413
Hallaar	—	11,347	11,347
Halle	20,253	7,569	27,822
Heffen	40,911	—	40,911
Heindonk	1,820	6,463	8,283
Hingene	—	65,038	65,038
Hoboken	—	356,841	356,841
Hoevenen	—	46,492	46,492
Hulshout	—	5,892	5,892

GEMEENTEN	1 ^e verdeeling	2 ^e verdeeling	Totaal
Kappellen	—	151,676	151,676
Lichtaart	7,943	—	7,943
Lierre (Lier)	—	577,019	577,019
Lippeloo	—	8,547	8,547
Malines (Mechelen)	—	1,937,089	1,937,089
Merksem	—	1,137,674	1,137,674
Mortsel	—	175,013	175,013
Niel	—	222,950	222,950
Nijlen	—	32,933	32,933
Oevel	8,719	6,144	14,863
Oud-Turnhout	6,510	—	6,510
Reet	—	42,304	42,304
Rijkevorsel	17,714	72,645	90,359
Rijmenam	4,653	—	4,653
Ruisbroek	—	7,834	7,834
Schoten	—	64,396	64,396
Schriek	—	35,704	35,704
Sint-Job in 't Goor	9,406	—	9,406
Sint-Lenaarts	29,218	36,766	65,984
Stabroek	209,535	—	209,535
Terhagen	—	41,876	41,876
Tongerloo	—	22,740	22,740
Turnhout	543,781	751,134	1,294,915
Vorselaar	12,139	19,985	32,124
Vosselaar	—	18,652	18,652
Wijnegem	—	46,150	46,150
Zandvliet	—	72,906	72,906
Zoerle-Parwijs	—	2,742	2,742
	912,602	18,267,307	19,179,909

PROVINCIE BRABANT.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Aarschot	—	132,384	132,384
Alsemberg	17,868	17,975	35,843
Anderlecht	—	2,224,233	2,224,233
Attenrode	18,386	—	18,386
Auderghem (Oudergem)	—	109,781	109,781
Averbode	—	8,190	8,190
Beert (Brages)	8,637	8,705	17,342
Begijnendijk	—	7,805	7,805
Bellingen	—	13,956	13,956
Braine-l'Alleud (Eigenbrakel)	281,485	164,360	445,845
Bruxelles (Brussel)	—	7,909,761	7,909,761
Buizingen	—	29,735	29,735
Céroux-Mousty	—	24,744	24,744
Chastre-Villeroux	5,045	—	5,045
Diest	179,397	—	179,397
Dilbeek	—	68,537	68,537
Elingen	—	8,101	8,101
Esschene	—	13,700	13,700
Etterbeek	—	740,693	740,693
Evere	—	238,085	238,085
Galmaarden (Gammerages)	8,695	—	8,695
Ganshoren	—	88,732	88,732
Halle (Hal)	840,791	292,009	1,132,800
Hamme	45	4,833	4,878
Herfelingen	17,355	—	17,355
Hévillers	8,806	—	8,806
Hoeleden	23,075	12,566	35,641
Holsbeek	29,455	—	29,455

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Huizingen	21,950	—	21,950
Itterbeek	—	15,752	15,752
Jette	—	377,344	377,344
Jodoigne (Geldenaken)	—	87,021	87,021
Koekelberg	—	88,303	88,303
Kortenaken	8,726	29,190	37,916
Kraainem	—	19,010	19,010
L'Ecluse (Sluizen)	—	15,277	15,277
Lembeek	220,966	—	220,966
Leuven (Louvain)	—	958,175	958,175
Liedekerke	—	25,843	25,843
Lillois-Witterzée	—	34,418	34,418
Linkebeek	—	23,755	23,755
Marbais	9,353	—	9,353
Mazenzele	—	4,281	4,281
Meise	—	27,108	27,108
Mélin (Malen)	12,236	19,791	32,027
Molenbeek-St-Jean (St-Jans-Molenb.)	—	1,811,576	1,811,576
Neerlinter	10,705	—	10,705
Nivelles (Nijvel)	—	260,342	260,342
Ophain-Bois-Seigneur-Isaac	—	32,635	32,635
Opvelp	14,942	—	14,942
Oudenaken	—	16,063	16,063
Outgaarden	17,444	—	17,444
Pamel	—	21,347	21,347
Pellenberg	—	1,116	1,116
Piétrebais	—	6,542	6,542
Quenast	—	13,085	13,085
Ramsdonk	—	8,945	8,945

GEMEENTEN	1 ^e verdeeling	2 ^e verdeeling	Totaal
Relegem	3,897	6,457	10,354
Rosières	—	3,789	3,789
Saint-Josse (Sint-Joost)	—	857,884	857,884
Saint-Géry	—	9,294	9,294
Saint-Gilles (Sint-Gillis)	—	1,037,783	1,037,783
Schaerbeek (Schaarbeek)	—	2,711,555	2,711,555
Scherpenheuvel (Montaigu)	6,414	30,370	36,784
St-Agatha-Berchem (Berchem-Ste-Ag.)	—	126,472	126,472
St-Katherina-Lombeek	—	14,647	14,647
St-Laureins-Berchem	—	3,769	3,769
St-Margriet-Houtem	6,874	—	6,874
Sterrebeek	—	24,812	24,812
Terafene	—	10,023	10,023
Ternat	—	35,790	35,790
Testelt	—	16,286	16,286
Tienen (Tirlemont)	—	440,701	440,701
Tilly	—	9,791	9,791
Tremeloo	—	13,626	13,626
Uccle (Ukkel)	334,581	408,853	743,434
Vilvorde (Vilvorde)	—	506,132	506,132
Vissenaken	42,646	—	42,646
Wauthier-Braine (Woutersbrakel) . . .	—	13,560	13,560
Willebringen	37,064	—	37,064
Woluwe-St-Lambert (St-Lambr.-Wol.)	—	350,623	350,623
Woluwe-St-Pierre (St-Pieters-Woluwe)	—	180,455	180,455
Wommersom	29,444	—	29,444
Zaventem	—	98,814	98,814
Zellik	19,689	—	19,689
	2,235,971	22,927,290	25,163,261

PROVINCIE WEST-VLAANDEREN.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Aalbeke	—	39,177	39,177
Bossuit	12,006	—	12,006
Brugge (Bruges)	—	2,017,194	2,017,194
Deerlijk	8,858	—	8,858
De Panne (La Panne)	84,997	163,822	248,819
Dottignies (Dottenijs)	—	77,966	77,966
Eernegem	—	80,715	80,715
Gistel	33,973	—	33,973
Gullegem	135,889	—	135,889
Gijzelbrechtegem	—	2,223	2,223
Harelbeke	—	201,813	201,813
Helkijn (Helchin)	31,867	19,040	50,907
Herseaux	33,795	59,122	92,917
Hooglede	17,641	—	17,641
Ingelmunster	—	109,786	109,786
Kachtem	—	30,644	30,644
Koksijde	—	60,880	60,880
Komen (Comines)	—	207,320	207,320
Kooigem	—	19,318	19,318
Kortrijk (Courtrai)	—	2,046,377	2,046,377
Lombartzijde	879	10,604	11,483
Luingne	—	38,354	38,354
Markegem	2,695	—	2,695
Meenen (Menin)	—	459,079	459,079
Meulebeke	—	172,848	172,848
Middelkerke	—	129,386	129,386
Moeskroen (Mouscron)	83,972	354,187	438,159
Moorslede	11,282	—	11,282

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Oekene	5,977	—	5,977
Oostduinkerke	—	134,977	134,977
Oostkamp	—	97,669	97,669
Oostrozebeke	325,809	—	325,809
Outrijve	—	13,013	13,013
Poperinge	15,621	—	15,621
Rekkem	—	58,344	58,344
Roeselare (Roulers)	885,659	1,217,384	2,103,043
Snellegem	—	22,448	22,448
Sijsele	7,373	54,906	62,279
Tielt	—	386,878	386,878
Uitkerke	—	37,454	37,454
Wenduine	—	25,302	25,302
Wervik	—	321,037	321,037
Wevelgem	58,111	—	58,111
Zerkegem	—	15,517	15,517
	1,756,404	8,684,784	10,441,188

PROVINCIE OOST-VLAANDEREN.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Aalst (Alost)	709,337	—	709,337
Appels	—	23,221	23,221
Baasrode	—	21,706	21,706
Bazel	2,743	—	2,743
Berlare	14,341	—	14,341
Beveren-Waas	73,941	196,767	270,708
Buggenhout	—	97,421	97,421
Dendermonde (Termonde)	—	143,425	143,425

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Eekloo	2,048,139	—	2,048,139
Eename	—	9,806	9,806
Erembodegem	95,975	—	95,975
Geeraardsbergen (Grammont)	497,970	—	497,970
Gent (Gand)	—	7,432,822	7,432,822
Haasdonck	35,648	—	35,648
Hamme	184,125	264,988	449,113
Heusden	—	58,366	58,366
Idegem	21,526	—	21,526
Kemzeke	24,082	—	24,082
Laarne	—	51,955	51,955
Landskouter	1,038	—	1,038
Lebbeke	184,829	—	184,829
Lede	—	81,414	81,414
Lokeren	265,443	—	265,443
Mere	—	33,874	33,874
Mespelare	3,968	4,911	8,879
Neder-Eename	1,231	13,644	14,875
Nederhasselt	—	3,766	3,766
Nieuwerkerken	13,607	34,193	47,800
Nokere	—	25,743	25,743
Orroir	—	2,451	2,451
Ottergem	—	3,168	3,168
Parike	—	9,355	9,355
Poesele	—	6,706	6,706
Ruppelmonde	—	34,917	34,917
Semmerzake	—	9,054	9,054
Sint-Blazius-Boekel	—	1,945	1,945
Sint-Gillis-Dendermonde	—	81,197	81,197

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Sint-Niklaas (Saint-Nicolas)	—	1,395,618	1,395,618
Sint-Pauwels	52,801	—	52,801
Steendorp	—	27,049	27,049
Stekene	89,536	—	89,536
Uitbergen	—	15,043	15,043
Wetteren	—	219,859	219,859
Wieze	21,423	—	21,423
Woubrechtgem	—	8,262	8,262
Zarlardinghe	—	386	386
Zelzate	—	142,778	142,778
	4,341,703	10,455,810	14,797,513

PROVINCIE HENEGOUWEN

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Acoz	—	14,291	14,291
Acren (Les Deux) (Twee Aakren)	1,427	—	1,427
Aiseau	—	27,140	27,140
Anderlues	—	111,492	111,492
Angreau	—	20,433	20,433
Antoing	—	50,006	50,006
Arbre	6,522	6,762	13,284
Arquennes	—	52,214	52,214
Ath (Aat)	—	154,401	154,401
Autreppe	—	3,572	3,572
Baugnies	—	13,173	13,173
Bellecourt	—	13,041	13,041
Belœil	7,880	27,715	35,595
Bersillers-l'Abbaye	612	—	612
Biesmes-sur-Thuin	—	8,806	8,806

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Binche	293,324	—	293,324
Blaton	—	30,891	30,891
Bougnies	—	7,775	7,775
Boussu	—	90,465	90,465
Braine-le-Comte ('s Gravenbrakel) .	—	190,941	190,941
Bray	3,491	—	3,491
Buzet	—	30,158	30,158
Cambron-Casteau	—	12,030	12,030
Charleroi	—	1,581,126	1,581,126
Châtelet	—	289,777	289,777
Châtelineau	—	273,499	273,499
Chaussée-Notre-Dame-Louvignies . .	1,033	—	1,033
Couillet	—	147,042	147,042
Courcelles	—	147,759	147,759
Cour-sur-Heure	15,309	4,799	20,108
Cuesmes	—	77,700	77,700
Dampremy	—	107,080	107,080
Dour	—	73,738	73,738
Ecaussinnes-d'Enghien	252,522	92,368	344,890
Ecaussinnes-Lalaing	52,434	—	52,434
Elouges	—	25,901	25,901
Enghien (Edingen)	—	71,090	71,090
Erbaut	—	10,776	10,776
Erbisœul	—	9,009	9,009
Erquelinnes	—	51,446	51,446
Esquelmes	—	7,367	7,367
Estinnes-au-Val	1,843	—	1,843
Familleureux	—	38,880	38,880
Flénu	—	25,274	25,274

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Fontaine-l'Evêque	—	107,225	107,225
Faurœulx	10,124	5,053	15,177
Forchies-la-Marche	—	31,394	31,394
Frameries	—	100,709	100,709
Fayt-lez-Manage	—	5,321	5,321
Ghlin	—	51,705	51,705
Gilly	—	310,054	310,054
Givry	17,390	—	17,390
Godarville	—	18,906	18,906
Gosselies	218,665	234,137	452,802
Goutroux	3,739	4,364	8,103
Grandreng	—	13,822	13,822
Graty	—	17,820	17,820
Guignies	—	23,855	23,855
Haine-Saint-Paul	—	16,342	16,342
Haine-Saint-Pierre	—	266,384	266,384
Hainin	3,265	—	3,265
Hantes-Wihéries	—	12,915	12,915
Harvengt	—	24,791	24,791
Haulchin	5,711	20,930	26,641
Havré	—	57,651	57,651
Henripont	1,689	—	1,689
Herchies	—	59,988	59,988
Hornu	—	71,302	71,302
Houdeng-Aimeries	—	59,696	59,696
Houdeng-Gœgnies	—	208,799	208,799
Jemappes	—	148,678	148,678
La Bouverie	46,659	—	46,659
La Hestre	—	34,011	34,011

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Lanquesaint	—	13,052	13,052
Laplaigne	—	13,316	13,316
Leernes	—	24,898	24,898
Leers-et-Fosteau	2,688	5,391	8,079
Lessines (Lessen)	14,382	88,528	102,910
Leval-Trahegnies	13,422	27,536	40,958
Ligne	—	21,368	21,368
Lobbès	—	32,088	32,088
Lodelinsart	512,450	92,268	604,718
Loverval	—	7,947	7,947
Mafflès	—	14,243	14,243
Maisières	—	11,034	11,034
Marchienne-au-Pont	—	372,324	372,324
Marcinelle	—	404,850	404,850
Monceau-sur-Sambre	—	84,487	84,487
Mons (Bergen)	—	628,550	628,550
Montignies-le-Tilleul	—	51,155	51,155
Montignies-Saint-Christophe	1,552	—	1,552
Montignies-sur-Sambre	—	207,211	207,211
Montroëul-au-Bois	—	30,718	30,718
Mont-sur-Marchienne	—	159,326	159,326
Nechin	—	51,393	51,393
Neufmaison	—	16,311	16,311
Noirchain	—	3,334	3,334
Obaix	1,769	—	1,769
Œudeghien	36,664	—	36,664
Ollignies	—	18,594	18,594
Onnezies	—	7,993	7,993
Ormeignies	—	29,387	29,387

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Pâturages	—	92,305	92,305
Péronnes (Antoing)	34,105	30,446	64,551
Péronnes (Binche)	—	32,471	32,471
Péruwelz	—	213,523	213,523
Petit-Rœulx-lez-Braine	15,254	—	15,254
Petit-Rœulx-lez-Nivelles	3,449	—	3,449
Piéton	19,004	—	19,004
Pironchamps	—	15,937	15,397
Pommerœul	—	13,665	13,665
Pont-à-Celles	26,699	—	26,699
Presles	—	2,087	2,087
Quaregnon	—	405,478	405,478
Quiévrain	58,551	58,161	116,712
Ransart	124,296	85,840	210,136
Rebaix	—	20,410	20,410
Ressaix	18,248	8,818	27,066
Rongy	—	3,781	3,781
Roux	—	69,435	69,435
Saint-Léger	—	16,276	16,276
Sars-la-Buissière	19,327	—	19,327
Souvret	—	27,336	27,336
Strépy-Braquegnies	—	57,690	57,690
Thiméon	—	16,979	16,979
Thuin	—	11,828	11,828
Tournai (Doornik)	—	154,514	354,514
Trazegnies	—	115,529	115,529
Trivières	—	25,079	25,079
Viesville	4,510	13,112	17,622
Wadelincourt	—	6,906	6,906

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Wasmes	52,156	61,948	114,104
Wasmuel	—	19,871	19,871
Wayaux	3,877	8,053	11,930
	1,906,042	10,010,569	11,916,611

PROVINCIE LUIK.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Abolens	2,152	—	2,152
Acosse	—	23,760	—
Andrimont	—	49,489	49,489
Angleur	—	110,461	110,461
Ans	—	102,335	102,335
Antheit	—	36,833	36,833
Awirs	—	13,240	13,240
Barchon	717	6,196	6,913
Berloz	14,265	—	14,265
Beyne-Heusay	—	42,474	42,474
Bierset	—	8,038	8,038
Blehen	—	7,976	7,976
Boncelles	—	12,080	12,080
Borlez	—	18,135	18,135
Bressoux	—	170,059	170,059
Chaufontaine	16,587	16,999	33,586
Chénée	—	78,143	78,143
Cheratte	—	21,604	21,604
Chockier	—	3,913	3,913

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Ciplet	—	22,199	22,199
Comblain-au-Pont	—	36,476	36,476
Comblain-Fairon	—	14,870	14,870
Couthuin	—	57,643	57,643
Crisnée	9,751	—	9,751
Dalhem	8,022	10,654	18,676
Darion	9,790	—	9,790
Dison	—	250,855	250,855
Embourg	6,334	14,418	20,752
Engis	—	18,803	18,803
Ensival	9,371	67,127	76,498
Feneur	6,178	2,814	8,992
Flémalle-Grande	—	19,101	19,101
Flémalle-Haute	—	48,736	48,736
Fléron	12,368	38,186	50,554
Fooz	26,570	—	26,570
Fumal	—	20,470	20,470
Glain	2,112	7,917	10,029
Goé	48,903	17,388	66,291
Grâce-Berleur	—	26,566	26,566
Grand-Hallet	—	32,620	32,620
Grand-Rechain	15,414	12,377	27,791
Gransville	18,952	7,129	26,081
Grivegnée	—	145,431	145,431
Haneffe	249,975	—	249,975
Hermalle-sur-Huy	3,186	11,187	14,373
Hermée	30,413	—	30,413
Herstal	—	409,665	409,665
Herve	—	67,143	67,143

GEMEENTEN	1 ^e verdeeling	2 ^e verdeeling	Totaal
Hollogne-aux-Pierres	—	13,271	13,271
Horion-Hozémont	—	35,920	35,920
Housse	17,226	5,962	23,188
Houtain-Saint-Siméon	—	12,251	12,251
Huccorgne	—	16,743	16,743
Jemeppe-sur-Meuse	43,706	136,759	180,455
Jupille	19,372	113,451	132,823
Lamine	4,679	14,531	19,210
Landenne	—	29,431	29,431
Lantremange	23,355	—	23,355
Lavoir	—	12,130	12,130
Liège (Luik)	—	4,636,566	4,636,566
Linchet	3,310	1,443	4,753
Magnée	—	7,221	7,221
Marchin	—	53,555	53,555
Marneffe	—	25,261	25,261
Melen	—	28,585	28,585
Modave	—	13,836	13,836
Mons	2,273	19,939	22,212
Montegnée	—	45,593	45,593
Mexhe	17,212	—	17,212
Oleye (Liek)	2,187	—	2,187
Ormal	59,964	—	59,964
Oreye (Oerle)	38,768	—	38,768
Othée (Elch)	3,040	—	3,040
Ougrée	114,719	167,174	281,893
Poulseur	—	10,804	10,804
Queue-du-Bois	—	11,587	11,587
Ramelot	—	9,268	9,268

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Ramet	—	31,816	31,816
Richelle	9,034	—	9,034
Rocour	96,730	22,198	118,928
Roloux	10,501	16,064	26,565
Romsée	—	13,017	13,017
Saint-Georges	—	34,915	34,915
Saint-Nicolas	—	54,148	54,148
Saint-Remy	12,122	5,501	17,623
Saint-Severin	15,455	—	15,455
Seilles	—	29,816	29,816
Seraing	—	234,058	234,058
Soiron	—	7,665	7,665
Spa	—	125,351	125,351
Tilleur	5,295	28,502	33,797
Trembleur	23,308	—	23,308
Vaux-sous-Chèvremont	—	26,649	26,649
Velroux	19,295	—	19,295
Verviers	1,833,721	1,028,730	2,862,451
Viemme	40,124	—	40,124
Vieuxville	71	—	71
Vieux-Waleffes	24,617	—	24,617
Villers-aux-Tours	—	4,029	4,029
Villers-le-Bouillet	—	25,386	25,386
Vinalmont	—	23,085	23,085
Visé (Wezet)	59,506	61,448	120,954
Vivegnis	—	7,257	7,257
Voroux-lez-Liers	3,486	—	3,486
Vottem	—	26,294	26,294
Vyle-Tharoul	7,892	7,671	15,563

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Wandre	2,985	58,460	61,445
Wansin	—	17,394	17,394
Warnant-Dreye	66,147	—	66,147
Xendremael	61,418	—	61,418
	3,132,578	9,392,245	12,524,823

PROVINCIE LIMBURG.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Binderveld	—	7,961	7,961
Genoelselderen	5,175	—	5,175
Groote-Spouwen	—	8,673	8,673
Hasselt	—	721,923	721,923
Herstappe	—	10,748	10,748
Meldert	—	8,038	8,038
Molenbeersel	3,625	—	3,625
Nieuwerkerken	—	4,165	4,165
Sint-Huibrechts-Lille	7,582	—	7,582
Sint-Truiden (Saint-Trond)	—	483,918	483,918
Tongeren (Tongres)	—	253,388	253,388
Voort	—	6,780	6,780
Wimmertingen	759	—	759
	17,141	1,505,594	1,522,735

PROVINCIE LUXEMBURG.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Tailles (Les)	6,049	—	6,049
Septon	9,146	—	9,146
	15,195	—	15,195

PROVINCIE NAMEN.

GEMEENTEN	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Andenne	52,651	85,059	137,710
Arsimont	—	9,396	9,396
Balâtre	10,353	—	10,353
Champion	3,198	—	3,198
Daussoulx	5,084	—	5,084
Dinant	—	190,229	190,229
Dréhance	—	3,538	3,538
Flavion	6,943	—	6,943
Fosses	45,904	—	45,904
Gelbressée	—	1,645	1,645
Heure	5,396	—	5,396
Longchamps	18,182	5,513	23,695
Isnes (Les)	7,764	—	7,764
Marchevelette	1,150	—	1,150
Meux	5,574	—	5,574
Mont	—	3,077	3,077
Namur (Namen)	—	948,747	948,747
Onnezée	1,144	—	1,144
Pontillas	—	10,353	10,353
Saint-Denis	4,542	15,541	20,083
Saint-Martin	—	26,090	26,090
Sorinne-la-Longue	—	7,997	7,997
Suarlée	—	6,549	6,549
Thy-le-Baudhuin	1,551	—	1,551
Villers-lez-Heest	11,776	—	11,776
	181,212	1,313,734	1,494,946

S A M E N V A T T I N G.

PROVINCIES	1 ^e verdeling	2 ^e verdeling	Totaal
Antwerpen	912,602	18,267,307	19,179,909
Brabant	2,235,971	22,927,290	25,163,261
West-Vlaanderen	1,756,404	8,684,784	10,441,188
Oost-Vlaanderen	4,341,703	10,455,810	14,797,513
Henegouwen	1,906,042	10,010,569	11,916,611
Luik	3,132,578	9,392,245	12,524,823
Limburg	17,141	1,505,594	1,522,735
Luxemburg	15,195	—	15,195
Namen	181,212	1,313,734	1,494,946
	14,498,848	82,557,333	97,056,181

ACHTTTIENDE VRAAG.

ARTIKEL 48, begrooting 1946.

Gelieve mede te deelen het aantal ambtenaren aangesteld bij den Dienst der Commissie van de Nationale Erkentelijkheid?

Welke wedde wordt betaald aan deze tijdelijken?

Hoe geschiedt de aanwerving van dit tijdelijk personeel? .

ANTWOORD.

De toelichting van artikel 48 (zie blz. 69), geeft de omstandige opgave van het kader voorzien bij het opmaken der begrooting. Te dien tijde was er geen enkele benoeming gedaan. De post « benoemingen en verhoogingen » voorziet het globaal bedrag der basiswedden van de belanghebbenden op dit oogenblik. Dit tijdelijk kader zal zeer waarschijnlijk worden ingekrompen naar aanleiding der algemeene herziening ter zake. Zijn thans in dienst een opsteller en een steno-typiste, werkende onder de leiding van het hoofd van den Dienst der Eerbewijzen en Eereplaatsen. Hun globale bruttowedde, volgens de nieuwe barema's die zijn verschenen in het *Staatsblad* van 23 Juni 1946, bedraagt respectief 48,000 en 43,800 frank. Dit personeel werd aangeworven overeenkomstig den regel door tusschenkomst van den vasten wervingssecretaris. De getalsterkte zal worden aangevuld binnen de perken van het organiek kader naar gelang de noodwendigheden.

NEGENTIENDE VRAAG.

Gelieve de getalsterkte op te geven van het personeel gehecht aan den Dienst der motorbrandstoffen, artikel 49 van de begrooting?

Welke bezuiniging zal voortspruiten uit de eventueele likwidatie van een gedeelte van dezen dienst?

ANTWOORD.

De huidige getalsterkte van het personeel van den Dienst voor de Motorbrandstoffen is de volgende :

a) *Administratieve dienst* :

- 1 diensthoofd;
- 1 bestuurssecretaris;
- 8 opstellers;
- 3 klerken;
- 1 klasseerder;
- 2 steno-typisten;
- 1 typiste;
- 2 deurwachters;
- 1 kantoorjongen;

alsmede twee beroepsmilitairen bezoldigd door het Departement van Landsverdediging.

b) *Buitendienst* :

Veertien afgevaardigden (12 provinciale en 2 gewestelijke) waarvan 9 beroeps-onderofficieren, 3 tijdelijke agenten met de wedde verbonden aan den vroegeren graad van eersten opsteller, en 2 tijdelijke agenten gewezen beroepsmilitairen, gepensionneerd wegens leeftijdsgrens en aangeworven door burgerlijke op-eischung.

* * *

Op 21 Juni jl. heeft de Ministerraad besloten het ontwerp van besluitwet waardoor een einde wordt gemaakt aan de rantsoeneering der motorbrandstoffen te verwerpen.

Van de 71 ambtenaren en agenten voorkomende op het organiek kader, blijven er op dit oogenblik slechts 37 in dienst.

Zoolang de rantsoeneering wordt behouden is het onmogelijk nog nieuwe inkrimpingen van personeel in overweging te nemen.

TWINTIGSTE VRAAG.

Hoeveel agenten zijn er tot heden nog, ten dienste van de Passieve Luchtbescherming, ten bezware van den Staat, bezoldigd?

ANTWOORD.

a) P.L.B.-agenten	55
b) agenten der Brandweer	166
c) mobiele groepen	185
	406
	==

EEN EN TWINTIGSTE VRAAG.

Hoeveel millioenen heeft de Passieve Luchtbescherming sedert 8 Mei 1945, datum van het einde der vijandelijkheden in Europa, gekost?

ANTWOORD.

Begrooting van 1945 (van 1 Mei af tot 31 December 1945).

Gewone uitgaven :

Uitgaven voor het personeel :

Centraal Bestuur	fr.	2,800,000
Buitendiensten		64,000,000
Uitgaven voor het materieel		3,800,000

Uitgaven voortspruitende uit den oorlog 40,400,000
(inbegrepen 38,300,000 frank voor de vorige dienstjaren).

Totaal voor 1945. . fr. 111,000,000
=====

(inbegrepen 38,300,000 frank voor de vorige dienstjaren).

*Begrooting van 1946 (van 1 Januari af tot 15 Juni 1946).**Gewone uitgaven :*

Uitgaven voor het personeel	fr.	330,000
Uitgaven voor het materieel		300,000

Uitgaven voortspruitende uit den oorlog :

Uitgaven voor het personeel Centraal Bestuur	fr.	1,200,000
Uitgaven voor het personeel. Buitendiensten		11,600,000
Andere uitgaven		3,100,000

(inbegrepen 1,700,000 frank voor de vorige dienstjaren).

Totaal voor 1946. . . fr.	16,530,000
	=====

TWEE EN TWINTIGSTE VRAAG.

Krachtens welke bepalingen en door welke omstandigheden worden er actieve eenheden van de Passieve Luchtbescherming in dienst behouden?

ANTWOORD.

Men mag niet beweren dat er thans nog actieve eenheden van P.L.B. bestaan.

De 55 agenten verdeeld tusschen de negen provinciale commissariaten, welke behouden worden te Brussel, Antwerpen, Brugge, Charleroi, Gent, Hasselt, Luik, Namen en Virton, zijn gelast met de bewaking en het onderhoud van het in de stapelplaatsen opgesteld materieel, waarvan de waarde meer dan 100 miljoen bedraagt.

Het behoort hun eveneens toe het alarmnet te onderhouden, waarvoor zeer talrijke miljoenen werden uitgegeven en waarvan tot heden in geen enkel der naburige landen kon worden afgezien.

Het gemiddeld aantal van 6 man per provinciaal centrum is nauwelijks voldoende om het hoofd te bieden aan de rekenplichtige likwidatie der oorlogsachterstanden.

De 166 agenten der Brandweer zijn verdeeld onder de gemeenten Tienen, Nijvel, Eigenbrakel, Turnhout, Geel, Antwerpen, Hoei, Marche-en-Famenne, Virton, Bertrix, Neufchâteau, Dinant, Namen, Jumet, Jemappes, Charleroi, Châtelet, Aalst, Dendermonde, Wetteren, Heyst-aan-Zee, Wenduyne, Wevelgem, Meenen, Izegem, Knokke en Blankenberge.

Deze gemeenten zijn gansch onbekwaam, gezien hun financiële toestand, de lasten te dragen voortspruitende uit de werking van een gemeentelijken brandweerdienst.

Deze manschappen werden in dienst behouden ten gevolge van een grondig onderzoek ter plaatse ingesteld door den Inspecteur-Generaal der Brandweerdiensten, die het in aktiviteit houden van de Mobiele Groepen en van de P.L.B.-Brandweerlieden door middel van gemotiveerde verslagen aan den h. Minister heeft aangevraagd.

De Mobiele Groep, bestaande uit 185 eenheden, 't zij ongeveer 90 man bestendig in dienst, is bestemd om snel in alle plaatsen van het land op te treden waar zijn aanwezigheid noodzakelijk kan zijn.

Dit korps is voorzien van doeltreffend materieel met het oog op een eventuele aanvulling van de ontbrekende middelen waarover de gemeentelijke korpsen beschikken.

De Mobiele Groep werd eveneens behouden op verzoek van de geallieerde overheden voor de verdediging der talrijke basissen welke nog in België bestaan en die nog steeds een voortdurend gevaar voor de bevolking vertegenwoordigen.

Al deze diensten worden behouden krachtens de bepalingen van het steeds vigeerende Regentsbesluit dd. 4 Januari 1945 (*Staatsblad* van 19 Januari), in afwachting dat nieuwe suggesties worden gedaan door den Hoogen Raad voor de Burgerlijke Veiligheid, onlangs bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken ingesteld.

DRIE EN TWINTIGSTE VRAAG.

Krachtens welke wettelijke bepalingen worden deze eenheden, op kosten van den Staat, gemachtigd uit eigen beweging en kosteloos op te treden tijdens normale onheilen, in zaken welke door de wet en de besluiten formeel aan de gemeenten of aan dezer vereenigingen worden toegeschreven?

ANTWOORD.

De huidige toestand der Belgische Brandweerdiensten kan slechts groote moeilijkheden teweegbrengen in geval van nogal aanzienlijke onheilen.

Bij koninklijk besluit dd. 15 Maart 1935, worden de gemeenten verplicht zich van genoegzame beschermingsmiddelen tegen brand te voorzien door het zelfstandig organiseeren van een Brandweerkorps dat beschikt over het gepast materieel of door het sluiten van een overeenkomst met één of meerdere gemeenten.

Er werden geen straffen voorzien tegen de gemeenten welke zich niet naar deze bepalingen zouden schikken.

De erbarmelijke financiële toestand van de meeste gemeentebesturen heeft er dikwijls de burgemeesters toe verplicht de organisatie van een Brandweerkorps, belangrijk genoeg om het hoofd te bieden aan onheilen van zekeren omvang, te verwaarloozen. Op aanvraag van verscheidene burgemeesters, is het noodig gebleken in zekere gemeenten de in de passieve luchtbescherming gevormde brandweerploegen te behouden.

Talrijke tusschenkomsten hebben de gegrondheid van dit behoud bewezen.

In afwachting dat een rationeele reorganisatie van de nationale reddingsdiensten wordt verwezenlijkt, is het den Commissaris-Generaal voor de Passieve Luchtbescherming bij Regentsbesluit, dd. 4 Januari 1945, toegelaten alle noodige maatregelen te treffen.

Dit is het eenig besluit dat thans de Regeering er toe machtigt de gepaste maatregelen te treffen om, zoo noodig, de zorgeloosheid van zekere plaatselijke overheden te bestrijden.

VIER EN TWINTIGSTE VRAAG.

Zouden de zendingen van Passieve Luchtbescherming niet normaal kunnen worden toevertrouwd aan de brandweerkorpsen, bij middel van een verstandige en spaarzame reorganisatie op algemeen gebied van de Nationale Brandweer- en Reddingsploegen?

ANTWOORD.

Het is klaarblijkelijk dat de bestaande Brandweer- en Reddingsdienst volgens de huidige opvatting, zijn activiteit op grond van de actuele organisatie niet kan blijven voortzetten.

Dit zeer ingewikkeld probleem vergt de gansche aandacht van de Regeering.

Een Hooge Raad voor de Burgerlijke Veiligheid werd onlangs met het oog daarop, bij Regentsbesluit dd. 20 Januari 1946 ingesteld.

Voortaan zal het aan de leden van dezen raad toebehooren de verdere likwidatie der P.L.B.-diensten te bestudeeren en voorstellen te doen in het licht van de gevolgtrekkingen, welke het grondig onderzoek van het vraagstuk der burgerlijke bescherming met zich zal brengen, niet alleen tegen de moderne middelen van aanval en vernietiging, maar eveneens tegen alle onheilen, van welken aard zij mochten zijn, welke zich in vreedstijd kunnen voordoen.

Het Brandweerkorps wordt in dezen Raad door vijf der als de meest bevoegd beschouwde elementen vertegenwoordigd.

Zoodra de eerste vergaderingen van den Hoogen Raad voor de Burgerlijke Veiligheid zullen plaats grijpen, zal het treffen van maatregelen worden ingezien met het oog op een algemeene reorganisatie van de Brandweerdiensten, die de toekomstige kern van een uitgebreider organisme voor burgerlijke veiligheid zullen samenstellen.

VIJF EN TWINTIGSTE VRAAG.

Welk is het bedrag van de toelage verleend aan het « Hooger Instituut voor Bestuurswetenschappen », door den Staat erkend bij koninklijk besluit van 3 Februari 1940.

ANTWOORD.

Bedoelde instelling heeft slechts heel onlangs een aanvraag om toelagen ingediend. Daar de politiek van het Departement ter zake er in bestaat geen gratis-toelagen voor te stellen ten laste van de gelden der Schatkist, tenzij in geval van bewezen ontoereikendheid der financieele middelen, werd er in dit verband nog geen beslissing genomen. In afwachting werden, gezien het ontegensprekelijk belang van de nieuwe publicatie van het Hooger Instituut, verscheidene abonnementen hierop genomen.

ZES EN TWINTIGSTE VRAAG.

Meent de Minister niet dat de toelage van 1,500 frank, verleend aan de Vereeniging der Brandweerkorpsen van België, zou mogen verdubbeld worden? (Art. 23-1 der begrooting 1946.)

ANTWOORD.

Bedoelde toelage komt de eerste maal als afzonderlijke post voor in de begrooting van het Departement voor 1934.

Te voren en tot vóór den oorlog 1914-1918, was zij begrepen — en het is voor het oogenblik niet mogelijk te berekenen vóór hoeveel — in den globalen post « Brandweerkorpsen », die kredieten omvatte voor de inspectie, het aanschaffen van materieel, enz...

Sinds 1934, werd de toelage ingeschreven voor de onderstaande bedragen, en zonder dat er ooit om een verhooging werd gevraagd :

1934 : 2,000 frank;
 1935 : 2,000 frank;
 1936 : 1,700 frank;
 1937 : 2,000 frank;
 1938 : 2,000 frank;
 1939 : 1,500 frank.
 1945 :

Deze toelage kan verdubbeld worden.

ZEVEN EN TWINTIGSTE VRAAG.

Moeten de gemeenten die haar personeel het voordeel der bons voor huishoudelijke wederuitrusting laten genieten zich aansluiten bij het « Nationaal Fonds voor Wederuitrusting » en gedurende vijftien jaar een annuïteit betalen die 1.5 % der verleende voordeelen vertegenwoordigt?

ANTWOORD.

De gemeenten die onderworpen zijn aan den Nationalen Dienst voor Maatschappelijke Zekerheid voor haar tijdelijk personeel, moeten aan dit personeel de voordeelen der bons voor huishoudelijke wederuitrusting verleen en aan het « Nationaal Fonds voor Hulp aan de huishoudelijke wederuitrusting » annuïteiten storten ten bedrage van 1.5 % der toegekende voordeelen.

Voor de vaste agenten der gemeenten zullen eerlang maatregelen uitkomen die toepasselijk zijn op al de openbare besturen.

ACHT EN TWINTIGSTE VRAAG.

Welk is het bedrag der aanvullende kredieten voor 1945?

ANTWOORD.

Voor de uitgaven van het dienstjaar 1945, zie het antwoord op de vraag I, a) (aanvullende kredieten en overdrachten).

Voor de uitgaven van de dienstjaren 1944 en vroegere :

A. — *Binnenlandsche Zaken* :

Art. 15-2. — Reiskosten der provinciale gouvernemen ten en arrondissementscommissariaten fr. 55,000

Art. 44. — Tusschenkomst der Regeering in de uitgaven voor ravitailleering, enz. 123,050,000

Art. 45. — Hulp aan de provinciën en aan de gemeenten welke wegens de beperking van de opcentimes financieel bijzonder zwaar getroffen werden 104,577,000

Art. 50bis (nieuw). — Vergoeding verleend aan de burgemeesters bij toepassing van het koninklijk besluit van 1 September 1945 55,000,000

Totaal. . fr. 282,682,000

B. — *Commissariaat-Generaal voor de Passieve Luchtbescherming* :

Art. 54-2. — Zorgen aan de gekwetste agenten, enz.	fr. 100,000
Art. 57. — Verlichting, verwarming, enz.	15,000
Art. 58. — Aankoop, huur en herstel van materieel, enz. . . .	10,000
Art. 63. — Uitgaven naar aanleiding van de oefeningen, enz.	325,000
Art. 65-4. — Bouwen, inrichten van schuilplaatsen, enz. . . .	375,000
Art. 65-7. — Maatregelen ter bescherming van de besturen, enz.	100,000
Art. 65-8. — Verschaffing van luchtbeschermingsmaterieel . .	100,000
Totaal. . . fr.	1,025,000
	=====

Nota. — De toelichting van dit ontwerp verklaart onder meer het volgende :

Artikel 44. — Het aangevraagde krediet is bestemd om naar rata van ongeveer 100 miljoen het gedeelte van het krediet van 1944 te vervangen dat niet kan worden benuttigd voor het afsluiten van het dienstjaar, en naar rata van ongeveer 23 miljoen om de ontoereikendheid van het oorspronkelijk krediet (200 miljoen) aan te vullen.

Artikel 45. — Bijna geheel bestemd ter vervanging van het krediet van 1944 dat niet kon worden aangewend vóór het afsluiten van het dienstjaar (zie eveneens antwoord op vraag X).

Artikel 50bis. — Artikel 12 van het besluit van den Regent, dd. 1 September 1945 (*Belgisch Staatsblad* van 15 September 1945), voorziet dat de sommen die door de gemeenten werden voorgeschieden overeenkomstig de nietigverklaarde besluiten van 27 Augustus 1941 en van 29 Mei 1942, waarbij een vergoeding werd toegekend aan de burgemeesters, haar door den Staat zullen worden terugbetaald. Aan den anderen kant, kunnen de belanghebbenden, die tijdens de bezetting hebben geweigerd bedoelde vergoeding te aanvaarden, op hun verzoek daarvan thans eveneens uitbetaling bekomen. Op te merken valt dat sedert het uittrekken van dit krediet sommige achterstallige terugbetalingen, die normaal ten laste van de dienstjaren 1941 tot 1943 hadden moeten vallen, in overleg met het Departement van Financiën nog konden worden vereffend ten laste der begrotingen van deze dienstjaren. Hieruit volgt dat het krediet vermoedelijk met de helft zal kunnen worden verminderd.

* * *

Andere vragen nog werden gesteld betreffende onder meer de werking van den Dienst voor Urbanisatie, de herinrichting der commissiën van openbaren onderstand, de algemeene telling van de bevolking. Daarop kon niet worden geantwoord, omdat de eerste behoort tot de bevoegdheid van het Departement van Openbare Werken, de tweede tot de bevoegdheid van Volksgezondheid, en de derde tot de bevoegdheid van het Ministerie van Economische Zaken.